

Marcel Bellavance

*Un village
en mutation:
Compton, Québec,
1880-1920*



VIL
Comp

Un village en mutation: Compton, Québec, de 1880 à 1920

Marcel Bellavance

**PROPRIÉTÉ DE LA
SOCIÉTÉ FRANCO-ONTARIENNE
D'HISTOIRE ET DE GÉNÉALOGIE**

Direction des lieux et des parcs
historiques nationaux
Parcs Canada
Environnement Canada
1982

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1982.

En vente au Canada par l'entremise de nos agents libraires agréés et autres librairies, ou par la poste au Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Hull, Québec, Canada K1A 0S9.

This issue is available in English as "A Village in Transition: Compton, Quebec, 1880-1920" (catalogue no. R64-137-1982E) in Canada through authorized bookstore agents and other bookstores, or by mail from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Hull, Quebec, Canada K1A 0S9.

Prix Canada: 4,95 \$

Prix à l'étranger: 5,95 \$

Prix sujet à changement sans préavis.

N° de catalogue: R64-137-1982F

ISBN: 0-660-90905-7

Publié avec l'autorisation
du ministre de l'Environnement,
Ottawa, 1982.

Réviseur: Suzanne Adam-Filion

Les opinions exprimées dans le présent ouvrage sont celles de l'auteur et ne sont pas nécessairement partagées par Environnement Canada.

Couverture recto: Le magasin général Stimson-Savary, du nom de ses premiers et derniers propriétaires, Arba Stimson en 1863 et Français Savary vers 1910. (C.-E. Savary.)

Couverture verso: en haut, vue de la rue de l'Église prise de la rue Principale (Estelle Bureau); **au centre,** la maison familiale et le magasin général des Saint-Laurent vers 1890 (Dale C. Thompson, *Louis Saint-Laurent: canadien*, Montréal, Le Cercle du Livre de France, 1968); **en bas,** rue de l'Église en direction de la rue Principale et du kiosque à musique (La Société d'histoire et du musée du comté de Compton).



Parcs Canada Parks Canada

**Un village en mutation:
Compton, Québec, de 1880 à 1920**

Marcel Bellavance

Sommaire	4
Remerciements	4
Introduction	5
Première partie Les Cantons de l'Est	7
I La colonisation	8
La colonisation dans les Cantons de l'Est en 1850	8
La colonisation malgré les entraves	9
II Les Cantons de l'Est durant la seconde moitié du XIX ^e siècle	11
Les transformations structurelles de l'économie	11
Les ethnies en présence	14
Conclusion: effets de l'évolution de la société estrienne sur sa structure sociale après 1850	16
Deuxième partie Le village	17
Introduction	21
I La population	23
Les effectifs démographiques	23
Les mouvements annuels	23
La mobilité	25
Les mouvements saisonniers	30
Bilan	32
II L'environnement villageois	35
L'habitat comptonien	35
L'organisation spatiale du village de Compton	38
III La propriété	41
Structure de la propriété comptonienne	41
Mobilité de la propriété	45
IV Structure sociale et vie économique	47
Les catégories socio-professionnelles	48
L'économie de Compton	50
Les rapports sociaux et ethniques	57
Conclusion: coexistence éphémère	59
V La vie culturelle	60
La pratique religieuse	60
Les comportements politiques	64
Les associations	68
Bilan	71
VI Louis Saint-Laurent	72
Conclusion	74
Notes	75
Provenance des illustrations	80
Bibliographie	81

Les Cantons de l'Est, après 1850, furent par excellence le lieu des changements: changements économiques grâce à la construction d'un réseau complexe de chemin de fer puis grâce à l'essor de l'industrie et de l'agriculture commerciale; changements démographiques profonds suite à la migration de l'abondante main-d'oeuvre canadienne-française; changements dans la structure sociale et aussi changements culturels aux dépens des premiers colons britanniques.

Le village et le canton de Compton ont prospéré au même rythme que les autres villages et cantons de la région, davantage peut-être, car la réputation de qualité de leurs troupeaux avait atteint les États-Unis et l'Angleterre. Mais, à l'instar de quelques autres villages du sud-est estrien, Compton résista longtemps à l'envahissement extérieur. Encore en 1896, on n'y dénombrait pas plus de 20 pour cent des francophones dont Jean-Baptiste-Moise Saint-Laurent, marchand général, père de Louis Saint-Laurent.

Soudain, entre 1900 et 1910, l'exode de la population anglaise et la venue tout aussi massive des "Canadiens" provoqua une activité immobilière sans précédent. La rapidité du phénomène surprend. Ce moment fort dans l'histoire de Compton avait pourtant des racines profondes que l'analyse démographique retrace et explique.

Sur ce tableau à forte incidence démographique s'articule l'histoire sociale du village dont la structure sociale et économique et les comportements politiques et religieux sont les principaux éléments constitutifs.

Présenté pour publication en 1978, par Marcel Bellavance, Parcs Canada, région du Québec, Québec.

Cette monographie doit beaucoup à l'apport et à l'accueil bienveillant de plusieurs informateurs résidant à Compton; à la disponibilité indéfectible du secrétaire-trésorier de la municipalité de Compton, monsieur André Gagnon; à la collaboration du curé de la paroisse Saint-Thomas; au travail minutieux et patient d'André Cloutier, Pierre Paradis et Michel Villeneuve, cartographes au CEGEP de Limoilou à Québec. Elle est redevable aussi d'une façon toute spéciale à la recherche effectuée aux Archives de l'enregistrement de Sherbrooke par Richard Desjardins. Sa contribution nous permet d'étoffer un peu plus notre chapitre sur la propriété.

INTRODUCTION

Renouer avec le monde comptonien de Louis Saint-Laurent, de son enfance à sa vie d'homme, constituait le point de départ de cette étude qui, une fois entreprise, relevait plus de l'histoire sociale que de la biographie. L'histoire sociale du village de Compton servait davantage notre objectif que tous les récits anecdotiques que notre recherche aurait pu trouver sur un personnage qui était alors inconnu. Nous nous sommes donc intéressés à tous les hommes, des cultivateurs les plus humbles aux notables les plus influents, dans le dessein de suggérer des éléments d'explication sur Louis Saint-Laurent. Cela vaudrait d'ailleurs pour tous ses contemporains. Avons-nous toujours rendu justice à tous ces hommes? Peut-être que non! Nous sommes conscients cependant de leur avoir donné une dimension humaine susceptible de nous les faire mieux connaître comme individus parce que plus proches de nous comme collectivité.

Le cadre chronologique de notre enquête est fort court: environ les 40 ans que nous jugeons les plus importants dans l'histoire du village. Entre 1880 et 1920, le village se transforma si profondément que l'observateur de 1880 pouvait difficilement le reconnaître en 1920. Quand il le fallait nous n'hésitions pas à remonter aux situations passées mais toujours dans le but d'éclairer notre perception des phénomènes propres aux années antérieures et postérieures à 1900, années déterminantes aussi pour l'évolution de Louis Saint-Laurent.

À l'intérieur de ces limites courtes mais si riches en matières historiques, nous avons retracé, cherché, comme dirait Goubert, "les mesures, les caractéristiques, les traits dominants, surtout démographiques, économiques et sociaux"¹.

Le mouvement démographique est l'originalité de Compton, à cette époque; tout le reste en procède. Pour le comprendre, nous avons porté notre regard sur tous les Cantons de l'Est qui, pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, furent eux aussi le lieu de grandes migrations. C'est l'objet de notre première partie.

Cadre chronologique restreint, cadre géographique étroit également: un village de 3210 acres où l'on ne dénombra jamais plus de 600 habitants répartis entre deux groupes linguistiques et trois confessions religieuses; une paroisse et un canton de quelques 50 000 acres

et d'environ 3000 âmes dont les données statistiques vinrent heureusement suppléer, à l'occasion, la documentation villageoise manquante.

La connaissance progressive du village à laquelle nous consacrons toute la seconde partie, s'effectue en perspective avec la paroisse et le canton certes, mais aussi avec le comté et la province. Car Compton, vers 1900, plus qu'à tout autre moment de son histoire, est connecté au pays. On devrait y reconnaître facilement les effets d'une conjoncture économique, politique et sociale coïncidant avec l'ère Laurier.

Chapitre I LA COLONISATION

La colonisation dans les Cantons de l'Est en 1850

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, le rythme d'occupation des Cantons de l'Est fut extrêmement lent. En 1851, soit 60 ans après la division du Buckinghamshire (Estrie) en cantons¹ et partant, l'ouverture officielle de la colonisation, la population n'atteignait que 95 000 habitants dont les deux tiers (60 000) étaient anglais de toute provenance et le tiers "canadiens". Si nous considérons l'Estrie des géographes et y ajoutons par conséquent la Beauce, la population totale serait d'environ 116 000 habitants dont 40 pour cent des "Canadiens"².

L'immigration britannique a toujours manqué de souffle: elle s'est toujours dirigée de préférence vers les États-Unis ou encore le Haut-Canada. En 1821, seulement 21 pour

cent des immigrants britanniques débarqués à Québec ou à Montréal optaient pour les Cantons. En 1856, 41 pour cent d'entre eux passaient aux États-Unis et 50 pour cent en 1857³. En 1851, 63 pour cent des anglophones estriens étaient nés au Canada. Sur les 37 pour cent venus de dehors, 40 pour cent étaient des Irlandais et 30 pour cent des Américains⁴.

Le rêve que caressait l'administration coloniale de faire de ce territoire un "Lower British Canada" de 500 000 Britanniques pour contrer l'influence française était bel et bien compromis. La colonisation britannique s'avérait être un échec total. Mille anglais par an en moyenne y avaient établi domicile depuis 1792. Parmi eux, les Américains devaient compter pour la moitié au moins⁵.

Les établissements anglais se retrouvent généralement situés dans la partie méridionale des Cantons dans les comtés de Missisquoi, Brome, Stanstead, Sherbrooke, etc., le long de la rivière Saint-François et parfois de la route Craig. Les facilités de pénétration par la rivière Richelieu et la baie de Missisquoi favo-

LES BRITANNIQUES DANS LES CANTONS DE L'EST EN 1861

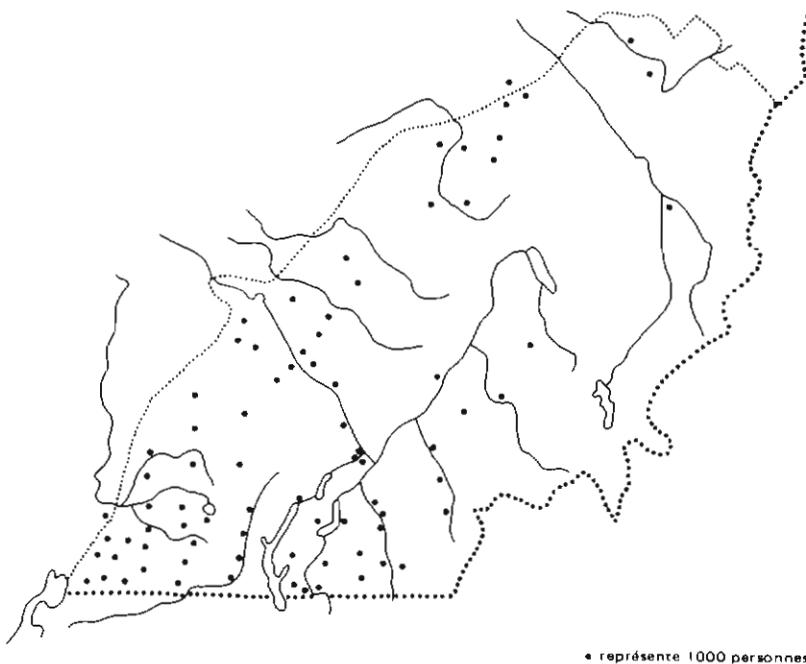


Figure 1

risèrent ainsi la concentration du peuplement dans les cantons proches des frontières. La route Craig construite vers 1809, mais mal entretenue par la suite, ne sera carrossable que 20 ans plus tard quand les Britanniques, débarqués à Québec, commencèrent à l'emprunter, s'établissant ici et là sur son parcours.

La figure 1 laisse percevoir une faible occupation du territoire en 1851 hors les fortes densités du Sud. Cette carte seule confirmerait le constat de faillite de la colonisation britannique à laquelle nous arrivions plus haut et que Maurice Séguin a si bien analysée dans *La Nation canadienne et l'agriculture*. Vers 1840, selon Séguin, 1,5 million d'acres de terres concédées par la Couronne étaient vraiment colonisées sur les six millions d'acres arpentés dans tous les cantons du Bas-Canada. Les spéculateurs, par favoritisme ou autrement, s'étaient accaparés 2,5 millions d'acres de terres⁶. À elle seule, la British American Land Company avait acquis en 1832 plus d'un million d'acres de terres dans les quelques cantons estriens⁷. Intéressée davantage à tirer des profits de la coupe du bois qu'à préparer l'infrastructure nécessaire à l'occupation des terres, la "Compagnie des terres"⁸ comme tous les autres spéculateurs, freina la colonisation quand elle ne l'empêcha pas.

L'aliénation des terres par les monopoleurs avec les tensions démographiques dans les seigneuries amenèrent inévitablement les censitaires à pratiquer le *squatting* s'ils ne voulaient pas se résoudre à partir pour les États-Unis⁹.

Les nombreux squatters installés sur les terres des spéculateurs et sur les réserves du clergé protestant devaient le plus souvent améliorer routes, ponts et terres avant d'entreprendre le défrichement, la construction d'une maison et des bâtiments. Ils s'exposaient souvent à perdre le fruit de leur labeur quand le propriétaire se faisait connaître et exigeait d'eux un prix si élevé qu'ils ne pouvaient pratiquement jamais payer¹⁰. De peur de perdre la plus-value qu'ils donnaient à la terre, les squatters choisirent souvent de vivre presque en nomades subsistant des premières bonnes récoltes des terres neuves¹¹. Les squatters étaient assez nombreux en 1850 au moment où les historiens ont l'habitude de faire démarrer ce que Raoul Blanchard appelle "la marée française"¹². Ils étaient même la majorité dans certains cantons, assez nombreux semble-t-il pour que Jean-Baptiste-Éric Dorion, député de Drummond et Arthabaska, demande pour eux la protection de la loi¹³.

Vivant dans une société bloquée, les "Canadiens" n'avaient donc qu'une alternative: coloniser de nouveaux territoires hors des seigneuries ou émigrer aux États-Unis. Malgré les difficultés inhérentes à la colonisation dans les Cantons de l'Est, ils s'y établirent malgré tout, lentement, comme squatters ou légalement, aux conditions très onéreuses consenties aux spéculateurs¹⁴. C'est ainsi qu'en 20 ans, de 1831 à 1851, leurs effectifs passèrent de 20 pour cent de la population estrienne à 40 pour cent¹⁵. Presque à la même époque, c'est-à-dire entre 1844 et 1849, 30 000 compatriotes choisissaient l'autre élément de l'alternative et prenaient le chemin des États-Unis pour offrir leur force de travail¹⁶, à bon marché, aux manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre.

La migration vers les États-Unis, les Cantons de l'Est ou ailleurs au Canada permettait aux "Canadiens" d'échapper à une vie misérable sur le territoire seigneurial surpeuplé, morcelé et appauvri. Bien avant toutes les enquêtes, ils avaient compris l'impossibilité de vivre sur une terre de moins de 50 acres comme 36,2 pour cent des propriétaires bas-canadiens et la difficulté de survivre sur une terre de moins de 100 acres¹⁷ comme 75,7 pour cent des censitaires.

Au milieu du siècle, certains membres du clergé dont l'abbé O'Reilly et plusieurs missionnaires alertèrent l'opinion publique émue mais impuissante devant le spectacle de l'exode des "Canadiens" vers les États-Unis. En posant le problème de l'émigration, ces curés soulevaient également celui de la colonisation au Bas-Canada, en particulier dans les Cantons de l'Est. Le gouvernement se montra attentif aux appels du clergé et institua, dans les années 1850 et 1860, des comités d'enquête sur l'émigration et la colonisation. En mettant l'accent sur les éléments de solution qui allaient devenir des fondements de la politique de colonisation du gouvernement pour les décades à venir.

La colonisation malgré les entraves

Les comités d'enquête siégèrent régulièrement de 1850 à 1868. La majorité des témoins entendus attribuaient sensiblement aux mêmes causes le retard apporté à la colonisation, à savoir l'aliénation des terres par les "monopoleurs", le *squatting* forcé, les conditions oné-

reuses d'acquisition de la terre et le mauvais état des chemins déjà trop peu nombreux. L'analyse des auteurs du *Canadien émigrant*¹⁸ en 1851 était ainsi reprise comme un leitmotiv tout au long de ces années et explicitées par tous les intervenants jusqu'en 1868, date à laquelle la nouvelle Assemblée législative provinciale, issue de la réforme constitutionnelle de 1867, donna suite à certains voeux des comités. Le problème de l'émigration et de la colonisation domina incidemment les travaux de la première législature du Québec qui adopta, entre autre, la loi de la protection du colon, la création des sociétés de colonisation et la construction d'un réseau routier¹⁹. Quelques années auparavant en 1854, l'Assemblée législative du Canada-Uni avait aboli les réserves du clergé protestant dans les Cantons de l'Est et obtenu la rétrocession à la Couronne en 1858 de plus de la moitié des concessions originaires de la British American Land Company²⁰.

De telles mesures facilitèrent la pénétration canadienne-française dans les bonnes régions agricoles. Elles ne peuvent expliquer à elles seules, cependant, la rapidité avec laquelle elle s'est faite dans les Cantons de l'Est²¹ après 1950. L'action des sociétés de colonisation et la législation ne viendraient qu'après coup aider un mouvement migratoire rendu irréversible par les pressions démographiques et une conjoncture économique favorable.

Déjà le rapport de 1860 sur la colonisation déplorait le retard de la législation sur la colonisation. "La législation n'est venue au secours des colons, écrit J.-O. Bureau président du comité de 1860, dans bien des cas, qu'à la dernière heure et seulement lorsqu'ils avaient déjà créé, par leur propre énergie, un pays nouveau" [souligné par l'auteur]²². La même observation vaut, quant à nous, pour le clergé qui, à l'instar du législateur, a suivi un mouvement migratoire dont il voudra ensuite prendre la direction. Jamais, nous semble-t-il, les témoignages rendus aux comités d'enquête n'ont souligné le leadership du clergé en ce domaine! Au contraire, ils déploraient plutôt l'absence du curé auprès des colons. Aussi tard qu'en 1860 et en 1867, le curé Marquis attribuait à un "manque de secours religieux"²³ le retard de la colonisation dans les Cantons de l'Est. Pourtant les Canadiens français avaient déjà envahi le territoire et y avaient déjà pris la majorité en 1871 sans pour autant renier leur attachement présumé "fondamental dans la mentalité canadienne-française" expliquerait le retard, bien relatif,

à coloniser et le rôle du clergé dans la colonisation. Après avoir lu, nous aussi, les rapports des comités d'enquête ci-haut cités, nous voyons mal comment ils peuvent arriver à cette conclusion. Les témoignages insistaient bien plus sur les raisons économiques du retard à coloniser que sur les raisons de mentalité. Les mouvements migratoires exceptionnels des Québécois - environ 50 pour cent de la population totale migrent ou émigrent au XIX^e siècle - infirment cette interprétation. En 1900, selon Hamelin et Roby eux-mêmes, 1 200 000 Québécois vivaient aux États-Unis et 1 648 858 au Québec²⁴. Affirmer comme le font ces auteurs que "c'est l'Église qui amorce le mouvement de colonisation, que ce sont les prêtres qui canalisent les énergies, choisissent les endroits de colonisation et dirigent les travaux"²⁵ [souligné par l'auteur] nous paraît excessif et contraire à la réalité observée dans les Cantons de l'Est à tout le moins²⁶. Comme eux, plusieurs auteurs ont fait, semble-t-il, la même erreur chronologique; ils généralisèrent à tout le siècle l'action des prêtres dans les sociétés de colonisation opérant surtout après 1870. Même là, il faut nuancer. En 1873, 40 sociétés de colonisation seulement étaient actives sur les 72 sociétés existantes. Et elles n'étaient pas toutes présidées par un clerc. En 1900, il n'en subsistait que cinq environ²⁷. C'est, à vrai dire, fort peu pour organiser la colonisation des vastes régions du Témiscamingue, de la Gatineau, de Labelle, du Saint-Maurice, du lac Saint-Jean et de Chicoutimi au nord du Saint-Laurent et de la Gaspésie, du Bas Saint-Laurent, de la Chaudière et des Cantons de l'Est au sud.

Rien de surprenant alors de lire le curé Lavallée de Compton qui attribue à la publicité faite par les parents et amis sur la qualité des terres comptoniennes la venue de si nombreux Beaucerons à Compton²⁸.

Ainsi donc, la colonisation canadienne-française dans les Bois-Francs et le Sud-Est des Cantons de l'Est était déjà fort bien engagée en 1850 au moment où les historiens ont l'habitude de faire démarrer "la marée française". Dans les années 1850 elle gagnait déjà des régions de peuplement exclusivement britannique²⁹. D'une certaine manière, l'invasion française en Estrie s'est faite indépendamment des pouvoirs politiques et religieux, tout sympathiques qu'ils furent à ce mouvement. Des transformations technologiques et économiques fondamentales dont la construction du chemin de fer après 1856 et le développement d'une nouvelle économie et d'une nouvelle

agriculture furent plus importants que la législation dont il faut quand même tenir compte mais à un second degré.

Ce sont ces nouvelles conditions économiques de l'Estrie de la seconde moitié du XIX^e siècle que nous voulons esquisser dans les pages qui vont suivre. Il est important de le faire parce qu'elles provoquèrent une véritable révolution démographique si tant est que le remplacement d'une ethnie par une autre en quelques dizaines d'années le soit. C'est dans ce contexte de bouleversements qu'en 1858, le grand-père de Louis Saint-Laurent, Louis-Étienne, marchand, vint à Sherbrooke; en 1878, son père, Jean-Baptiste-Moïse, s'installa à Compton où Louis naquit en 1882.

Chapitre II LES CANTONS DE L'EST DURANT LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

L'envahissement systématique des Cantons de l'Est après 1850 répondrait à une double force convergente dont l'une, caractérisée par le surpeuplement des seigneuries était répulsive et l'autre, caractérisée par les transformations multiples de l'économie estrienne, était attractive. Cette double force aurait, semble-t-il, été assez pressante pour expliquer la rapidité de la colonisation des Cantons de l'Est par les "Canadiens" qui, après 1850, s'y sont répandus de façon autonome dans leur quête d'un mieux vivre. Ces actions convergentes, les ayant entraîné par dizaines de milliers là plutôt qu'aux États-Unis, furent en même temps soutenues par le législateur qui, quoiqu'intervenant souvent en retard sur les événements, n'en contribua pas moins à enrayer les forces d'inertie freinant le développement de ce territoire. L'État remplissait son rôle et acceptait les principales recommandations des comités d'enquête depuis celui de 1849 par les mesures suivantes: par l'introduction de la loi civile française dans les Cantons en 1849; par l'abolition en 1854 des réserves du clergé anglican et d'une partie des grands domaines fonciers privés et leur mise en vente; par l'établissement, en 1855, d'un régime de municipalité de paroisse plus proche des citoyens; et après 1867, par la passation d'une loi de protection du colon, d'une autre sur les sociétés de colonisation (1868), et d'une autre sur l'enregistrement obligatoire; et, enfin, par la création d'un réseau routier¹ approprié. En ce qui concerne les Cantons de l'Est, ces réformes eurent un effet bénéfique moins grand, somme toute, que les transformations de l'économie capitaliste. C'est ce qu'il nous reste maintenant à examiner à grands traits.

Les transformations structurelles de l'économie

Le développement économique des Cantons de l'Est dans la seconde moitié du XIX^e siècle est diversifié et bien articulé sur l'économie continentale. En ce sens, il diffère complètement de celui des autres régions de colonisation du Québec, souvent monolithiques, comme par exemple, celui du Saguenay-Lac Saint-Jean, qui dépendait totalement de l'industrie

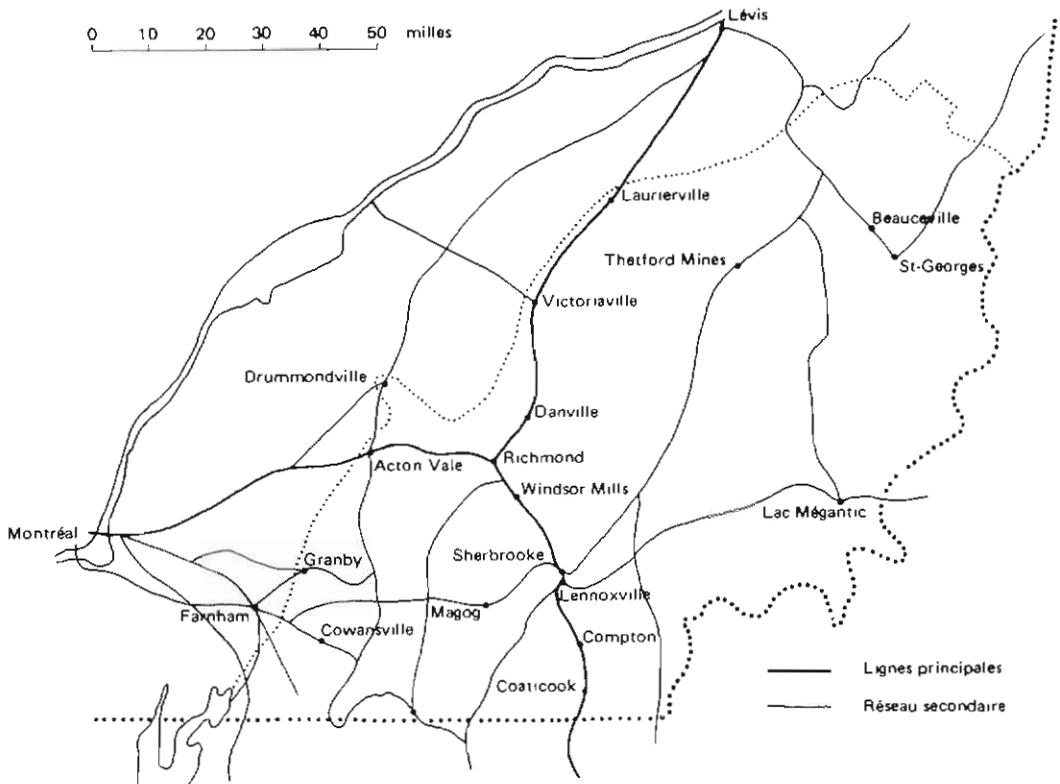


Figure 2

LE RÉSEAU FERRÉ DANS LES CANTONS DE L'EST

forestière, ou celui de la Gaspésie, tributaire de la pêche. La proximité de cette région des marchés urbains et américains et sa situation privilégiée dans l'axe des échanges commerciaux internationaux l'avantageaient. C'est pourquoi un chemin de fer y fut construit tôt dans les années 1850 non pas tant pour la desservir mais pour relier, au plus tôt et par le plus court, Montréal à un port atlantique libre des glaces en hiver². L'inauguration à Sherbrooke en 1852 de la ligne Montréal - Acton Vale - Richmond - Sherbrooke - Coaticook - Portland (Grand Tronc) suivie, en 1854, par celle de Lévis - Laurierville - Victoriaville, rattachée au Grand Tronc à Richmond (fig. 2) amena de tels bienfaits dans les régions traversées "que toutes les parties déjà colonisées des Cantons de l'Est réclamèrent aussitôt des lignes"³. Les capitalistes s'y employèrent avec ardeur, d'autant plus qu'ils se trouvaient être parfois aussi hommes politiques, utilisateurs de l'épargne publique⁴. Après quelques dix ans de construction parfois déficitaire, le chemin de fer étendait ses tentacules dans toutes les directions, plus particulièrement

dans le Sud-Ouest (fig. 2). En 1875, des 1024 milles de voies ferrées construites en territoire québécois, les neuf dixièmes étaient situées sur la rive sud c'est-à-dire dans la plaine de Montréal et les Cantons de l'Est⁵. À la fin du siècle, les Cantons de l'Est passaient pour être "un des points du pays les plus prospères"⁶.

Chemin de fer et peuplement

Premier effet de la construction du chemin de fer, la venue en grand nombre d'une main-d'oeuvre canadienne qui, autrement, aurait pris la direction des États-Unis, à l'instar de milliers de leurs compatriotes. "Dès que les chemins de fer apparaissent, les Canadiens suivent [...] et restent aux manufactures qui s'ouvrent"⁷, entre autres lieux à Sherbrooke, Coaticook, Magog (textile), Bromptonville, Granby, Lac Mégantic (bois) et Thetford (mines). L'existence de cette main-d'oeuvre formée d'ouvriers des villes et des villages et de fermiers des campagnes, "personnes déposé-

sédées, capables de travailler, mais sans moyens de production, libres de propriété encombrante, disponibles pour se faire embaucher par un patron propriétaire de machines, d'une usine⁸, était en effet un prérequis à l'industrie manufacturière de la région qui démarrait grâce au chemin de fer.

Chemin de fer et industrialisation

C'était là un deuxième effet de la construction du chemin de fer qui, en ouvrant les communications, fit surgir, sur les rivières qu'il longeait, deux types d'industrie: les scieries et les filatures.

À partir de 1855, le travail du bois prenait facilement des proportions considérables et gagnait toute la région. Les Canadiens français, qui étaient réputés bons bûcherons, s'y sentaient chez eux et poursuivaient ainsi leur invasion dans toutes les directions. On les retrouve partout à Brompton, Weedon, Garthby, Cookshire, lac Mégantic, Granby⁹.

Moins importante que le bois, l'industrie textile trouva les conditions favorables à son développement. Dans la première moitié du XIX^e siècle, la laine était travaillée en Estrie dans les petites manufactures de Sherbrooke, Magog et Stanstead qui n'occupaient jamais plus de 20 personnes¹⁰. Avec l'aménagement des chutes d'eau et la venue d'une abondante main-d'oeuvre après 1850, l'industrie du textile prit son essor. Le moulin Paton construit à Sherbrooke en 1866, au coût de 400 000 \$, employait 500 ouvriers. C'était le plus gros moulin du genre au Canada¹¹. En 1875, la même compagnie ouvrait la filature de Coaticook avec 25 ouvriers. En 1882, à Magog, quatre ans après l'ouverture de la ligne de Montréal, la Dominion Textile créait une usine de 200 personnes qui prospéra graduellement pour atteindre les 1015 ouvriers en 1900¹². Le travail en usine ne tient pas compte cependant des milliers de travailleurs, femmes ou enfants compris, confectionnant à la pièce à la maison¹³. Selon MacKenzie King, cette pratique du *sweating system* serait une règle généralisée et expliquerait que 3 pour cent seulement du prêt-à-porter vendu sur le marché provenait des manufactures¹⁴.

Quelqu'odieux qu'il fût, le *sweating system* représentait concrètement pour les individus nouvellement arrivés dans les Cantons et leurs familles, une source additionnelle de revenu et, partant, l'espoir d'un établissement rapide sur une terre ou de l'acquisition prochaine d'un

petit commerce. Quant aux capitalistes, l'arrivée de nombreuses familles créait une nouvelle force de travail disponible dont ils surent tirer grand profit.

Les transformations de l'agriculture

Parallèlement à la croissance démographique et industrielle, l'agriculture des Cantons se transformait pour mieux s'adapter aux demandes des marchés urbains et internationaux. Montréal constituait idéalement un marché intéressant pour l'agriculture estrienne, concurrencé cependant par ceux de la zone périphérique montréalaise et de la vallée de la rivière Richelieu. Chose certaine, des villes comme Sherbrooke - qui atteignait presque les 12 000 habitants en 1901 - Magog, Granby et Thetford Mines lui offraient un débouché exclusif. À vrai dire, ce sont les marchés anglais et américains qui stimulaient cette agriculture, déjà partiellement dépendante de la demande extérieure.

Jusqu'en 1860 environ, le bétail sur pied - ovin et bovin - représentait une grande part de la production agricole exportée¹⁵ à laquelle s'ajouta le cheval durant la guerre de Sécession. Après cette date, la demande croissante de l'Angleterre et du nord-est des États-Unis en orge et en avoine, et surtout en produits laitiers, provoqua l'essor de l'industrie laitière au point de devenir, avant la fin du siècle, la grande production des Cantons¹⁶.

En 1851, l'élevage du mouton était sur un pied d'égalité avec celui du boeuf; à la fin du siècle, le troupeau ovin décrut proportionnellement à la multiplication des vaches. On arriva aussi à une nouvelle hiérarchie où la vache occupait la première place et le mouton, la dernière. En seconde place, apparaissait un nouvel élevage, celui des porcs, nourris avec les sous-produits des laiteries¹⁷. Ces changements profonds dans la structure agraire se firent parallèlement à l'exploitation progressive de certaines ressources "naturelles" comme les produits de l'ébène qui reçurent, eux aussi, une forte impulsion de la construction ferroviaire.

Cette analyse de l'économie des Cantons de l'Est est consciemment sommaire. Nous voulions la faire à grands traits en insistant seulement sur la pertinence des changements liés intimement à la colonisation du territoire. Ce parti pris nous paraît essentiel pour bien comprendre le contexte dans lequel vinrent à Compton, la famille Saint-Laurent et, après elle, les Beaucerons.

Les ethnies en présence

Il est clair que l'essor donné à l'industrie et à l'agriculture par le chemin de fer n'aurait pu prendre une telle dimension sans le support de la main-d'oeuvre canadienne-française. Ce n'est pas par hasard si l'État capitaliste en facilita le déplacement en territoire estrien.

Après 1850, l'immigration britannique et américaine dans les Cantons de l'Est était pratiquement arrêtée et l'exode des Canadiens anglais vers les villes, l'ouest canadien et les États-Unis¹⁸ commençait. Simultanément les Canadiens français envahissaient le territoire, colonisant les régions vierges et s'infiltrant dans celles où vivait la communauté britannique. En 1871, ils prenaient définitivement la majorité. Le "flot français" (106 400 personnes) submergeait ainsi l'élément anglais qui ne comptait plus alors que 70 750 individus dont 67 191 habitaient surtout dans les vieux comtés pionniers du sud-ouest où, là encore, ils étaient mis en minorité par 71 590 Canadiens¹⁹. En 1876, seulement deux de ces comtés pouvaient faire élire un candidat sans l'appui du vote catholique²⁰. Un tel bouleversement de la structure démographique en quelques 20 ans est remarquable. Et il s'accroît avec les années. Au tournant du siècle (1901), on pouvait ainsi dénombrer 185 000 Canadiens français et un peu moins de 67 000 Canadiens anglais. En 1931, ces derniers ne représentaient plus que 16 pour cent de la population totale des Cantons de l'Est²¹.

Le comté de Compton échappa jusqu'en 1901 à l'envahissement canadien-français. Après cette date, seul le comté de Brome était encore majoritairement anglais et protestant²².

L'observation des quatre cartes (fig. 3) concernant l'état comparé de la population canadienne-anglaise et canadienne-française en 1851 et en 1931 nous montre bien que, contrairement à l'opinion généralement admise, la colonisation britannique et américaine dans les Cantons de l'Est n'a jamais vraiment atteint que la région septentrionale. Selon Robert Sellar, propriétaire-rédacteur du *Canadian Gleaner* (Huntingdon) de 1864 à 1919 environ, la population anglophone se serait généralement implantée dans les comtés de Stanstead, Sherbrooke, Waterloo, Missisquoi, Brome et un dernier comté hors de l'Estrie, Huntingdon²³. En 1881, *The Historical Atlas of Quebec Eastern Township* de H. Belden & Co était encore plus restrictif que Sellar en rédui-

sant l'espace anglais aux seuls comtés de Huntingdon, Missisquoi, Brome et Stanstead.

La colonisation canadienne-française, dont l'ampleur est sans égale avec la première, embrassa, elle, tout le territoire de l'ouest à l'est, du nord au sud. L'occupation des comtés de Frontenac, Mégantic, Richmond, Wolfe et Arthabaska se fit véritablement dans la seconde moitié du siècle. En 1931, les Cantons de l'Est étaient un pays fondamentalement francophone où perduraient ici et là autour de Sherbrooke et dans les comtés de Brome et de Missisquoi quelques 40 000 à 50 000 anglophones.

La minorisation progressive de l'élément anglais ne se fit pas sans heurt. On mit d'abord un certain temps à réagir. En 1875, quand le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique abandonna pratiquement les écoles élémentaires rurales, la communauté anglaise des Cantons prit soudainement conscience de l'insuffisance des effectifs nécessaires au bon fonctionnement de ses institutions²⁴. Les tentatives de redressement firent toujours long feu. À la fin du siècle, certains villages et cantons, rapporte Blanchard, allaient jusqu'à refuser des industries pour empêcher la venue d'une main-d'oeuvre canadienne-française²⁵. D'autres, dont Robert Sellar, pensèrent même être les victimes d'un complot catholique visant à l'expulsion des protestants hors des Cantons de l'Est²⁶.

L'image de ce coin de pays passé en quelques années sous la domination d'une autre nationalité prenait des accents de tragédie ou de fierté selon son appartenance à une ethnie ou à l'autre:

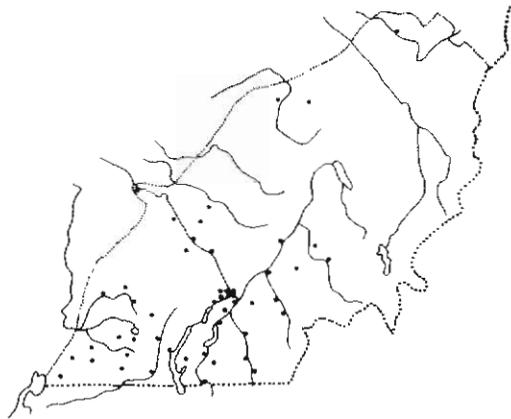
Here is a concession on which, a few decades ago, in each home was heard the kindly speech of the Lowland Scot; here another where High-landers predominated; another where Irish Catholics and Protestants dwelt in neighborly helpfulness; another where neatness and taste told of its dwellers being of New England descent. Today approach one of those homes, and with polite gesture madam gives you to understand she does not speak English.²⁷

Ô champs qu'on a peuplés d'une autre race
altière,
Cantons de l'Est, dotés des plus étranges
noms,
Vous qui deviez servir contre nous de barrière,
Vous nous apparteniez, et nous vous reprenez!²⁸

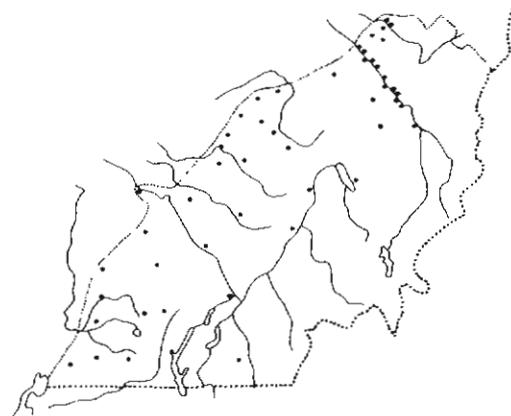
LES CANADIENS ANGLAIS DANS
LES CANTONS DE L'EST EN 1861



LES CANADIENS ANGLAIS DANS
LES CANTONS DE L'EST EN 1931



LES CANADIENS FRANÇAIS DANS
LES CANTONS DE L'EST EN 1851



LES CANADIENS FRANÇAIS DANS
LES CANTONS DE L'EST EN 1931



• représente 1000 personnes

Figure 3

Terminer ce chapitre sur ces accents triomphants ne risquerait-il pas de nous faire illusion si nous ne nous demandions pas aussi de quel poids économique pesaient respectivement la communauté anglophone minoritaire et la majorité canadienne-française?

**Conclusion: effets de
l'évolution de la société
estrienne sur sa structure
sociale après 1850**

Étant donné l'état actuel de la recherche en histoire sociale des Cantons de l'Est, il est difficile, voire même impossible, de connaître exactement les effets des transformations économiques et démographiques de cette région sur la structure sociale. Les recherches de Raoul Blanchard et de Jean Hunter nous permettent cependant de faire certaines constatations. Ainsi, de l'observation un peu attentive de la réalité estrienne au XIX^e siècle, pouvons-nous affirmer ce qui est une règle générale dans la plupart de nos sociétés, à savoir qu'il n'y avait aucune concordance entre le poids démographique de la majorité et son pouvoir économique et politique. En d'autres mots, le renversement de la structure démographique dans les Cantons de l'Est n'ébranla même pas superficiellement le pouvoir de la bourgeoisie capitaliste anglophone. Au contraire, la "conquête pacifique" de cette région par l'abondante main-d'oeuvre québécoise contribua plutôt à consolider le pouvoir bourgeois en multipliant ses possibilités d'investissements et ses sources de profits. Quoique faisant partie du groupe minoritaire dans les Cantons de l'Est depuis 1871 et au Québec depuis toujours, la bourgeoisie capitaliste anglophone n'en demeurait pas moins la classe dominante. Elle n'avait donc aucune raison de s'alarmer. C'est pourquoi, consciemment ou non, elle fut la principale responsable de la "minorisation" de son propre groupe ethnique en attirant dans ses chantiers et ses industries la main-d'oeuvre d'un autre groupe.

C'est plutôt l'échelon inférieur de la hiérarchie sociale anglo-saxonne qui subit les contrecoups du mouvement migratoire. Avec le départ de sa clientèle, la petite bourgeoisie commerçante et professionnelle perdit, en effet, tout son pouvoir aux dépens de la même classe chez les Canadiens français. "Le commerce est presque tout en entier français"²⁹

écrit Blanchard. "If the English dominate the industrial life of the town, the French dominate the commercial life"³⁰ poursuit Jean Hunter en appuyant cette fois l'observation sur l'étude spécifique de Coaticook.

L'évolution économique et démographique des Cantons de l'Est provoqua donc ainsi une transformation radicale dans une structure sociale demeurée inchangée. La substitution d'une paysannerie canadienne-française à une masse paysanne anglophone et la création d'un prolétariat également canadien-français ont suscité l'émergence d'une petite bourgeoisie francophone. Seule, l'ancienne bourgeoisie d'affaires tira tous les bénéfices de ces bouleversements. Nous nous retrouvons au bout du compte devant le profil d'une nouvelle société greffée sous une vieille tête.

POSITION DU VILLAGE DE COMPTON

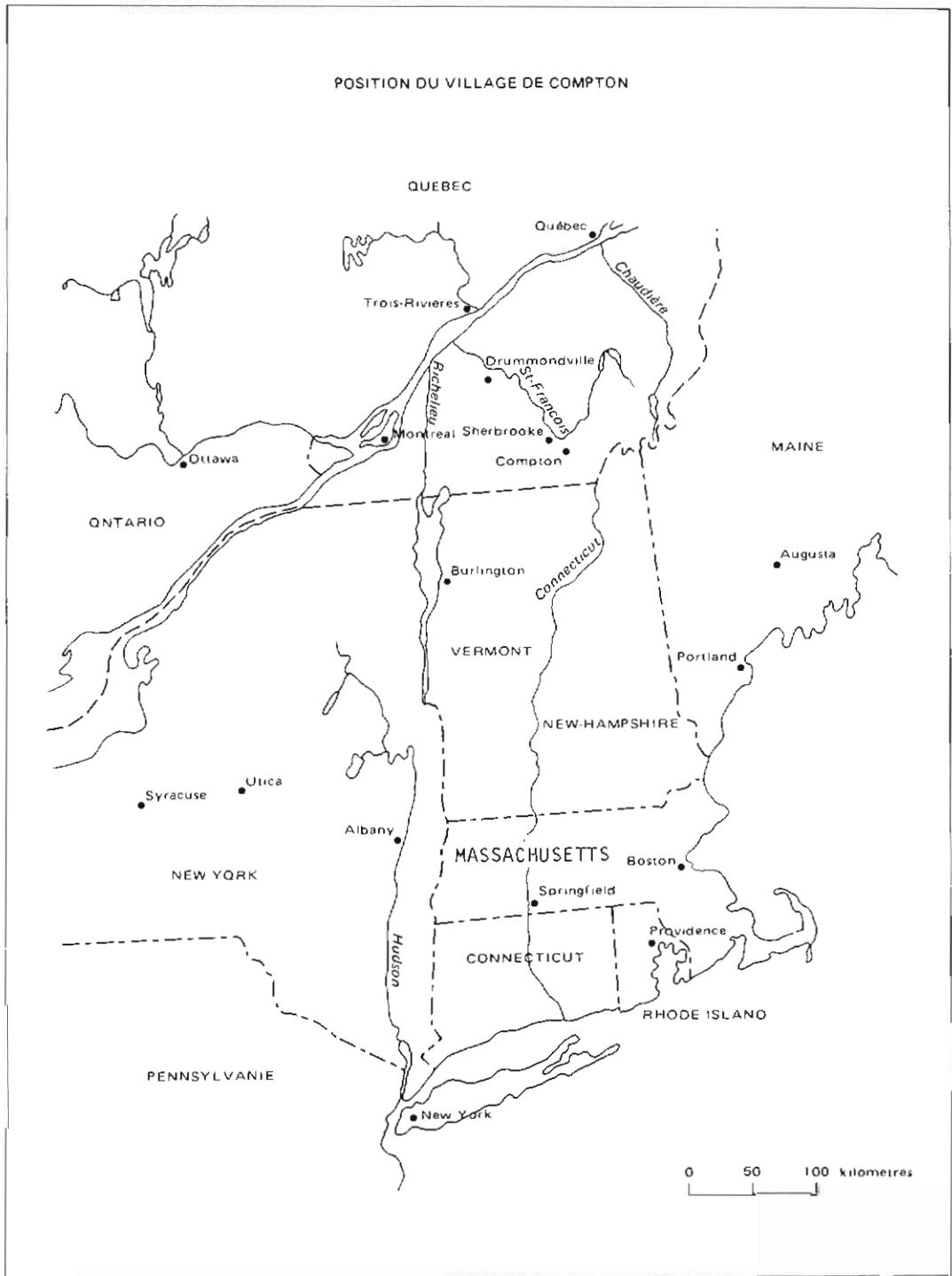


Figure 4

LE CANTON DE COMPTON

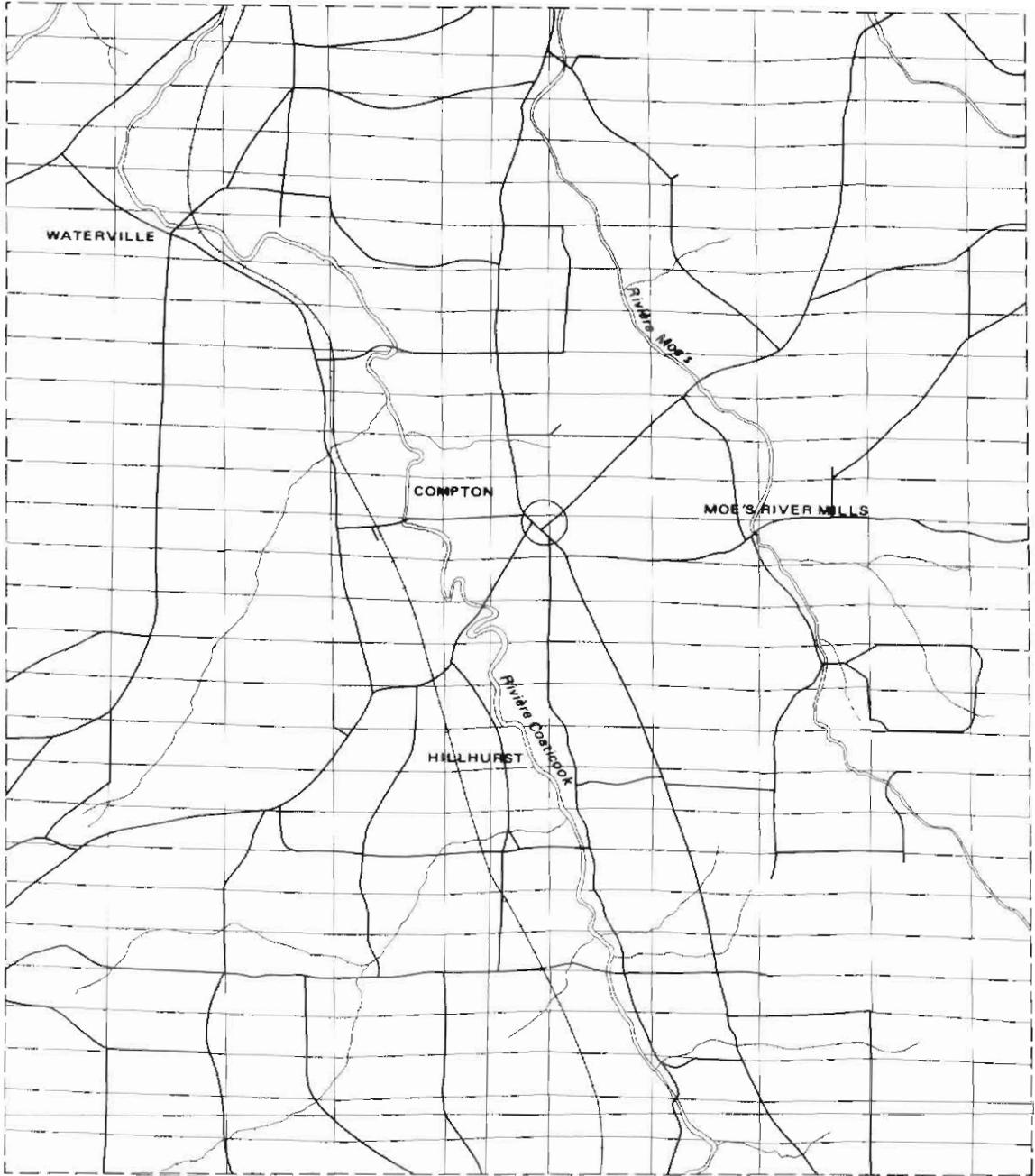


Figure 5

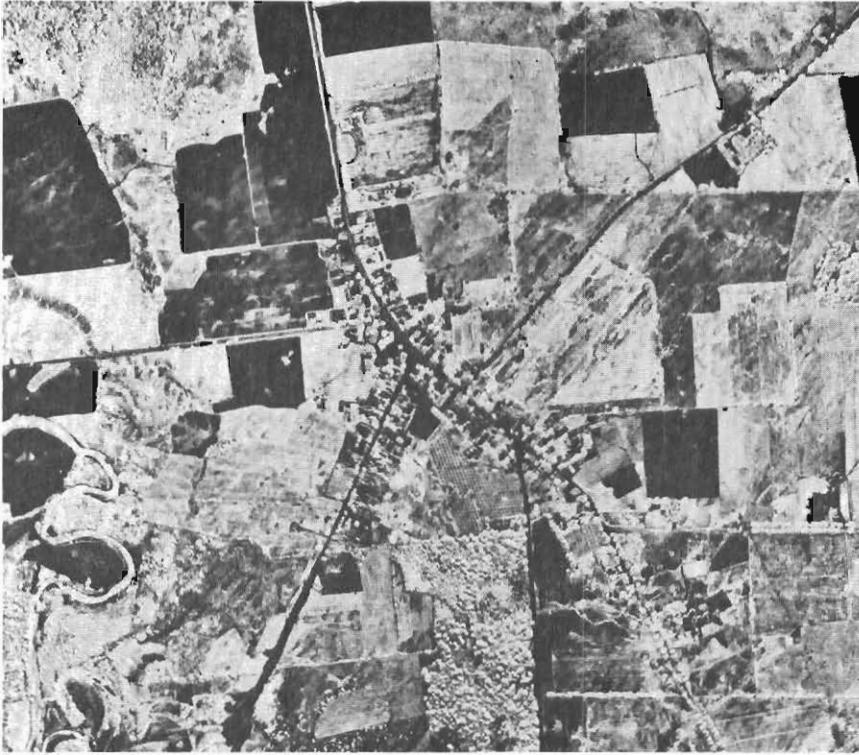


Figure 6. Vue aérienne du village de Compton, vers 1950.

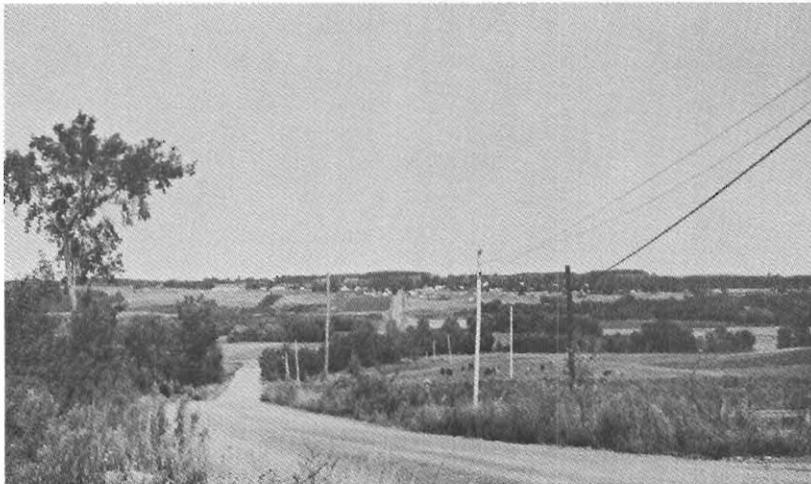


Figure 7. Le village de Compton vu de Compton Station.

INTRODUCTION

Point d'industrie au village de Compton ni de moulin mais des magasins, deux hôtels et beaucoup d'artisans desservant une campagne prospère où l'élevage du gros et du petit bétail et des chevaux avait atteint un niveau de qualité réputée en Amérique et en Angleterre¹. "Le bétail s'y engraisse à vue d'oeil" disaient les uns et les pacages étaient excellents². Les "races d'animaux dégénérées, une fois transplantées là, semblent y acquérir une taille et des qualités nouvelles" disaient les autres³.

Le pays comptonien est vallonneux. Les rivières y coulent ça et là au hasard des plis appalachiens. Sur le flanc ouest de l'un d'eux, le village de Compton s'élève à mi-chemin presque de Sherbrooke et de la frontière des États-Unis; dans le vallon, les méandres de la rivière Coaticook dont les crues printanières fertilisent les terres riveraines. Face au village, à mi-coteau aussi, Compton-Station où passe la ligne de chemin de fer Montréal - Portland. On dit à Compton aujourd'hui que, si le Grand Tronc avait traversé le village, celui-ci serait devenu un grand centre. Compton-Station est demeuré pourtant un hameau.

Entre 1880 et la guerre, une centaine de familles environ habitaient le village. Les trois églises dont on apercevait le clocher selon qu'on abordait le village par Sherbrooke au nord, par Coaticook au sud ou par Hatley à l'ouest, témoignaient de la diversité religieuse de ses habitants. En direction du rang Cochran, au sud, le Ladies' College, nommé plus tard King's Hall, dispensait son enseignement aux jeunes filles de bonne famille anglaise et anglicane recrutées un peu partout au Canada et même au delà. Un peu plus loin, "Ingelside", la résidence somptueuse de l'éleveur H.D. Smith, que les habitants appelaient spontanément "le château". Tout semblait respirer la prospérité. Pourtant cet ordre qu'on croyait immuable, fut soudainement ébranlé. En moins de dix ans, la grande majorité des hommes et des femmes qui avaient édifié ce village partirent, succombant eux aussi à l'invasion française dont nous avons esquissé les conquêtes en première partie. Le départ des uns fut-il consécutif à l'arrivée des autres? Les québécois vinrent-ils tout naturellement occuper des places vides? Ce sont là deux questions auxquelles il nous faudra bien répondre.



Figure 8. Intersection des rues Principale et de l'Église vers 1920.

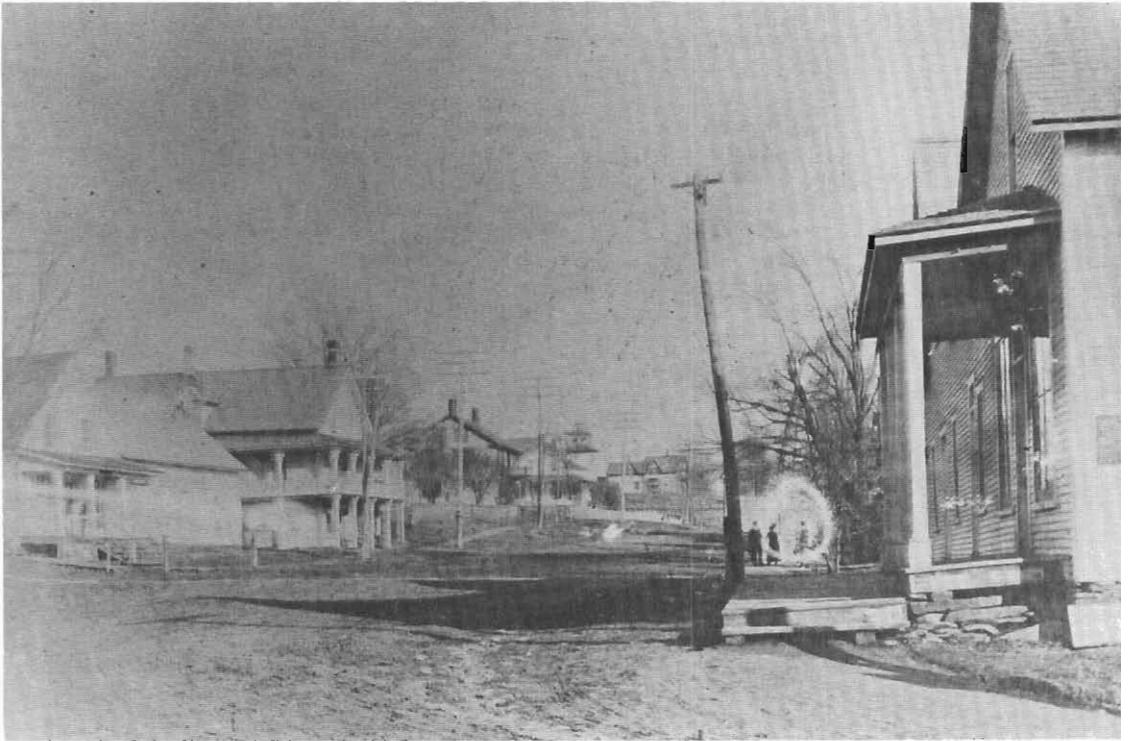


Figure 9. Partie sud de la rue Principale. À côté du magasin Saint-Laurent, au premier plan à gauche, l'ancien magasin Rea.



Figure 10. Rue de l'Église en direction de la rue Principale et du kiosque à musique.

Chapitre I LA POPULATION

Il est difficile de donner avec précision les effectifs de la population du village avant 1901 date à laquelle, pour la première fois, le village constitua une division particulière du recensement. Avant 1901, nous avons affaire à des évaluations approximatives faites à partir de sources indirectes comme les rapports pastoraux des trois églises implantées dans le village. Ici encore, il faut être très prudent car le territoire de la paroisse et celui du village ne concordent pas. Il est douteux que les trois paroisses catholique, méthodiste et anglicane aient les mêmes frontières. Nous avons utilisé quand même leurs registres, convaincu que les tendances observées valent proportionnellement tout autant pour le village que pour la paroisse qui l'englobe.

Les effectifs démographiques

Durant une période correspondant en gros à la colonisation britannique (1830-1860), la population du canton de Compton doublait pour atteindre, en 1861, les 3013 habitants: un sommet pour le XIX^e siècle. Pendant les 40 années suivantes, la croissance démographique du canton fut nulle. Trois mille seize habitants seulement étaient recensés en 1901 soit trois de plus qu'en 1861. Après quoi, la progression reprit lentement de telle sorte qu'en 1921, on pouvait y dénombrer 3441 individus soit 421 de plus qu'en 1861 et 425 de plus qu'en 1901 (tableau I). Immobilisme à long

terme mais aussi légère décroissance surtout entre 1861 et 1871.

La population du village évolua-t-elle ainsi? Fut-elle, elle aussi, soumise à cet espèce d'inertie chronique qui semble être la principale caractéristique du canton dans les 40 dernières années du siècle?

Compte tenu de l'absence de données sûres avant le XX^e siècle, nous pouvons supposer que la population du village se serait accrue sensiblement de la même façon pendant la même période. Les tendances décelées après 1894 n'en étaient-elles pas l'indice? L'immobilisme démographique observé au niveau du canton et vérifiable ci-après dans l'analyse du mouvement annuel des naissances et des mortalités, est trop inscrit dans les comportements pour que la population villageoise, incluse dans nos statistiques cantonales, ait adopté une attitude différente.

Les mouvements annuels

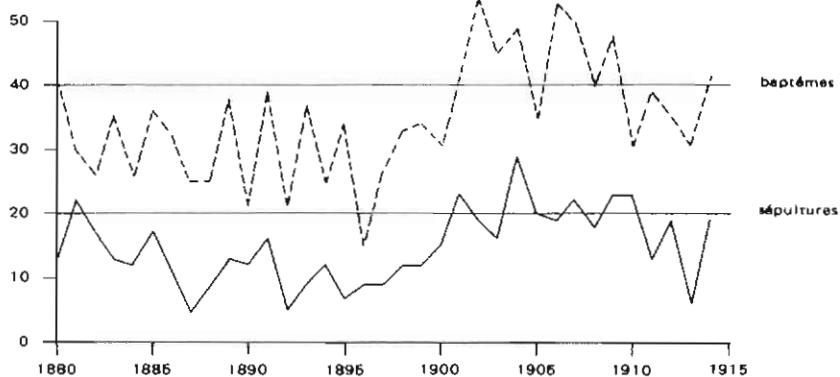
Les registres des naissances, mariages et sépultures pour les trois confessions religieuses ayant leur église dans Compton concernent trois paroisses dont la superficie déborde le village sans atteindre cependant celle du canton. La comparaison de ces registres avec les recensements cantonaux nous permet de définir des comportements appartenant tout aussi bien aux villageois.

Globalement, sans distinguer les mouvements des naissances et des sépultures d'une confession à une autre, l'immobilisme "quantitatif", voire même la stagnation démographique de la société comptonienne observée dans les recensements, se confirme. Cette

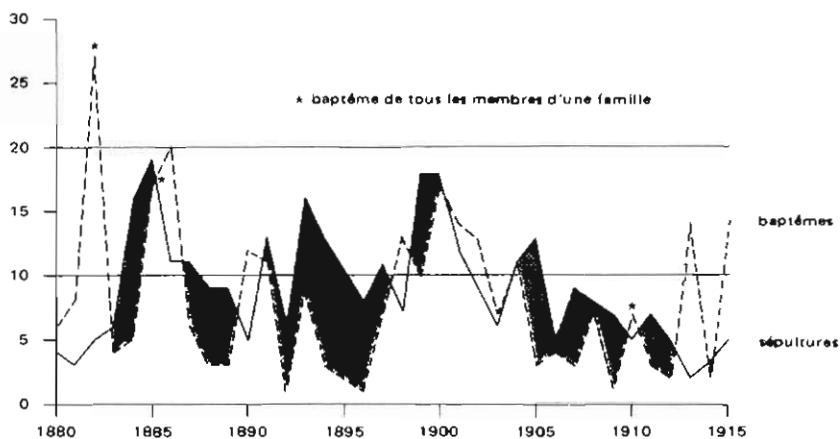
Tableau I
Évolution de la population dans Compton de 1861 à 1921

	1861	1871	1881	1894	1901	1911	1921
Canton	3013	2852	2993		3016	3474	3441
Village				444	457	382	486

LA NATALITE ET LA MORTALITE CHEZ LES CATHOLIQUES DE LA PAROISSE SAINT-THOMAS-DE-COMPTON



LES BAPTÊMES ET LA MORTALITE CHEZ LES METHOOISTES DE COMPTON



LA NATALITE ET LA MORTALITE CHEZ LES ANGLICANS DE LA PAROISSE SAINT-JAMES-DE-COMPTON

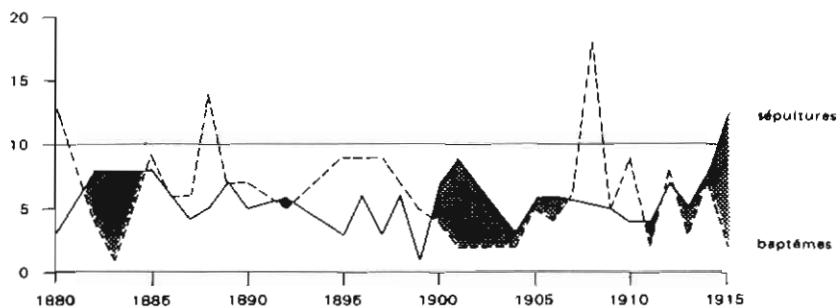


Figure 11

difficile survivance de l'ensemble de la population voile cependant deux réalités que l'examen des trois graphiques (fig. 11) nous révèlent, à savoir le vieillissement des communautés anglicane et méthodiste et la diminution progressive de leurs effectifs et, faisant contrepoids, la croissance nette de la communauté catholique où les naissances l'emportaient toujours sur les décès. C'est là une première constatation importante pour bien comprendre le renversement de la structure démographique dans le village et le canton après 1900.

Le solde négatif des naissances sur les décès, permanent chez les méthodistes¹ pendant la période considérée, épisodique chez les anglicans avant 1900 et généralement constant après, est un phénomène endémique illustrant l'impossibilité pour cette communauté de se régénérer sans l'apport de l'immigration britannique qui lui faisait effectivement défaut depuis les années 1850. C'est ce qu'observait aussi le Rév. C.H. Parker, pasteur de l'église St. James de Compton:

En jetant un regard, sur les statistiques, il est évident que nous avons eu un nombre extraordinaire de funérailles et peu de bap-

têmes. Les pertes dues aux mortalités sont sérieuses et ajouté à cela, sept ou huit fermes ont récemment passé des mains des nôtres à celles des Français.² [Traduction]

La communauté catholique fait preuve, au contraire, d'une grande vitalité. Jamais les courbes des naissances et des mortalités ne se croisent comme chez les protestants. Minoritaires dans le village avant 1900 et dans le canton jusqu'en 1910, les Canadiens français se reproduisent numériquement plus rapidement que tous les anglophones réunis.

La mobilité

La force des ethnies

L'examen comparé des comportements démographiques chez les protestants et les catholiques introduit le nouvel élément de l'ethnie que nous abordons sans tarder.

À la fin du XIX^e siècle, certains îlots du sud-ouest estrien résistaient encore tant bien que mal à "l'envahissement français". Le village et le canton de Compton étaient parmi



King's Hall tel qu' on peut le voir aujourd' hui.

ÉVOLUTION DES ETHNIES DANS LE VILLAGE ET DANS LE CANTON DE COMPTON DE 1871 À 1921

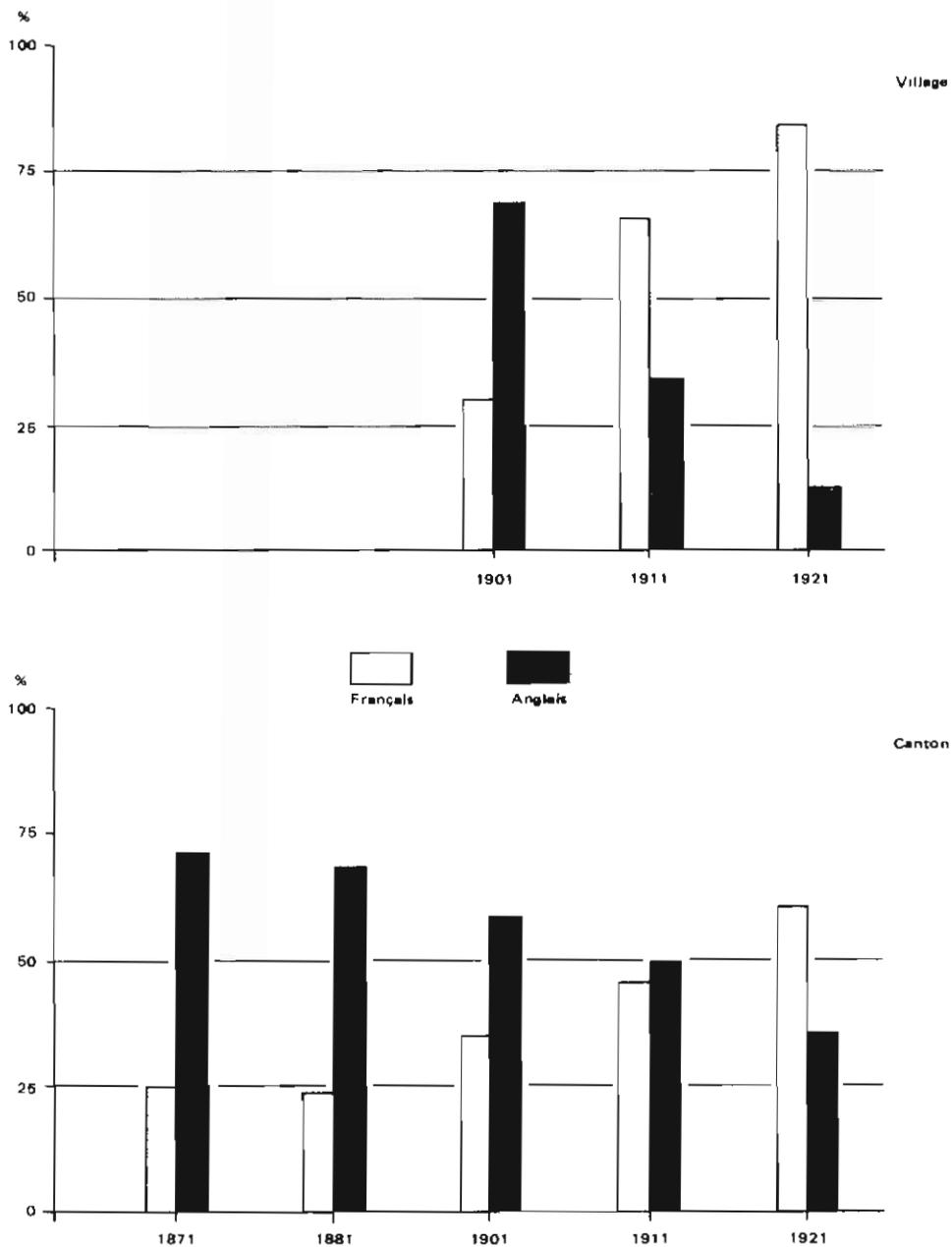


Figure 12

Tableau 2
Évolution comparée des populations canadienne-française
et canadienne-anglaise dans Compton de 1871 à 1921

Canadiens anglais						
	1871	1881	1891	1901	1911	1921
Canton	2059	2014		1806	1753	1231
Village				307	125	60
Canadiens français						
	1871	1881	1891	1901	1911	1921
Canton	687	733		1054	1570	2076
Village				140	245	416

eux. En 1881, année du mariage du père de Louis Saint-Laurent, Jean-Baptiste-Moffse, avec Mary Ann Broderick à l'église Saint-Thomas de Compton, 733 "Canadiens" seulement habitaient le canton contre 2014 Canadiens anglais; dans le village, la proportion serait encore inférieure. Soudainement, entre 1901 et 1911, au village, et la décennie suivante, dans le canton, les anglophones partirent, ne laissant en 1921, pour quelque temps encore, que 60 compatriotes au village et 1231 dans le canton (tableau 2).

Ce renversement de la structure démographique est très bien illustré dans la figure 12. Il aurait commencé, dans le canton, en 1881 et se serait effectivement produit vers 1913. Dans le village, il prit les allures d'une véritable révolution tant la rapidité et l'amplitude du mouvement furent considérables. En 1901, en effet, les 307 anglophones représentaient 33 pour cent de la population du village. Dix ans plus tard, leurs positions respectives sont inversement proportionnelles: 245 franco-phones constituaient alors 64,1 pour cent de la population du village. En 1921, ce pourcentage atteignit 85,5 pour cent.

Nous avons donc affaire à la substitution d'un groupe ethnique par un autre et non à une

submersion par la colonisation de terres vierges et de lots vacants. Contrairement aux colons, les nouveaux venus en pays comptonien avaient ordinairement les goussets bien fournis. Une bonne terre ne se vendait-elle pas en moyenne environ 5000 \$? Certains payèrent entre 8000 \$ et 12 000 \$ pour une ferme parfaitement équipée; parmi eux des individus comme Dominique Bolduc, Joseph Bureau, Joseph-Philibert Poulin, Jean Rodrigue et Léger Loubier. Qui ne connaît pas aujourd'hui à Compton la légende de Léger Loubier réglant comptant, en billets de 100 \$ sortis soigneusement d'une vessie de cochon, les 17 000 \$ nécessaires pour l'achat d'une partie de la ferme Cochrane en 1908.

Les migrations

Chez les anglophones. Le départ de Compton du groupe anglophone fut si rapide qu'on a l'impression qu'il s'est enfui. La soudaineté du phénomène ne saurait nous cacher toutefois la complexité de cet exode dont les indices étaient perceptibles depuis quelques décennies déjà. Les rapports des révérends C.H. Parker et J.S. Brewer, successivement pasteurs anglicans de St-James Church de 1875 à la Pre-

mière Guerre en font foi³. Comme un leitmotiv, ils témoignent tous de la sournoise agonie de la communauté anglaise du village et du canton. Citons quelques passages:

1885. Comme dans toutes les paroisses et missions des Cantons, nous sommes affectés par la diminution des membres de notre communauté. Cette année encore, quelques-uns des plus vieux et des plus ardents partisans de l'Église nous ont fait faux bond.⁴

1896. Nous sommes conscients que notre communauté diminue graduellement et meurt lentement, car malheureusement les membres de notre Église anglicane et de notre nationalité anglaise ne succèdent pas à ceux qui partent. À l'instar de bien des nôtres, les nouveaux venus partent aussi pour le nord-ouest tant vanté.⁵

1903. La mortalité dans la paroisse et la perte de nos meilleures fermes aux mains d'individus d'une autre nationalité nous placent devant l'évidence de la décroissance rapide de notre congrégation; ce qui, nous le craignons, compromet sérieusement notre avenir.⁶ [Traduction]

L'incapacité de cette communauté à se survivre, tendancielle après 1860, finit par atteindre en 1900 une vitesse d'accélération tout-à-fait incontrôlable du fait de la disparition des institutions qui l'encadraient. En 1903, le pasteur Parker craignait pour la survie même de l'organisation paroissiale⁷. Les départs de plus en plus fréquents des membres

de sa communauté avaient compromis ainsi l'existence des institutions; à son tour, la faiblesse des institutions incitait ceux qui restaient à partir et empêchaient, par là même, la venue de nouvelles familles. En 1916, il ne restait plus que 20 familles de religion anglicane dans la paroisse de St-James⁸ (tableau 3). Finalement, ce fut le King's Hall, une institution d'enseignement d'envergure canadienne, qui sauva la paroisse en faisant du pasteur une espèce d'aumônier du personnel et des élèves du collège. C'est ce qu'écrivit le pasteur Brewer dans son rapport de 1913:

L'avenir de cette paroisse est certainement plus prometteur qu'il y a un an ou deux. Ceci est dû principalement à l'agrandissement de King's Hall et au fait qu'il a été décidé que l'école demeurerait à Compton. Cette décision fera toute la différence pour l'église, car, avec une population anglophone faiblissante, depuis les dernières années nous dépendons de plus en plus sur le personnel enseignant de King's Hall et leurs élèves pour de l'aide, toujours, d'ailleurs, généreuse.⁹ [Traduction]

La présence d'un nombreux personnel, célibataire croyons-nous, expliquerait donc l'augmentation du nombre d'adultes dans la paroisse parallèlement à la diminution des familles (tableau 3). Ce n'était assurément pas sur de telles bases que cette communauté pouvait espérer se multiplier.

Tableau 3
Évolution comparée des familles et des célibataires
chez les Anglicans de la paroisse St-James de Compton

	Familles	Adultes hors familles		Familles	Adultes hors familles
1903	35	30	1910	25	72
1904	35	30	1911	20	70
1905	35	30	1912	18	59
1906	29	40	1913	20	71
1907	21	56	1914	21	80
1908	25	60	1915	17	88
1909	-	-	1916	20	79

Chez les francophones. Le départ des Canadiens anglais vers l'"overestimated North West", pour employer l'expression du révérend Parker, et probablement aussi vers les États-Unis proches pour certains, se fit simultanément, disions-nous plus haut, à l'arrivée toute aussi massive des "Canadiens". Ce mouvement est confirmé par les migrations des familles comme le montre la figure 13. Jusqu'à l'aube du XX^e siècle, les familles canadiennes-françaises arrivaient au rythme d'une ou deux par an. En 1900 et 1902, 28 et 29 familles s'installaient dans la paroisse de Compton ce qui portait ainsi leur nombre à 162¹⁰ alors que les familles anglicanes passaient de 35 à 29. Les quelques 20 nouvelles familles qui s'établissaient annuellement à Compton, par la suite, venaient le plus souvent de la Beauce.

Qu'il nous suffise de rappeler les noms des familles Bolduc, Gilbert, Bureau, Veilleux, Doyon, Genest, Rodrigue, Poulin, Denis, Groleau, Carrier, Gagnon, etc. C'est ce qui ressort des entrevues menées à l'été 1976 auprès des doyens du village et surtout de la lecture des notes manuscrites du curé Lavallée prises durant sa visite paroissiale de 1916¹¹. Quelques familles, dont celle de Lionel Savary et Georges Raboin, étaient même originaires des États-Unis; d'autres, dont celle de Nelson Veilleux et de Stanislas Carrier, y avaient fait un court séjour avant de s'installer définitivement à Compton¹². Il ne faut pas voir cependant, dans le départ d'un Philias Denis et de quelques autres vers les États-Unis, un indice de séjour transitoire à Compton. Cette hypothèse que nous suggère la courbe des familles

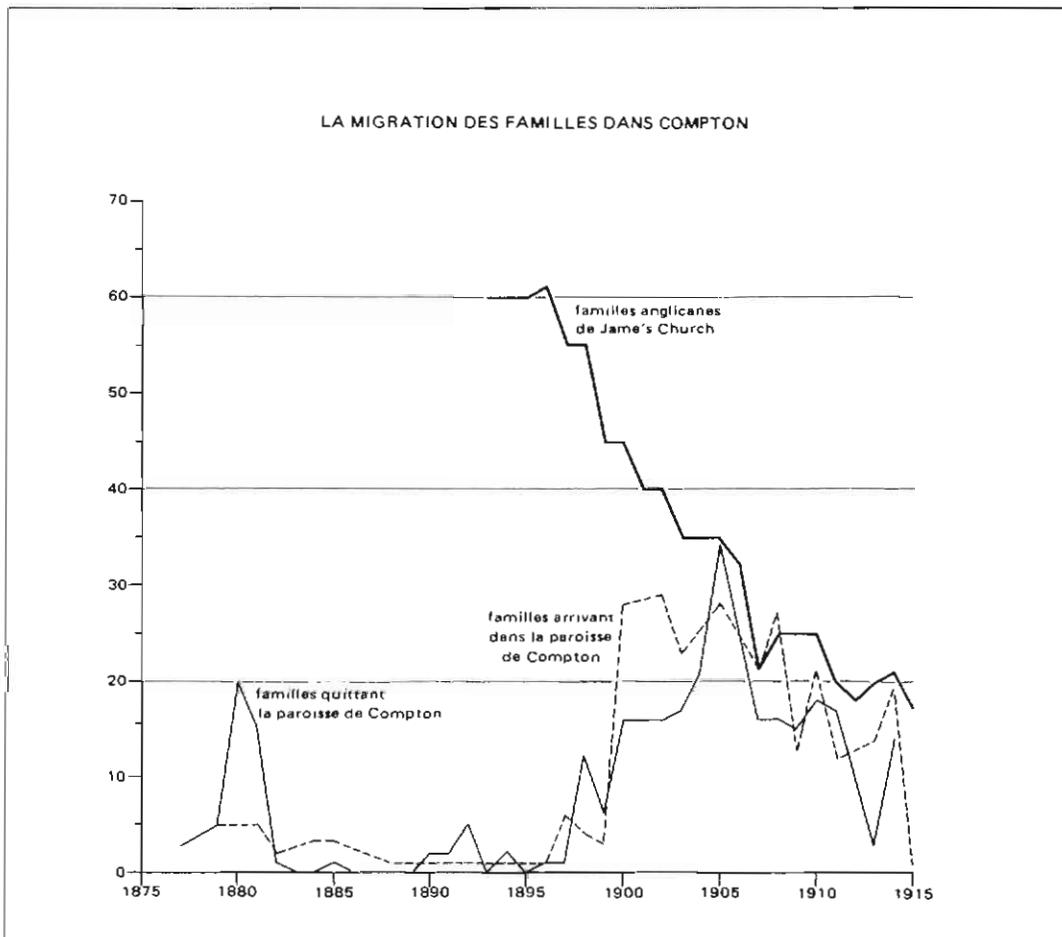


Figure 13

catholiques quittant la paroisse (fig. 13) ne s'adresserait avant tout qu'aux Irlandais. N'oublions pas que ces données relatives à la paroisse Saint-Thomas les concernent également. Ne serait-ce pas justement les familles irlandaises qui quitteraient surtout Compton depuis 1879? En 1914, en effet, il n'en subsistait plus que sept¹³.

La disparition des Irlandais catholiques de Compton accentue le caractère ethnique des migrations dans les Cantons de l'Est. L'exode touche tous les anglophones sans distinction de religion. L'attachement à la culture l'aurait donc emporté sur celui à la religion. Cela, il me semble, contredit la thèse de Robert Sellar et des "equal-rightists", qui avaient interprété la pénétration française en Estrie comme un assaut du catholicisme sur le protestantisme.

Le remplacement des générations

Chez les anglophones. La communauté anglaise de Compton aurait-elle pu se survivre en dépit du départ de nombreuses familles vers l'ouest canadien et les États-Unis et en dépit de l'arrêt de l'immigration britannique dans les Cantons de l'Est? Pour cela, il fallait qu'un nombre suffisant de nouveaux-nés atteignent l'âge adulte à Compton même, s'y marient et y vivent. Nous savons maintenant qu'au moins une de ces conditions n'étaient pas remplies. La courbe des naissances chez les protestants était généralement déficitaire (fig. 11). L'autre condition ne l'était pas davantage. Entre 1879 et 1916, 33 mariages seulement furent célébrés chez les anglicans et 107 chez les méthodistes soit respectivement une moyenne annuelle de 0,8 et 2,6 mariages. Les nouveaux-nés, issus de ces mariages, n'atteignaient pas tous la première année comme nous l'observons chez les catholiques. Bien des jeunes couples semble-t-il, préféreraient établir leur famille ailleurs comme nous l'indique la diminution progressive du nombre de familles chez les anglicans (voir tableau 3).

Chez les francophones. Les comportements démographiques des francophones présentaient un profil différent. Les conditions de croissance de leurs effectifs sont ici remplies. L'écart entre naissance et mortalité est toujours positif; on y grandit et on s'y marie. Entre 1879 et 1914, 1254 catholiques sont baptisés, 533 meurent et 234 se marient¹⁴.

Faute de temps et de données suffisantes, il nous a été impossible d'étudier le mouvement mensuel des naissances, mariages et sépultures chez les anglicans et les méthodistes. Il eût été utile pourtant de comparer les mouvements saisonniers des deux communautés linguistiques et religieuses. Peut-être aurions-nous pu distinguer dans leurs comportements respectifs la part des impératifs culturels et des contraintes matérielles.

Cette réserve étant faite, le mouvement des conceptions-mariages-décès chez les catholiques comptoniens nous paraissent semblables aux mouvements analogues observés dans les sociétés rurales traditionnelles des siècles passés quand les conditions matérielles et climatiques pesaient lourd sur l'existence des individus¹⁵. Comme chez elles, il y a similitude de comportement dans le cycle des naissances et des décès et dans celui des mariages et des conceptions. La courbe des naissances atteint son maximum en plein été (juin - juillet) et en hiver (janvier) et son minimum en automne (octobre - novembre); celle des décès présente grossièrement le même profil avec ses maxima d'été et d'hiver en juillet et en janvier, et son minima d'automne en octobre (fig. 14). Le chiffre des mariages est à son plus haut en automne (septembre - octobre) et en hiver (janvier), et à son plus bas en décembre et en mars. Le tracé des conceptions a la même allure, exception faite du minimum de janvier et de février (fig. 14).

Mariages et conceptions

Cette dernière analogie s'explique en bonne partie par les prescriptions religieuses interdisant la célébration des mariages et exhortant les époux à la continence pendant la période de l'Avent (décembre) et du Carême (mars - avril). L'interdit sur les mariages semblait généralement observé; cela se comprend aisément à cause du caractère social de la cérémonie. Les incitations à la continence, au contraire, étant affaire de conscience et de caractère intime, n'étaient pas suivies par tous.

Les contingences du milieu influençaient aussi le cycle des mariages et des conceptions. Les travaux des champs tenaient le cultivateur sur sa terre du printemps à l'automne, des

MOUVEMENTS SAISONNIERS DES DÉCÈS, NAISSANCES MARIAGES ET CONCEPTIONS

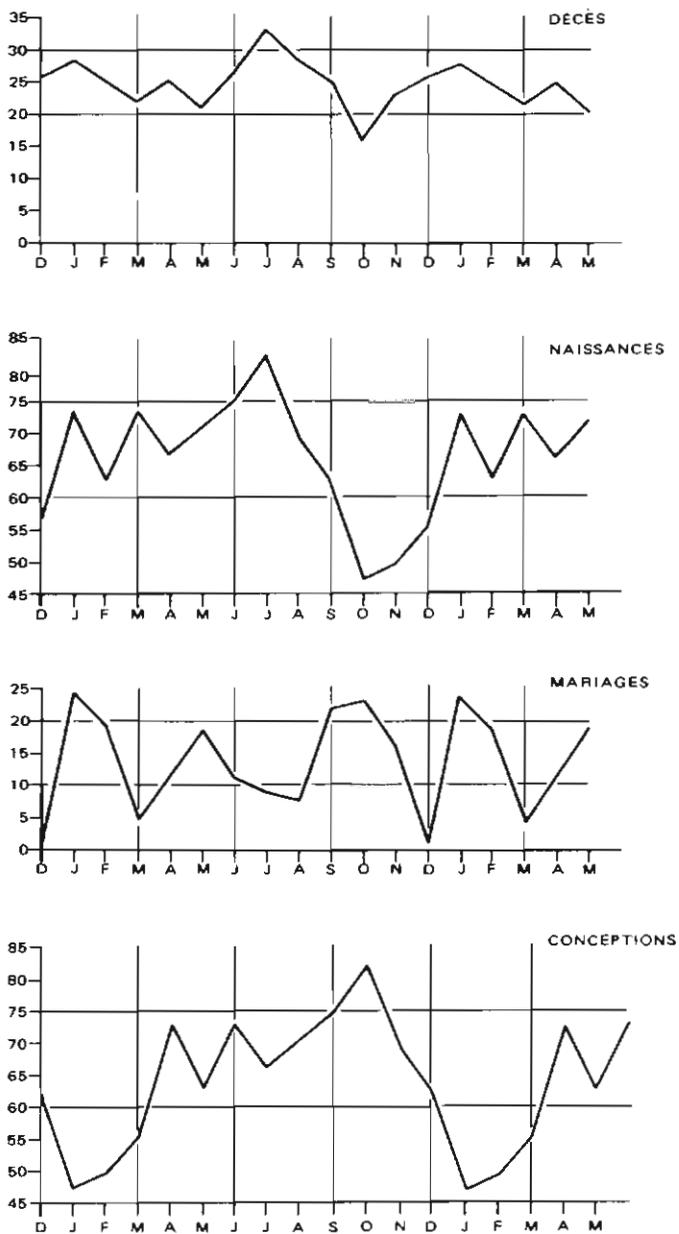


Figure 14

Tableau 4
Les mariages pour la période de 1875 à 1899

Mariages	De filles mineures	De garçons mineurs	Entre mineurs
168	58	11	11
	34,5%	6,5%	6,5%

semailles aux récoltes. Fin septembre - octobre, il se mariait; l'hiver venu, en janvier et février, il partait pour les chantiers ne lui laissant guère plus que quelques mois pour mener une vie conjugale véritable.

Entre 1875 et 1899, les 168 mariages célébrés à l'église Saint-Thomas unissaient généralement des adultes. Les mariages entre mineurs étaient rares, 11 seulement. Plus fréquents, les mariages de filles mineures représentaient 34,5 pour cent des mariages de la période (tableau 4).

(fig. 14). Décès de nourrissons, d'enfants et de vieillards; morts aussi de jeunes femmes en couches. C'était dans ces classes d'âges extrêmes (0-1) et (51 et +) que l'on mourait davantage (tableau 5).

Chez les adultes de 21 à 50 ans, près de 20 pour cent des décès. Parmi eux, des femmes surtout: 28 pour cent du groupe 11 à 20 ans, 80 pour cent de la classe des 21 à 30 ans et 58 pour cent de celle des 31 à 40 ans.

Tableau 5

Pourcentages comparés des décès par groupes d'âge pour la période de 1875 à 1899

Âges	Mortalité	Femmes
(0-1)	29,5%	
(1-10)	12,6%	
(11-20)	7,6%	28%
(21-30)	8,3%	80%
(31-40)	5,6%	58%
(41-50)	5,3%	
(51 & +)	30,8%	

Les naissances et les décès

À Compton, la vie côtoyait facilement la mort. Chaque été, à l'époque des canicules de juillet, et l'hiver, pendant les froids de janvier, les beffrois des trois églises sonnaient quotidiennement le glas ou le carillon. Juillet et janvier étaient mois de naissances et de décès

Bilan

Au terme de cette étude de la population comptonienne, que retenons-nous? Ce qui frappe d'abord, ce sont les comportements démographiques traditionnels des Comptoniens de la fin du XIX^e siècle. Là, comme jadis chez leurs ancêtres, nous pouvons observer la présence constante de la mort infantile et juvénile qu'une progéniture abondante venait heureusement surmonter chez les uns, et qu'une émigration aggravait chez les autres; là aussi, la même dépendance aux cycles des saisons et aux conditions matérielles d'existence. Ce qui frappe ensuite, c'est la très grande mobilité des populations. Mobilité qu'une approche superficielle des recensements nous aurait fait échapper. Mobilité si intense et si rapide qu'un groupe se substituait à un autre en moins de 10 ans. C'est sans doute un phénomène inusité en démographie historique.

Le caractère endémique de la décroissance démographique de la population anglophone n'explique pas cependant cette quasi disparition en quelques années au début du siècle. C'est qu'à cette époque, cette décroissance

était aussi conjoncturelle tout comme le "boom de l'Ouest" auquel la population participa et comme l'arrivée des Beucerons qui offrirent de bons prix pour ces propriétés. Tout incitait donc les anglophones à partir pour aller reproduire rapidement dans l'Ouest une structure sociale qu'ils contrôlèrent plus facilement et dans laquelle ils se reconnaîtraient.

PLAN À L'ÉCHELLE DU VILLAGE

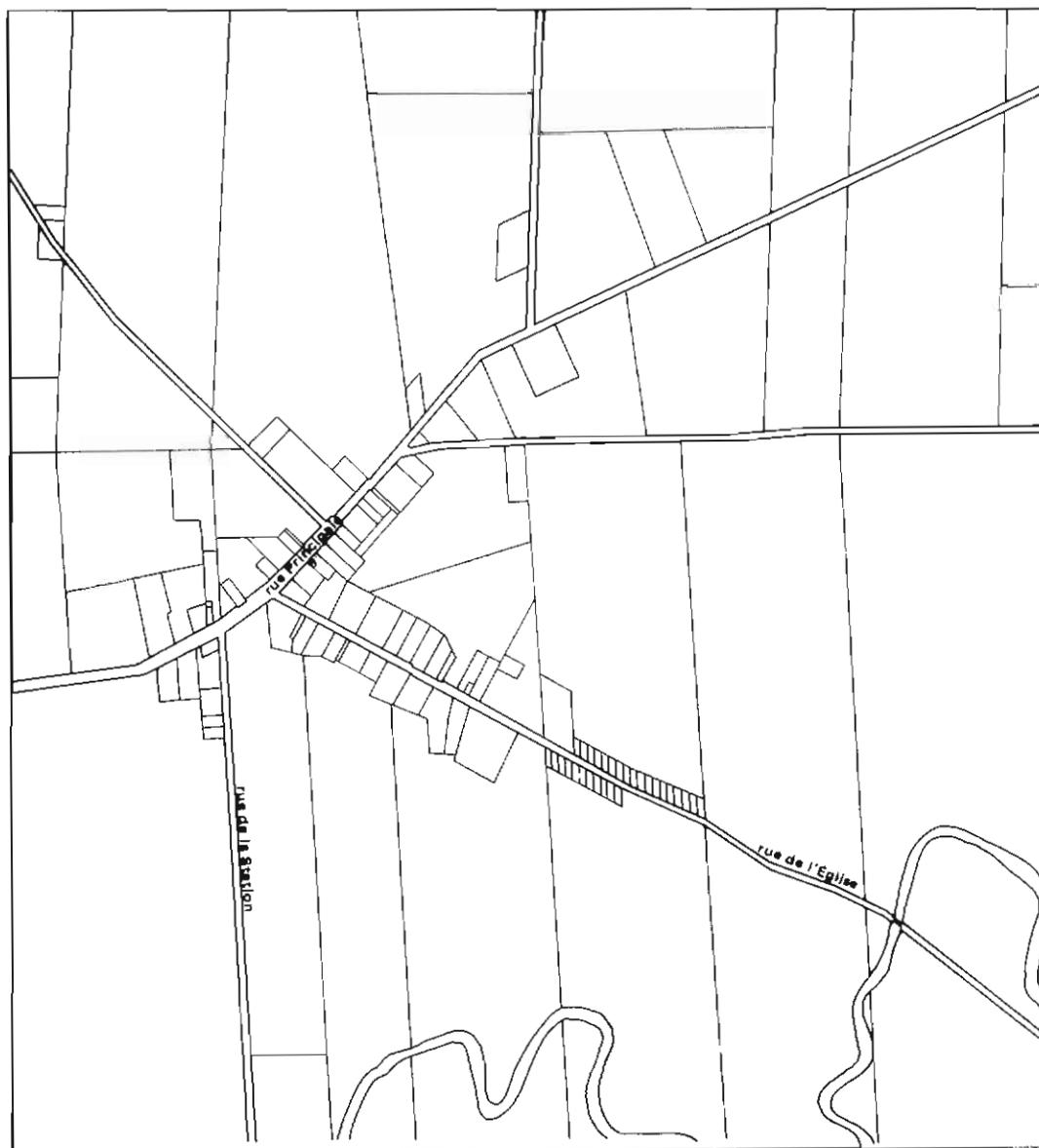


Figure 15

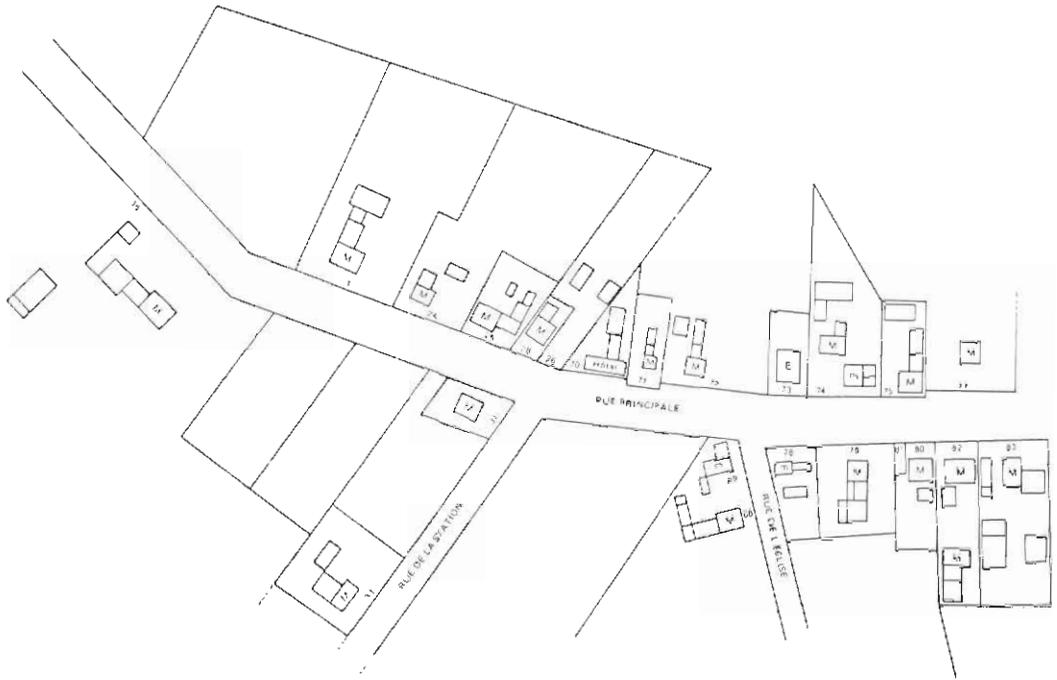


Figure 16. Plan à l'échelle d'une partie de la rue Principale. M, maison; m, magasin; E, église.

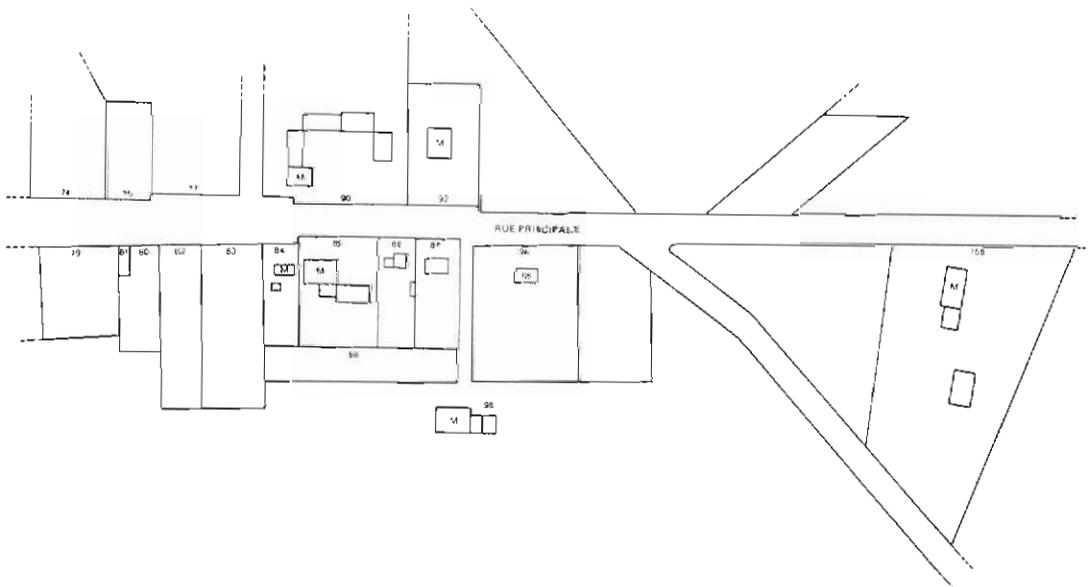


Figure 17. Plan à l'échelle de l'autre partie de la rue Principale. M, maison; m, magasin; E, église.

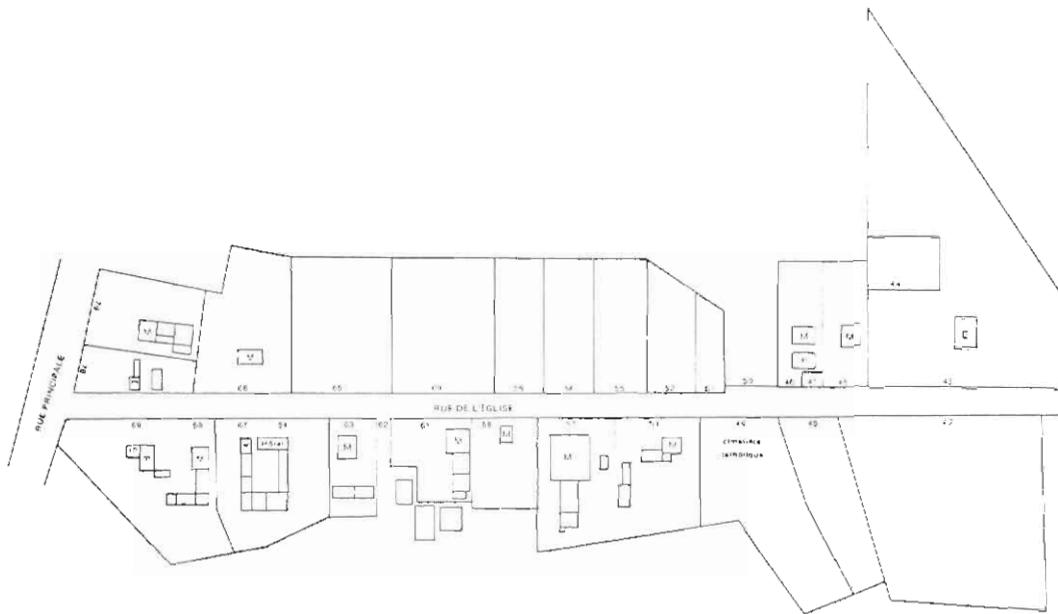


Figure 18. Plan à l'échelle de la rue de l'Église. M, maison; m, magasin; E, église.

Chapitre II L'ENVIRONNEMENT VILLAGEOIS

Il serait intéressant après l'approche générale par la population comptonienne d'aborder l'homme du village dans l'individualité de sa vie quotidienne et essayer de savoir comment il a su s'adapter aux contraintes du milieu physique. Il nous a été impossible de pousser l'analyse dans ce sens. Nous pouvons cependant sans difficulté connaître son environnement grâce aux renseignements laissés par les registres des assureurs, grâce aussi à la photographie et, bien entendu, à l'observation du village actuel.

L'habitat comptonien

En réalité, le village ne comprenait à la fin du siècle dernier, que deux axes: la rue Principale et la rue de l'Église. Ces rues étaient bordées de maisons, de boutiques d'artisans, d'édifices voués au culte et au commerce, de

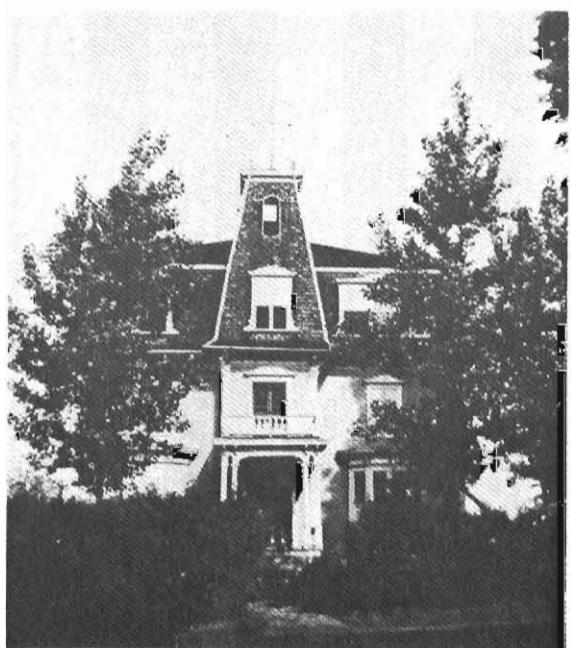


Figure 19. La résidence du docteur Thomas LaRue au XIX^e siècle, démolie en 1953.

granges, d'écuries et de remises construits en bois dans un style rappelant les origines britanniques et américaines des premiers habitants.

La maison du village avait une surface moyenne d'environ 900 pieds carrés, un étage ou deux, parfois trois. En règle générale, chaque maison possédait une annexe et/ou une cuisine d'été construite le plus souvent à l'arrière. Réunis à cette dernière en enfilade se trouvaient le hangar à bois (*woodshed*), la grange et/ou la remise. Le tout formait un ensemble longiligne perpendiculaire à la rue ou encore semi-rectangulaire.

La propriété bourgeoise

La propriété bourgeoise se distinguait par les dimensions imposantes de la maison, par l'aménagement paysager où s'intégrait souvent le court de tennis ou le jeu de croquet, par ses bâtiments où l'écurie et la remise avaient bonne place. On remarquait la maison à son extérieur par son style urbain, à son intérieur par l'importance des pièces de séjour et de réceptions. Telles nous apparaissent, entre autres, les maisons LaRue, King, Pomeroy (fig. 19, 20, 21). On y retrouvait les objets de luxe comme l'horloge, l'orgue ou le piano, les tableaux, l'argenterie, les faïences, les porcelaines, parfois les livres, au même titre que la centrifugeuse, la batteuse, le grenier et le bétail chez le cultivateur¹.

Le "château"

"Ingleside", la résidence cossue et très nouveau riche de H.D. Smith l'emportait sur toutes les autres par la dimension et par l'originalité du style. Les villageois l'appelaient le "château", nom qu'ont donné d'ailleurs les architectes américains à ce genre de bâtiment conçu dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Ingleside n'avait aucun style. C'était plutôt un ensemble imposant et hétéroclite tenant à la fois de la grange, du château ou de la maison de la Nouvelle-Angleterre (fig. 22).



Figure 20. La résidence du docteur A. King.



Figure 21. "Pomeroy Place", la résidence de la famille Pomeroy.



Figure 22. "Ingleside" ou le "château", résidence de H.D. Smith.

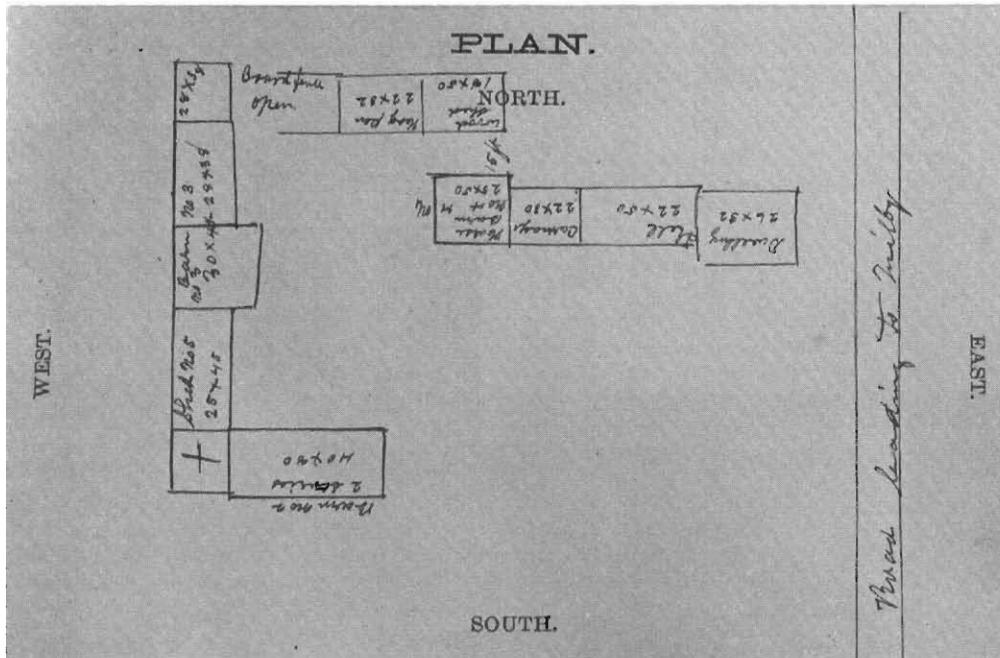


Figure 23. Croquis au sol d'une maison de ferme et de ses bâtiments, dessiné pour les besoins d'une police d'assurance.



Figure 24. L'église catholique Saint-Thomas d'Aquin sous le pastorat de l'abbé Joseph-Eugène Choquette (1883-1896), détruite au début des années 1950.

La ferme

La maison de ferme ne nous semble pas se différencier sensiblement de la maison villa-geoise. Sa place par rapport aux dépendances était analogue. Les bâtiments étaient toute-fois plus nombreux et rayonnaient plus ou moins autour de la maison, parfois à proximité d'elle (fig. 23). Greniers, granges, écuries, porcheries, poulaillers, remises, hangars etc. se présentaient selon un ordre apparemment assez fonctionnel.

Point d'objet de luxe dans la maison de ferme moyenne, du moins aucune trace n'a transparu dans les registres des assureurs. Le piano ou l'orgue fait cependant exception. On le retrouve, en effet, dans près de 50 pour cent des maisons assurées.

L'organisation spatiale du village de Compton

Le village était le centre d'une agglomération rurale qui s'étendait à tout le canton. Siège du Conseil de la municipalité de canton, lui-même municipalité de village depuis 1893, lieu de rassemblement de trois confessions religieuses, il était aussi une place de commerce, un lieu de transit et le centre des services artisanaux et autres. Il était, pour ainsi dire, une petite capitale économique, politique et religieuse. Cette multiplicité des fonctions se reflétait dans l'organisation spatiale du village, dans ce qui pourrait bien improprement s'appeler son "urbanisme".

Les trois églises

Vers le milieu du XIX^e siècle, quiconque voulait aborder le village par la route d'Hatley (rue de l'Église) pouvait apercevoir d'un seul regard ses trois églises. S'élevant au premier plan comme une sentinelle, l'église catholique à côté de son cimetière (fig. 24); à peine quelques centaines de pieds plus loin, l'église anglicane édiflée depuis peu sur ce nouveau site plus proche des fidèles; et tout à fait au haut du regard sur la place minuscule formée par l'intersection de la rue Principale et de l'Église, la sobre et élégante église méthodiste (fig. 25). En 1887, l'église anglicane revint sur son emplacement premier, à l'extrémité sud du village, là où elle se trouve encore aujourd'hui

(fig. 26) à côté de son cimetière.

Dans le voisinage de chaque église, fidèles et institutions avaient tendance à se regrouper. L'église anglicane, son cimetière et King's Hall formaient un îlot bien distinct près duquel habitaient certaines familles éminentes de la paroisse comme les Smith et le Docteur King (lot 156). Avant les migrations du début du siècle, les Canadiens français catholiques occupaient la majorité des lots de la rue de l'Église. C'est là où se trouvaient leur cimetière, leur école et, plus tard, le couvent. Autour de l'église méthodiste, point d'institutions distinctes mais la présence de fidèles influents comme les Pomeroy, les Saultry, les Todd.

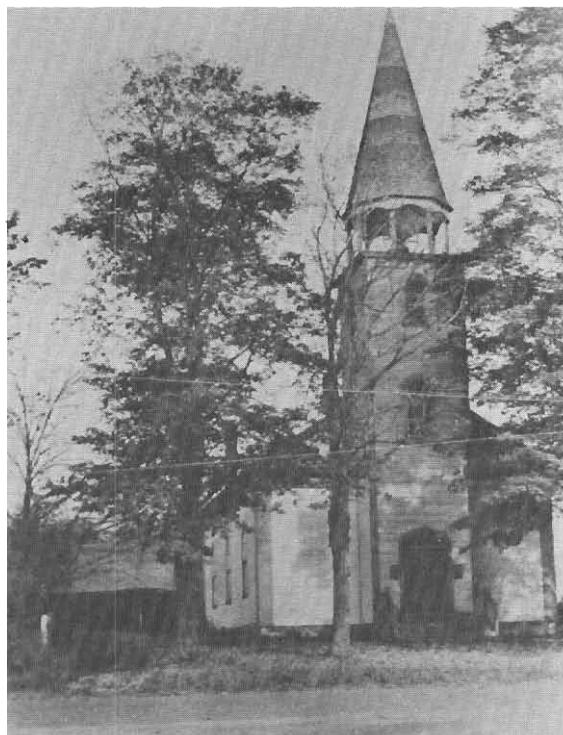


Figure 25. L'église méthodiste construite vers le milieu du XIX^e siècle. Elle devint plus tard église unie après l'union des Église méthodiste et presbytérienne, puis démolie dans les années 1950.



Figure 26. King's Hall au début du XX^e siècle. L'édifice fut agrandi et converti au style Tudor vers 1905.



Figure 27. L'église anglicane St-James avant la démolition de son clocher.

Magasins, hôtels et boutiques

Centre de trois communautés religieuses du canton, le village de Compton fut aussi, avons-nous dit, une capitale économique et un lieu de transit. Cela se reflétait, dans le village, par la concentration d'un nombre étonnant de magasins, de boutiques d'artisans et d'hôtels autour de l'intersection des rues de l'Église et Principale (fig. 28).

À la fin du siècle, pas moins de quatre magasins généraux s'y faisaient concurrence. En 1863, le village en comptait huit dont cinq dans ce seul îlot. Proche des magasins, les hôtels Todd (Oriental) et Paige (Compton), deux immeubles fort imposants avec leur remise, leur écurie et leur grange dont l'un - l'hôtel Paige - formait avec le magasin Guilbert un quadrilatère qui ne devait pas manquer

d'élégance. Jouxant ce dernier, sur l'emplacement de l'église anglicane, le loueur de chevaux, ses écuries et sa "batterie" (*nag shed*). À quelques pas de là, sur la même rue, le forgeron-maréchal-ferrant et le charron; derrière l'hôtel Oriental, une deuxième boutique de forge. Tout cela illustre l'activité fébrile qui devait animer le village et la belle organisation qu'il avait su se donner au tournant de ce siècle.

ESQUISSE DE LA CONCENTRATION VILLAGEOISE

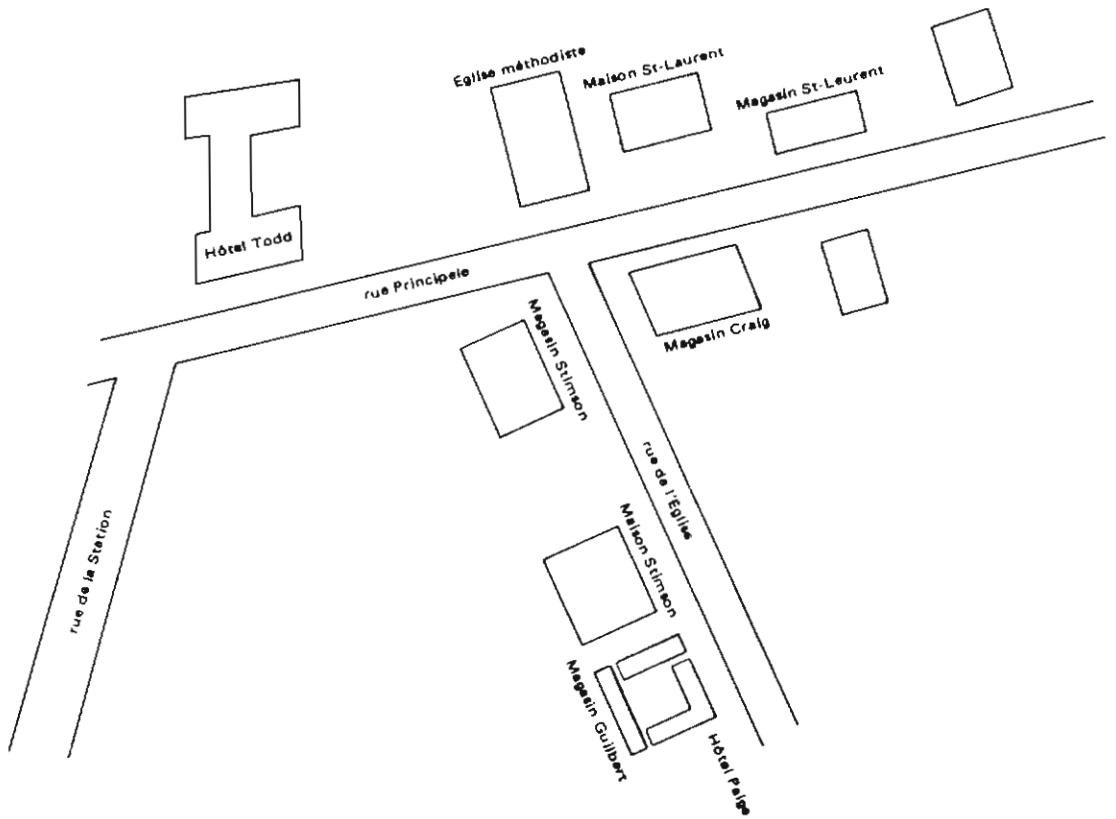


Figure 28

Chapitre III LA PROPRIÉTÉ

Quand les Beaucerons vinrent s'établir dans le canton de Compton à la fin du siècle dernier, ils y trouvèrent un pays organisé, pourvu d'institutions propres et doté d'une économie agricole spécialisée. Ils n'avaient rien des pionniers qui, à la même époque, colonisaient d'autres régions du Québec. Contrairement à ces derniers, ils s'installaient dans un milieu au paysage déjà dessiné, et ils s'implantaient dans une société où l'économie et l'organisation socio-politique étaient déjà fixées depuis un bon demi-siècle.

Les "Canadiens" achetaient à bon prix fermes, commerces, boutiques et maisons. Au tournant du siècle, ce transfert gagnait la quasi totalité des propriétés du village et du canton. Nous pouvons en suivre la progression dans les recensements, dans les rôles d'évaluation et aux archives du Bureau de l'enregistrement à Sherbrooke. Pour le seul village, entre 1897 et 1910, on dénombre en effet plus de 300 contrats relatifs à la propriété soit une moyenne de deux contrats par lot.

Nous y reviendrons. Tenons-nous en dans un premier temps à l'approche descriptive de la propriété foncière et à sa répartition parmi les groupes sociaux et linguistiques.

Structure de la propriété comptonienne

En principe, il n'y a pas de grandes propriétés dans un village. Il y a cependant des grands propriétaires dont les propriétés sont souvent morcelées. À Compton, deux d'entre eux, Cochrane et Smith, ont laissé aujourd'hui quelque souvenir; l'un sans doute parce qu'il fut sénateur, l'autre parce que le faste dont il aimait s'entourer est resté légendaire. Tous deux éleveurs et négociants d'animaux de race, ils embauchaient de nombreux ouvriers agricoles parmi lesquels on compte aujourd'hui certains doyens du village. Parmi les autres propriétaires certains possédaient autant mais sans ostentation. Joseph Bureau, par exemple, laissa à sa femme Lucie Dulac, en 1908, 620 acres répartis dans les 4^e, 6^e, 7^e et 8^e rangs. Ce sont ces propriétaires et aussi les autres plus humbles que nous viendrons à connaître partiellement, à l'aide de quelques déclara-

tions testamentaires et des rôles d'évaluation, plus particulièrement celui de 1906, le plus soigné et surtout le plus complet de la période.

Les propriétaires

Petite, moyenne et grande propriété. Le canton de Compton se compose de dix rangs, partagés chacun en 28 lots de 200 acres occupés par un ou plusieurs cultivateurs (fig. 29)¹. En 1863, la concentration de la population y était très faible; elle le demeure encore aujourd'hui. On note cependant ici et là, au carrefour des routes et le long de leur parcours, quelques agglomérations dont Waterville, Compton, Moe's River et Hillhurst (Brookville). En 1871, les propriétés de moins de dix acres étaient infimes, moins de 10 pour cent (tableau 6); 41 pour cent des exploitations avaient par contre une superficie supérieure à 100 acres. Chose remarquable, la répartition des lots par groupes de 50-100, 101-200 et de 200 acres et plus resta proportionnellement la même pendant toute la seconde moitié du siècle et les premiers dix ans du XX^e siècle.

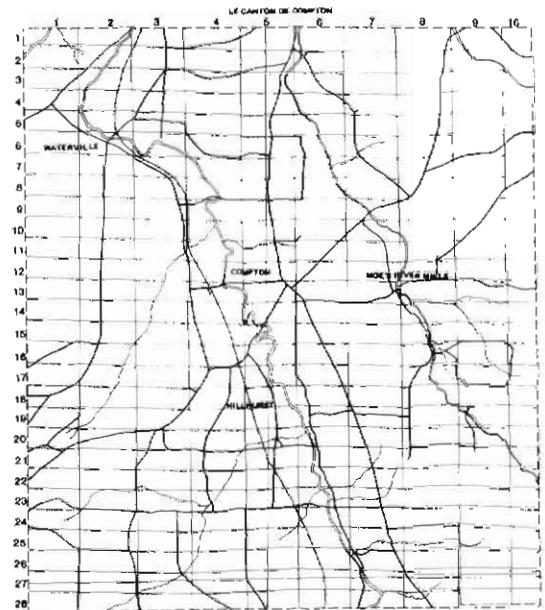


Figure 29

TABLEAU 6
DIMENSION COMPARÉE DES EXPLOITATIONS DANS LE CANTON ET LE VILLAGE

EXPLOITATIONS	CANTON*						VILLAGE**			
	1871		1891		1911		1906		1918	
	Nombre d'exploitations	%								
- de 10 acres	34	8.7	128	26	103	19.8	51	64.5	54	62
11 - 50	64	16.5	57	11.5	78	15	8	10.1	15	17.2
51 - 100	130	33.5	122	24.8	138	26.5	7	8.8	7	8
101 - 200	109	28.1	133	27	148	28.4	8	10.1	7	8
201 et plus	50	12.9	52	10.5	54	10.4	5	6.3	4	4.6
Total occupant	387		492		521		79		87	
Propriétaires	351		420							

* recensement

** rôle d'évaluation

Ont été exclues des statistiques du village: les propriétés possédées par les institutions comme les églises, les écoles, cimetières, etc.

C'est là, pensons-nous, un indice de la continuité et de la stabilité de l'agriculture comptonienne. La mobilité des propriétaires, qui fut grande, ne semble pas avoir perturbé pour autant l'économie du canton, ni provoqué la concentration et le morcellement. Le seul vrai changement survint dans la multiplication des petites unités de moins de 50 acres, consécutive au développement des villages de Waterville et de Compton.

La répartition de la propriété dans le village de Compton était inversement proportionnelle à celle du canton. Ici, plus de 60 pour cent des propriétés avaient moins de dix acres (tableau 6). En 1906, 79 individus, plus les institutions villageoises permanentes comme les trois églises, les deux cimetières, les écoles, le collège, l'hôtel de ville, etc. se partageaient les 3200 acres du village. À eux seuls, les agriculteurs L.Q. Bliss (lots 131, 134), John McClary (lots 135, 139), Robert Robertson (lots 13, 136), Jean Rodrigue (lots 5, 10, 130) et H.D. Smith (lots 141, 142, 143) en détenaient plus du tiers soit 1243 acres². On s'imagine sans peine cette dichotomie dans un petit village où la pâture, le semis et le jardin se côtoyaient, et où la "grande" propriété s'étendait souvent au-delà de son territoire. Des quelques milles acres de terre appartenant à H.D. Smith, par exemple, 295 acres seulement se trouvaient dans les limites du village.

Au village donc, les petites propriétés comptaient pour 60 pour cent. Cela allait de soi puisque le même pourcentage d'individus exerçaient les métiers d'artisans, d'ouvriers agricoles et de commerçants.

La propriété paysanne. La propriété paysanne à l'intérieur du territoire de la municipalité du village de Compton ne fut jamais considérable. En 1906, y inclus les 5 propriétaires déjà nommés, 13 cultivateurs possédaient une exploitation excédant les 100 acres; en 1918, ils étaient 11 (tableau 6). Les autres se partageaient les petites terres de 50 à 100 acres ou des parcelles de moins de 50 acres.

La propriété artisanale, commerçante et rentière. Par nécessité, une des principales vocations d'un village a toujours été de fournir des services à la communauté environnante. À Compton, la propriété artisanale et commerçante était nombreuse et diversifiée. C'est ce qui explique la présence de plusieurs rentiers et rentières. De prime abord, la superficie d'une telle propriété dépassait rarement l'acre et les 1000 \$ d'évaluation. Cet équilibre appa-

rent ne saurait nous cacher cependant l'existence d'une hiérarchie parmi les propriétaires au sommet de laquelle on retrouve, entre autres noms, les Pomeroy, Stimson, Paige, Bliss, Craig, tous, ou presque, marchands et quelques rentiers aisés dont Lucie Dulac-Bureau, Mérilda Gagné-Vallée et Burton F. Harvey. Tous possédaient plus d'une propriété et spéculaient soit comme vendeur-acheteur soit comme prêteur.

William Warren Paige, marchand, hôtelier, huissier, assureur et que sais-je encore, posséda au moins, à un certain moment, entre 1899 et 1915, jusqu'à 18 propriétés dont les deux hôtels. Plus du cinquième des demeures du village lui passèrent entre les mains sans compter les hypothèques qu'il détenait sur plusieurs autres propriétés. À sa mort en 1915, il légua, à sa "soeur par adoption Caroline Edith Lemoyné"³, fille d'Arba Stimson, lui-même ancien marchand et propriétaire foncier de Compton, quatre propriétés et deux hypothèques de 1000 \$.

Durant la même période, les frères Richard L., Samuel J., et Caudwell G. Craig ainsi que les épouses des deux derniers Mary Albie et Maria G. Drake, spéculaient sur autant de bien-fonds dont un magasin général et, à quelques reprises, l'hôtel Todd. De loin le plus riche des trois, Samuel Craig et sa femme quittèrent Compton pour l'Alberta vers 1903 avant même d'avoir liquidé toutes leurs propriétés. En 1908, les époux Caudwell et Albie Craig allèrent les y rejoindre laissant à Compton Richard L.; en 1913 celui-ci céda au docteur Brodeur les derniers biens de la famille.

Il semble que le réseau familial fut un facteur important dans la transmission et l'accumulation de la propriété. Il eût été intéressant dès lors d'établir la généalogie des principales familles du village afin de donner du poids à cette hypothèse, étayée pour l'instant sur quelques exemples dont celui de W.W. Paige. Pour celui-ci la famille constituera les assises de sa fortune: de ses parents d'abord, D.W. et Warren Paige, respectivement hôtelier et propriétaire de relais; de sa tante, veuve de Charles Renault, tanneur, et peut-être de son père adoptif Arba Stimson, marchand.

À la campagne et au village, le prestige lié à la propriété ne reposait pas sur les mêmes critères. Là c'était la surface et la nature de l'exploitation qui l'emportaient, ici c'est la valeur ajoutée à un lot par une maison ou un commerce.

La propriété ecclésiastique. Robert Sellar⁴ écrivait à la fin du siècle, que l'église toujours imposante, le couvent, la chapelle de procession et la croix monumentale à la croisée des chemins caractérisaient le village traditionnel québécois et symbolisaient le pouvoir abusif des prêtres sur le peuple. Poursuivant le raisonnement de Sellar en l'appliquant cette fois à Compton, nous arrivions peut-être à la conclusion que la population de ce village vivait sous une véritable théocratie. Trois églises et leurs dépendances, deux cimetières, un collège anglican pouvant contenir plus de cent étudiants et professeurs, deux écoles: l'une catholique et française, l'autre protestante et anglaise, faisaient de Compton un village bien évangélisé! Globalement cette propriété impressionnait d'autant plus que la concentration de l'habitation villageoise était assez faible. Mais répartie entre les trois confessions, elle apparaissait somme toute modeste. Seule, l'église anglicane, à cause de la taille imposante et du style du King's Hall, à cause de la superficie de son domaine, projetait l'image d'une aisance soutenue par surcroît par plusieurs paroissiens aisés. Le Sénateur Cochrane par exemple qui, chaque année, lui faisait don de 5000 \$⁵. Les deux autres confessions héritèrent bien, à l'occasion, de quelques fidèles généreux. Elles ne se constituèrent pas pour autant de bien-fonds remarquables. Les quelques propriétés connues, ainsi acquises, furent ordinairement assez vite remises en vente.

Les locataires

La propriété confère le prestige et le pouvoir. Cochrane fut sénateur; Smith, Pomeroy, père et fils, Stimson, Paige, Saint-Laurent, furent de tous les conseils dans le canton et dans le village. Le locataire, au contraire, n'avait aucun poids social et était exclu de toute vie politique: municipale toujours, provinciale et fédérale aussi longtemps que la liste des électeurs à ces deux niveaux de gouvernement fut dressée à partir des rôles d'évaluation des municipalités.

Cet aspect social de la propriété doit retenir maintenant notre attention car il fut important et étroitement lié à la structure même de la société comptonienne. L'étude de la culture politique que nous effectuerons dans un chapitre ultérieur ne saurait se faire sans y référer.



Figure 30. Les surfaces ombragées indiquent les terres louées.

La carte à la figure 30 montre qu'environ 50 maisons sur autant de lots étaient louées, dont certaines par le colonel Benjamin Pomeroy. Le plan du village (fig. 31) nous montre que sur l'une des rues pas moins de six maisons étaient louées dont quatre appartenaient au marchand A. Stimson. N'étaient indiquées ici que les maisons en location mais jamais les lots sans maison. Combien y en avaient-ils, s'il y en eut, et à quelles conditions les louait-on? Les nombreuses locations sur des terres parfois immenses coïncident avec la présence de nombreux ouvriers agricoles (*laborers*) dans le canton et de journaliers.

Grâce au rôle d'évaluation de 1906, il est possible de circonscrire un peu plus ce phénomène. Le tableau 7, dressé à partir de ce document, nous permet de répartir propriétaires et locataires par groupes socio-professionnels. Notons d'abord l'importance des locataires qui l'emporte de beaucoup sur ce que nous avons observé en 1863 (fig. 30). Abstraction faite du groupe des rentiers, les locataires représentaient 39 pour cent de la population active, recrutés principalement parmi les ouvriers agricoles. Ceux-ci étaient, en effet, le seul groupe socio-professionnel où les locataires étaient majoritaires. La

Asslin L.	Marchand général
Brown Geo.-Joseph	Prêtre Catholique Romain
Byron Edward L.	Charron
Bliss Anson	Constructeur de ponts et voies ferrées
Carr L.	Menuisier et charpentier
Doak W R	Marchand
Davis & Buckland	Marchands
Elliot J.D.	Ébéniste
Fisk H.C.	Chef de gara
Guilbert T	Hôtel Compton
Jacobs C	Fabrique de liniments
Kendrick A.W.	Marchand et maître de poste
McCullock John	Marchand, tailleur
Mailhot R.S.	Clerc à la Cour
Montour Joseph	Fabricant de chaussures
Miles Ira	Forgeron
Paige D.W.	Hôtel Union
Paige Warren	Propriétaire foncier
Renault Chas	Tanneur, corroyeur
Richmond Rév. W.M.A.	Prêtre de l'Eglise Anglicane
Rice C G.	Marchand
Rugg R.	Médecin
Stimson A	Marchand
Todd S. Ias	Sellier

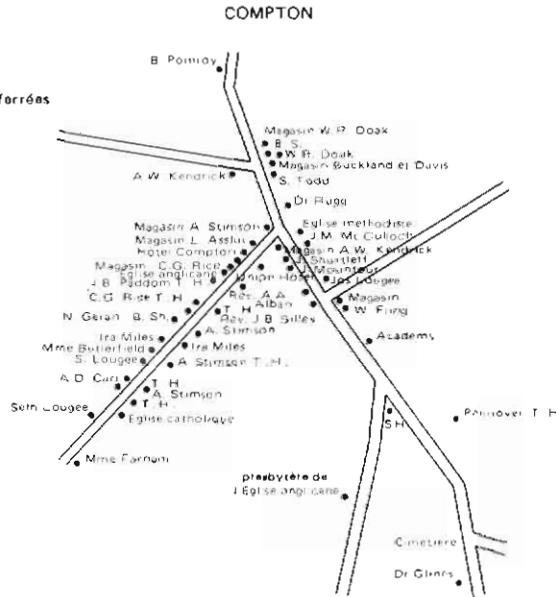


Figure 31

TH: Tenant house, maison en location
 BS: Blacksmith, forgeron
 B.Sh. Butcher Shop: boucher
 SH: School école

situation des cultivateurs-locataires était particulière. Ils étaient des locataires occasionnels, en réalité propriétaires potentiels de l'exploitation paternelle sur laquelle ils travaillaient. C'était le cas des fils de Philias Doyon et de Jean Rodrigue. En attendant, comme tous les autres locataires permanents, ils n'avaient aucun droit politique. La propriété ne faisait-elle pas le citoyen!

Mobilité de la propriété

La mobilité de la propriété à Compton suivit assez fidèlement le rythme des migrations. L'observation des deux graphiques, figure 32, montre bien, en effet, la concordance entre les deux phénomènes quoique l'un, la mobilité, soit légèrement déphasé par rapport à l'autre, la démographie, celle-ci évoluant plus rapidement que celle-là. Prenons pour exemple le rapport que nous établissons entre le rôle

d'évaluation de 1918 et le recensement de 1921: 70,1 pour cent de la propriété appartenait aux "Canadiens" en 1918 alors qu'ils constituaient trois ans plus tard, en 1921, 85,5 pour cent de la population villageoise. Les locataires faisaient toute la différence. À l'instar de W.W. Paige, des frères Craig, d'A. Stimson, plusieurs individus quittèrent Compton sans même avoir vendu leur(s) propriété(s) qui, partant, fu(ren)t offerte(s) en location. On en compte 38 dans le rôle d'évaluation de 1906 dont 24, soit 63,1 pour cent furent louées effectivement par des "Canadiens" nouvellement arrivés. La location constituait ainsi souvent une étape transitoire dans le transfert de la propriété. Ferait-elle partie d'une stratégie spéculatoire permettant à certains vendeurs d'atteindre les meilleurs prix? Serait-elle plutôt imputable à une hâte de partir que nous ne nous expliquons pas encore tout-à-fait?

Environ 300 contrats de vente, de donation, de prêt, d'héritage, impliquant des propriétés villageoises, furent en effet signés devant différents notaires et le juge de paix entre 1897 et 1910 soit une moyenne de deux contrats

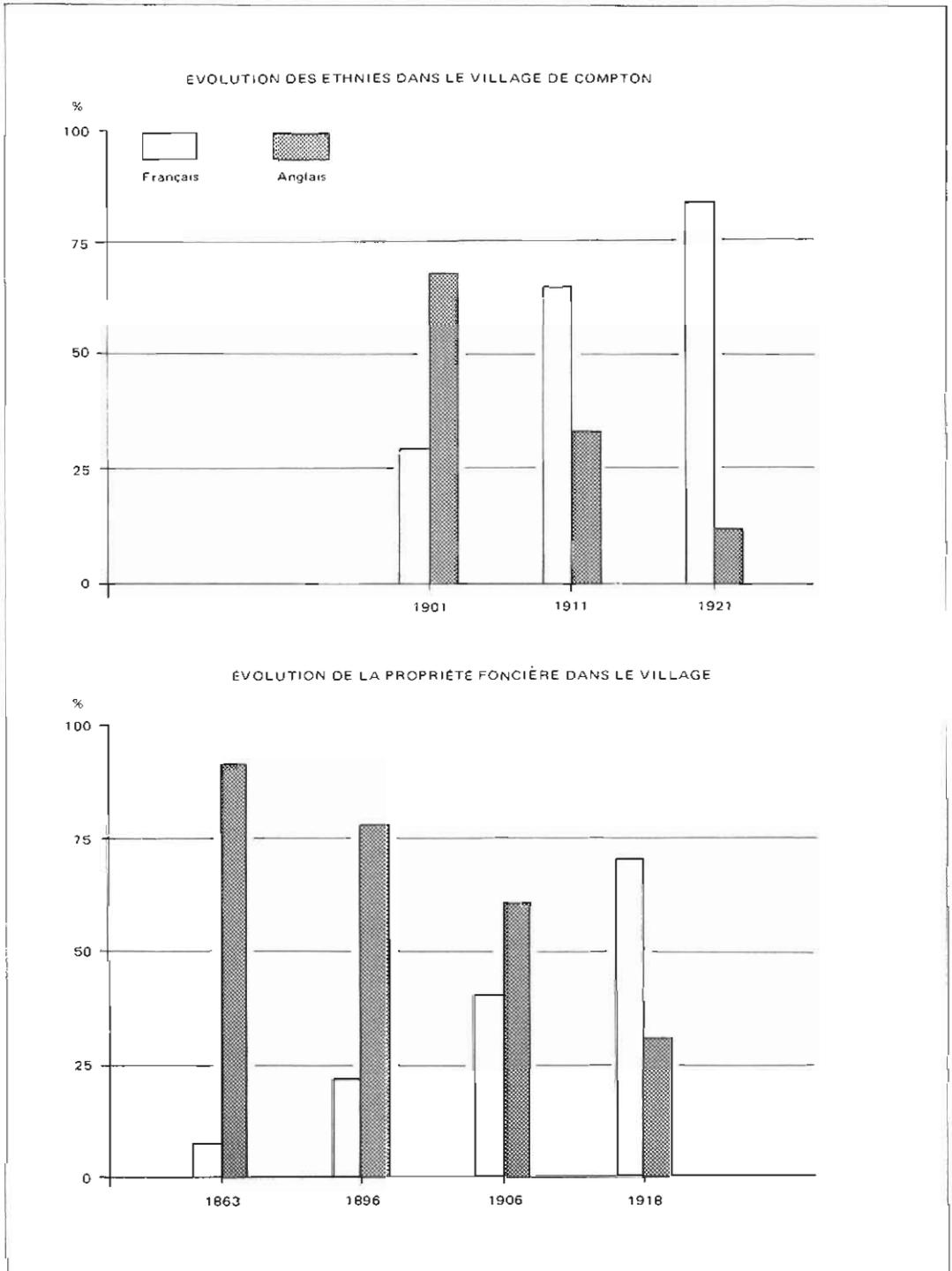


Figure 32

Tableau 7
Les locataires en 1906

Catégories socio-professionnelles	Propriétaires	Locataires
Cultivateurs	25	13
Ouvriers agricoles	5	14
Artisans	15	6
Marchands	7	2
Profession libérale	2	
Service	5	4
Rentiers	19	
TOTAL	78	39

pour chaque lot négociable. Phénomène remarquable assurément pour un village de quelques 400 habitants! Mais combien plus encore quand plus de la moitié d'entre eux furent négociés entre 1906 et 1910!

Nous avons déjà émis l'hypothèse qu'une conjoncture favorable après 1896, le "boom de l'Ouest" particulièrement, pouvait expliquer le mouvement migratoire dans Compton. Fut-elle déterminante au point d'entraîner une telle frénésie dans les transferts immobiliers? Peut-on parler d'une espèce de concertation de la part des migrants? Chose certaine, la vente des propriétés des personnages considérables comme les gentlemen-farmers Smith, Cochran et Robertson, des commerçants comme les Craig venait subitement imprimer au mouvement migratoire, déjà si bien amorcé depuis quelques années, un nouvel élan et avivait le mouvement inverse chez les Canadiens français qui ne demandaient pas mieux, leurs économies en poche, que d'occuper les places.

Chapitre IV STRUCTURE SOCIALE ET VIE ÉCONOMIQUE

Les documents disponibles ne nous permettaient pas de faire une analyse plus approfondie de la réalité économique du village et conséquemment, notre approche de cette réalité est indirecte. Reconnu juridiquement en 1893, le village de Compton ne figure dans les recensements que depuis 1901. Mais, ces derniers sont tout aussi avares de données les réservant plutôt aux cantons, aux comtés, parfois aux gros villages de quelques milliers d'habitants. Les rôles d'évaluation et les registres d'assurance sont plus éloquents. Sans contenir de renseignements d'ordre strictement économique, ils nous fournissent heureusement, dans un cas, des données assez précises sur les catégories socio-professionnelles et, dans l'autre, des indices assez nombreux sur l'agriculture pour nous permettre d'extrapoler sur la vie économique. Le rôle d'évaluation de 1906 nous servira encore ici de document de base. Des trois rôles existant entre 1893 et 1920, il est le seul à fournir cette information et à donner quelques indications sur les types de propriété.

Les catégories socio-professionnelles

Compton était un village agricole. Du milieu du XIX^e siècle à la veille de la seconde guerre mondiale, sa population active se composait toujours, pour la moitié, d'agriculteurs. Village agricole certes, village ressource aussi pour la communauté paysanne cantonale qui y trouvait tous les services: du curé au médecin en passant par le marchand, l'instituteur, l'artisan, le chef de gare, etc.

Nous y avons identifié six groupes professionnels (tableau 8). En 1906, les agriculteurs, qui forment naturellement le groupe dominant (56,4 pour cent), désignent à la fois les 38 cultivateurs (*farmers*) et les 19 ouvriers agricoles (*laborers*). Viennent ensuite les 21 artisans (20,1 pour cent), les 9 "employés de service" (8,9 pour cent) dont certains étaient salariés comme les agents, le commis et la postière (Lora Saint-Laurent), et les autres indépendants comme le libraire peut-être et Charles Demers, le loueur de chevaux sûrement. Le groupe de marchands comprend 9 membres (8,9 pour cent), celui des professions libérales 5 (5,0 pour cent); enfin 19 rentiers, 6 "gentlemen" et 13 veuves vivent apparemment des seuls revenus de leurs biens¹.

Durant les décades antérieures et postérieures au rôle de 1906, la répartition des professions n'aurait que très peu changé. Notons cependant la diminution du nombre des ouvriers agricoles suite à la vente et au morcellement des exploitations Smith et Cochrane après 1906 et de celui des marchands généraux qui n'étaient plus que deux en 1918. François Savary s'était porté acquéreur du magasin Craig (lot 78) et de l'ancien magasin Stimson (lot 69). Maurice Saint-Laurent restait ainsi le seul autre marchand général concurrent.

La pluralité des fonctions dans le village et l'homogénéité agricole du canton ont créé entre les deux entités des liens dynamiques et complémentaires. On a l'impression que le village était autonome sans être jamais autarcique. Car, nous le soulignerons plus loin, l'agriculture comptonienne recevait ses plus importants stimuli des marchés extérieurs, américains et britanniques.

Catégories socio-professionnelles et classes sociales

L'appartenance à une même catégorie socio-professionnelle ne signifie pas appartenance à

Tableau 8
Catégories socio-professionnelles

		1863		1906		1918*
		%		%		%
Cultivateurs	40	63,5	38	56,4	49	67,1
Ouvriers agricoles			19			
Artisans	4	6,3	21	20,1	12	16,4
Marchands	10	15,9	9	8,9	4	5,5
Professions libérales	4	6,3	5	5,0	5	6,8
Services	5	7,9	9	8,9	3	4,1
TOTAL	63	100	101	100	73	100

* Évaluation approximative

la même classe sociale. Il était de bon ton, peut-être, pour H.D. Smith, les Pomeroy, W. Paige, Robert Robertson et J.-A. Dufort par exemple de s'appeler cultivateurs. Ils auraient mieux fait de dire gentlemen-farmers. Leur fortune, leur formation et surtout la nature de leurs interventions dans l'économie dépassaient de loin celles de gros cultivateurs comme Jean Rodrigue et Philius Doyon.

H.D. Smith avait une formation universitaire commencée à Lennoxville puis poursuivie à Édimbourg en Écosse et à Genève en Suisse. Avant de s'établir définitivement à Compton sur les terres de son père, homme d'affaires et associé du sénateur Cochrane dans une entreprise de chaussures, à Montréal, la Smith & Cochrane, Boot and Shoe Manufacturers, H.D. Smith avait entrepris un tour du monde pour parfaire, paraît-il, ses connaissances en agriculture. En 1889, il revenait à Compton où il fit construire une résidence somptueuse "Ingleside", et il s'adonna dès lors à l'élevage d'animaux de race. Plusieurs ouvriers agricoles étaient à son service². Smith se donnait des airs de grand seigneur. Les habitants du village n'appelaient-ils pas Ingleside, le "château" (fig. 22)? Personnage ubuesque, il aimait faire impression. Les doyens racontent encore aujourd'hui ses mises en scène: portant l'habit et le haut-de-forme, il se faisait précéder au village par le son de la trompette.

Albert et Aaron Pomeroy étaient fils et petit-fils d'hommes d'affaires importants. Le colonel Benjamin Pomeroy, leur grand-père, fut le premier président de la Eastern Townships Bank, le vice-président étant nul autre que le sénateur Cochrane, l'associé du père de Smith. Il était directeur de la Paton Woollen Mills de Sherbrooke, une des plus importantes filatures des Cantons de l'Est et actionnaire du St. Maurice and Atlantic Railway (Grand Tronc)³ dont les voies empruntaient parfois ses terres près du village de Compton. Il fut aussi avec A.T. Galt, homme politique et homme d'affaires influent⁴ de Sherbrooke, l'un des promoteurs du chemin de fer de la vallée du Massawippi⁵. Leur père, Selah I. Pomeroy, poursuivit l'oeuvre du colonel; à sa mort, en 1891, on le connaissait pour avoir innové dans le domaine de la technologie agricole et pour être un excellent éleveur de chevaux⁶. La résidence de la famille Pomeroy à Compton (Pomeroy Place), avait les dimensions d'un véritable manoir et se comparait avantageusement à celle de Smith (fig. 21).

À ce profil des quelques grands propriétaires

et hommes d'affaires viendrait s'ajouter celui du sénateur M.H. Cochrane, propriétaire d'une ferme de 1000 acres, Hillhurst, à proximité du village. On y faisait l'élevage et le commerce du petit et gros bétail pur sang. Cette exploitation représentait pour la communauté villageoise un apport économique important. Gentleman-farmer comme Smith et les Pomeroy, Cochrane était surtout un homme d'affaires prospère et un homme politique d'envergure nationale. À la fin du siècle, la manufacture de chaussures Cochrane, Cassils & Co. de Montréal, dont il était un des principaux actionnaires, embauchait près de 300 ouvriers⁷. Il était aussi vice-président de la Eastern Townships Bank.

Propriétaire de moindre importance que les précédents mais qui se distinguait nettement du groupe des cultivateurs, Robert Robertson possédait, en 1906, 265 acres de terre sur laquelle travaillaient quatre ouvriers agricoles⁸. Originaire de Châteauguay, il vint à Compton en 1894 pour prendre la direction de la ferme-modèle et y enseigner l'agriculture⁹. Fortuné, il l'était assez pour acheter la résidence cossue des Pomeroy.

William W. Paige émergerait de la petite bourgeoisie commerçante. En 1906, il figurait lui aussi au rang de cultivateur mais, cette fois, des plus petits. Il ne possédait en copropriété avec sa mère ou sa femme que 12 acres de terres, le lot 50. En réalité, c'était un spéculateur averti. Agent pour la Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Insurance Company, il assura toutes les propriétés du village et les connaissait bien. En 1896, l'hôtel Paige sur la rue de l'Église lui appartenait. Il possédait de plus, sur la même rue, les lots 39, 40, 41, 50, 60, 62, 64, 65. Son nom apparaît constamment à titre de vendeur, acheteur ou prêteur dans les nombreux contrats de vente de propriétés entre 1896 et 1910. Nous savons maintenant que le quart des propriétés du village furent un jour ou l'autre siennes. Il avait su tirer avantageusement profit de la venue des "Canadiens" à Compton durant cette période.

Ces grands et petits bourgeois composaient, avec les marchands, l'élite du village et détenaient le pouvoir. On les retrouvait sur tous les conseils, au village, dans le canton et dans le comté.

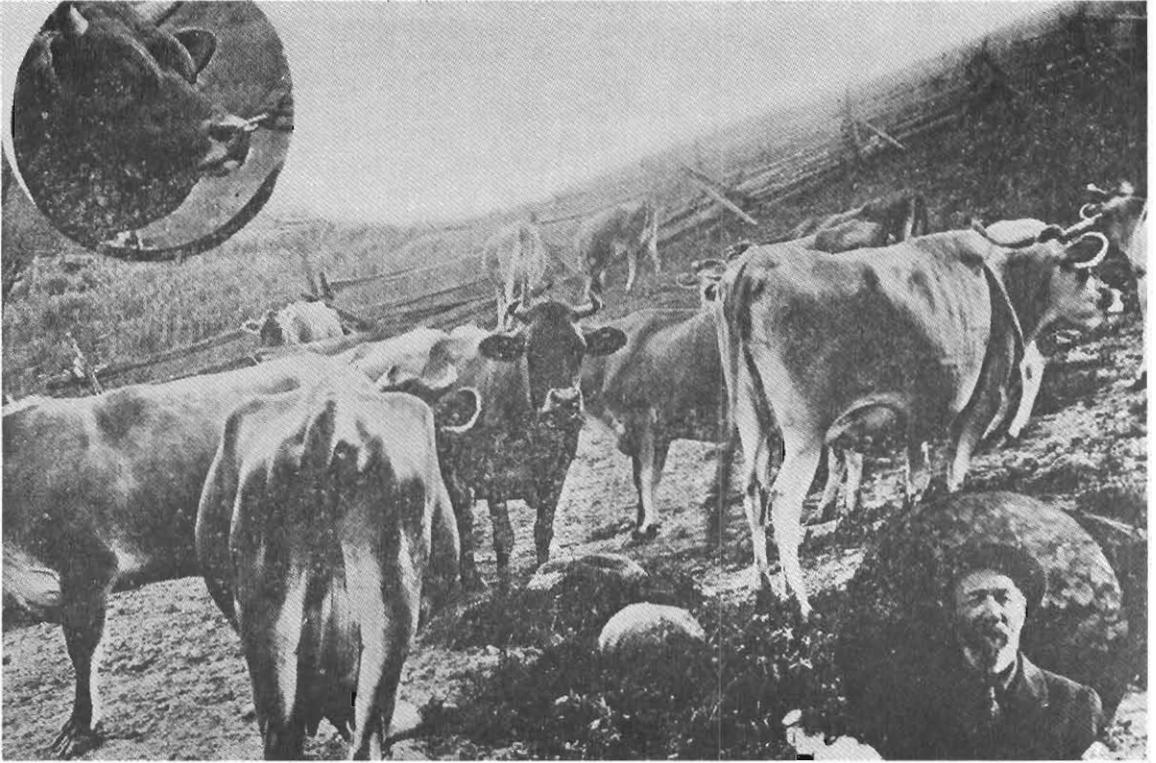


Figure 33. Une partie du troupeau de race Jersey, propriété de Quartus Bliss, éleveur prospère. Bliss apparaît dans le portrait en médaillon.

lait puis la culture de l'avoine, du trèfle, de la luzerne et du mil pour les alimenter²². Cette hiérarchie de production à partir du bovin serait tout à fait conforme à la pratique agricole dans tous les cantons (voir Première partie).

Exploitations exemplaires de ce type d'agriculture dont nous pouvons avoir une certaine représentation à l'aide des registres d'assurance, nous paraissent être, entre autres, celles d'un Philius Doyon, d'un Jean Rodrigue, d'un Édouard Poulin, d'un Xavier Bolduc ou d'un Joseph Bureau. Beauceron comme la majorité des habitants du village après 1900, Philius Doyon était originaire de Saint-Victor-de-Tring. En 1896, à 40 ans, il vint à Compton et fit l'acquisition de quelques 160 acres de terres dans le village (les lots 77, 93, 163 et 166)²³. En novembre 1908, il prenait une assurance sur sa maison, quatre granges dont l'une avait été convertie en cabane à sucre, la porcherie, la centrifugeuse, la batteuse, le bétail et, bien sûr, le hangar à bois, les instru-

ments aratoires puis les voitures et les harnais²⁴. Toute proportion gardée, c'est le profil des quatre autres cultivateurs. Chez tous, les mêmes éléments de base de l'agriculture comptonienne se retrouvent dont le bétail, la batteuse et les grains puis la centrifugeuse.

La centrifugeuse nous amène maintenant à parler d'un autre volet important de l'agriculture comptonienne, à savoir l'industrie laitière. Nous savons maintenant que la majorité des fermes produisaient du lait. Où et comment le vendait-on? Pour plusieurs petits cultivateurs, la vente du lait au village aurait représenté souvent, avec la vente du sirop et du sucre d'érable au marché de Sherbrooke, un de leurs principaux revenus en espèces. En 1894, selon le curé Choquette, il y avait au village une beurrerie et une fromagerie; en 1896 une nouvelle fromagerie ouvrait ses portes²⁵. 1894, c'était aussi l'année de l'inauguration de la ferme-modèle où il y avait, justement, "une beurrerie-école qui

L'économie de Compton

Encore à la veille de la deuxième guerre mondiale, environ 70 pour cent de la population active du canton de Compton vivait de l'agriculture¹⁰. Au tournant du siècle, la proportion était à peu près identique. Les données fournies par le curé catholique dans son rapport annuel à l'évêque sont aussi concordantes: entre 1901 et 1915, 66,3 pour cent des familles catholiques de la paroisse cultivaient et 33,7 pour cent étaient emplacitaires (ne vivaient pas de l'agriculture)¹¹.

Sorte de capitale de canton, le village de Compton avait une vie économique directement reliée à celle de sa campagne. Sur les 101 individus qui composaient sa population active en 1906, 64 vivaient directement de l'agriculture soit comme cultivateurs soit comme ouvriers agricoles, soit comme bouchers ou beurriers. Même l'hôtellerie tirait profit des fréquents séjours des commerçants de bestiaux¹².

Malgré l'importance de l'agriculture, l'agglomération villageoise présentait aussi l'image d'une concentration de magasins, d'ateliers d'artisans, et de services comme l'hôtel, la poste, etc. C'était là aussi une de ses caractéristiques fondamentales. "Le village de Compton" observait Channell, "est le centre d'une des meilleures régions agricoles du Canada. Il n'y a pas de manufacture ici, mais nous y retrouvons magasins et boutiques de toutes sortes."¹³

L'agriculture comptonienne

Au tournant du siècle, l'élevage de bétail de race et l'industrie laitière constituaient les deux éléments principaux de l'agriculture comptonienne¹⁴ et la culture des produits fourragers, le volet secondaire mais nécessaire. L'agriculture du village suivit naturellement cette tendance et ses cultivateurs partageaient une bonne part du mérite dans la réputation qu'elle s'était acquise en Amérique et en Angleterre. Quelques grands agriculteurs émergeaient à cause de la qualité et du volume de leur troupeau. Nous les connaissons déjà, c'était H.D. Smith, M.H. Cochrane et les Pomeroy.

Ces derniers importèrent et élevèrent au Canada les meilleures races anglaises: Pomeroy, des étalons; Cochrane, les vaches *Rose-*

dale, les moutons *Cotswold*, *Southdown*, *Leicester* et *Lincoln*, les chevaux *Suffolk* et les porcs *Berkshire*; Smith, les troupeaux de *Hereford*, *Yorkshire* et *Farnworth*¹⁵. Vers 1900, selon le témoignage de Désiré Rodrigue¹⁶, lui-même éleveur de moutons, Cochrane et Smith embauchaient chacun environ 25 hommes au salaire quotidien moyen d'un dollar. La production des fermes Cochrane et Smith était exportée vers l'Angleterre surtout; celle des chevaux de la ferme Pomeroy se marchandait sur le marché du village même¹⁷ et vraisemblablement était aussi acheminée en partie sur le marché américain. Le bétail vendu à l'Angleterre était transporté par bateau à partir de Québec. Un ouvrier agricole accompagnait généralement les bêtes pour les soigner durant la traversée. Il recevait lui aussi un salaire d'un dollar par jour¹⁸.

Au nombre des éleveurs et marchands de bestiaux de moindre importance, citons Quartus Bliss, F.S. Stimson et J.M. Le Moyne. En 1881, selon H. Belden¹⁹, ils possédaient chacun une exploitation d'environ 500 acres. Les propriétés de Bliss et de Stimson étaient voisines de celle de Smith. En 1896, ils s'étaient départis de la moitié de leurs terres. Le Moyne qui avait ses terres dans le sud du canton s'installa au village à cette époque. Il fut directeur de la ferme-modèle de 1896 à 1904. En 1906, il exploitait une porcherie et une bergerie sur le lot 1320.

Les "Canadiens" semblent avoir suivi cette tradition déjà si bien implantée à Compton et adopté les pratiques agricoles de leurs prédécesseurs. Vers 1920, Désiré Rodrigue avait formé, selon sa propre expression, une "Compagnie de moutons". Il en posséda jusqu'à 1000 de 4 races différentes. Chaque année, il parcourait les foires aux bestiaux (expositions) de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick et même des États-Unis (Boston) pour vendre ses moutons (brebis et agneaux) aux producteurs²¹. L'examen attentif des registres d'assurance nous permettrait d'allonger la liste. Qu'il nous suffise d'en rester à quelques noms pour dégager aussi les indices révélateurs du type concret d'agriculture pratiquée dans le canton. En règle générale, le cheptel était toujours assuré, de même que la centrifugeuse et évidemment la porcherie, parfois la bergerie puis, finalement, les grains et les fourrages. Tout cela se tenait. L'élevage et l'exploitation du boeuf et de la vache laitière entraînaient logiquement l'élevage du porc nourri de petit

recevait le lait des troupeaux laitiers des cultivateurs des environs²⁶. On y produisait du beurre, trois fois la semaine, ou tous les jours quand l'arrivage du lait était trop abondant, comme ce fut le cas durant l'hiver de 1896-1897²⁷. Une partie de la production beurrière était exportée en Australie²⁸. En 1891, les beurreries du canton produisaient 131 132 livres de beurre²⁹. La part du village nous est inconnue.

Il va de soi que la prédominance du cheptel dans l'agriculture comptonienne commandait une utilisation complémentaire du sol. La culture des produits fourragers occupait ainsi presque tout l'espace cultivé (17 000 acres sur 19 000 environ) et les prairies naturelles la majorité des terres en friche³⁰. À l'époque des foins, une main-d'oeuvre supplémentaire venait de l'extérieur. C'est ainsi que plusieurs Beaucerons connurent Compton et décidèrent de s'y établir.

L'artisanat

Nous imaginons sans peine l'animation qui s'emparait du village quotidiennement par le travail des artisans en ce début de siècle. Boucher, beurrier, cordonnier, menuisier-charpentier, forgeron-maréchal-ferrant, ferblantier, charron, sellier, tailleur [...] besognaient ça et là dans leurs boutique et atelier situés la plupart du temps en plein coeur du village comme autant de comptoirs ouverts sur la rue de l'Église et la rue Principale (fig. 34). L'apport de l'artisanat à l'économie villageoise était impressionnant; au moins le quart des familles (21) en vivaient en 1906 et en 1918³¹. Le travail artisanal était un service essentiel fourni à la population de tout le canton et directement rétribué par elle. Les aléas du marché extérieur l'affectaient indirectement qu'en autant que l'agriculture et le commerce étaient touchés. Cette dépendance de l'artisan envers son milieu ne lui apportait pas l'aisance. Sa maison était généralement modeste³². Sa situation était par contre préférable à celle de l'ouvrier agricole qui, la plupart du temps, était locataire (voir tableau 7).

En 1906, les bouchers F. Audette, M. Ducharme, H. Hall et les frères Wharam, les forgerons J. Boudreau, A. Bolduc, O. Poulin, les ferblantiers W. Munroe et fils, et les menuisiers F. Lalumière, H. Lougee, G. Robertson et L. Thivierge formaient 57,1 pour cent de la main-d'oeuvre artisanale. La

répartition de la majorité des artisans dans ces quatre métiers aurait eu tendance à se maintenir en 1918. L'importance des bouchers ne surprend personne. L'abattoir que possédaient les frères William et Burt Wharam en 1906 et par la suite François Audette complétait bien le cycle de l'élevage et du commerce du bétail qui faisait l'orgueil de Compton.

S'il n'apporta la richesse à personne, le métier de boucher permit cependant à l'un d'eux, François Audette, de se forger une situation enviable et de spéculer un peu sur la propriété, ayant possédé tour à tour ou en même temps les lots 37, 38, 66, 78 (magasin Craig) et 83. En 1905, il tenait une boucherie sur la rue de l'Église jouxtant le magasin Craig, également sa propriété³³.

Les forgerons faisaient vraisemblablement aussi le métier de maréchaux-ferrants pour répondre à la demande des commerçants de chevaux et des voyageurs qui séjournaient régulièrement au village. Les boutiques de forge ont toujours eu de préférence enseigne sur rue de l'Église à proximité de l'hôtel Paige (Compton Hotel en 1863)³⁴, du loueur de chevaux, Charles Demers (lot 63) et du charron Munroe Demers (lot 55).

Le commerce

Le village de Compton choya particulièrement ses marchands au XIX^e siècle. En 1863, il comptait bien huit magasins: quatre sis sur la rue de l'Église et quatre sur le chemin de Sherbrooke-Coaticook (rue Principale), une fabrique de liniment, une tannerie, et finalement deux auberges: l'Union Hotel de W. Paige et la Compton Hotel presque en vis-à-vis, sur la rue de l'Église³⁵.

Trente ans plus tard vers 1896, l'activité commerciale n'avait apparemment rien perdu de son dynamisme. Cinq magasins généraux se faisaient concurrence: les magasins Saint-Laurent et Rea sur la rue Principale et les magasins Craig, Stimson -Knowlton et Guilbert sur la rue de l'Église. Le vieil hôtel Compton, acquis depuis par W. Paige, subsistait et l'hôtel Todd (Oriental) avait entre-temps ouvert ses portes. La fabrique de liniment et la tannerie avaient cependant fermé les leurs (fig. 35).

Après 1896, le nombre des magasins et des hôtels commença à diminuer. En 1906, les évaluateurs n'inscrivaient plus au rôle que les magasins Saint-Laurent, Craig et Stimson (alors propriété d'un certain Robert Lakerman)



Figure 34

LES SERVICES ET LE COMMERCE

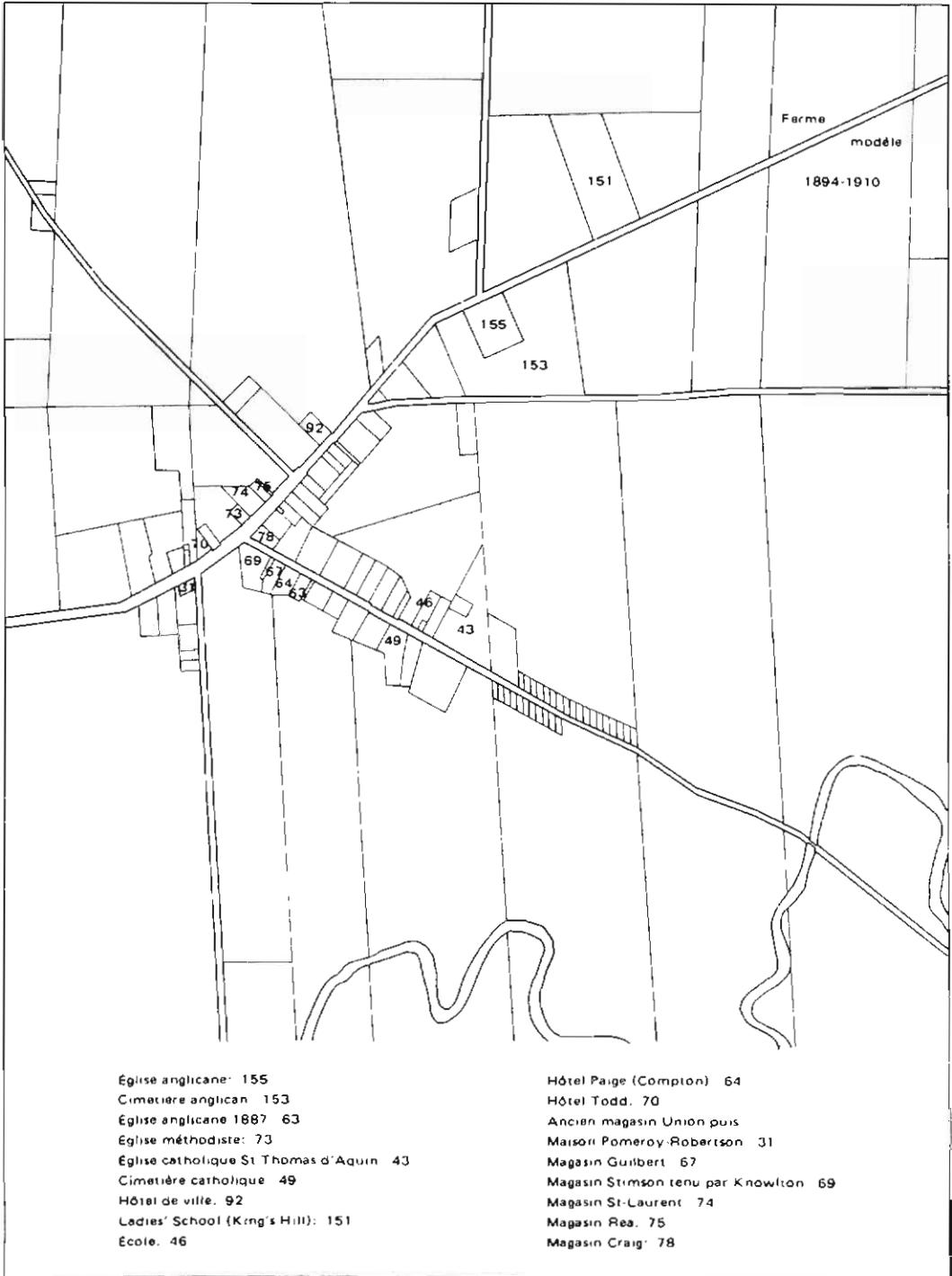


Figure 35

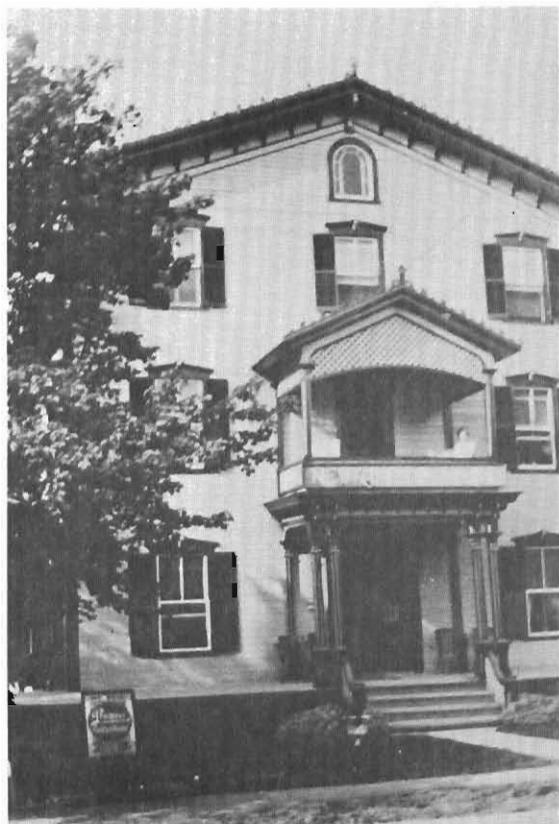


Figure 36. L'hôtel New Compton House en 1919.

et que l'hôtel Oriental. En 1918, François Savary avait fait l'acquisition des magasins Craig (lot 78) et Lakerman (lot 65), demeurant ainsi le seul autre marchand général avec Maurice Saint-Laurent, fils et héritier de Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent. L'hôtel de ville s'était installé dans les locaux de l'hôtel Oriental privant ainsi le village de tout service hôtelier. Un autre hôtel sera construit quelques années plus tard sur la rue Principale.

La maîtrise du commerce et de l'artisanat par les Canadiens français évolua parallèlement avec leur progression numérique. Leur solidarité avait ainsi permis à Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent, dès 1880, de se constituer une clientèle fidèle dans le village et dans le canton. Les "Canadiens" formaient alors un peu moins de 60 pour cent de la clientèle du magasin³⁶ et à peine 25 pour cent de la population cantonale. Leur accession à la majorité après 1900 amena la concurrence

canadienne-française et l'élimination de tous les marchands anglophones. J. Hunter avait remarqué le même phénomène à Coaticook à peu près à la même époque³⁷.

Essentiellement, le magasin général réunissait tous les attributs de la mercerie, de la lingerie, de l'épicerie, de la quincaillerie et du magasin de chaussures. On y vendait aussi bien tissus, boutons, chaussures que vaisselle, faïence, épices, huile et même moulée, etc.³⁸ Rarement réglait-on comptant, mais bien souvent on échangeait de la marchandise contre des oeufs, du bois, etc. Un peu tout le monde était débiteur du marchand général de telle sorte qu'un individu pouvait aussi bien s'acquitter d'une dette envers quelqu'un en payant sa note au magasin général. Le médecin se faisait parfois payer ainsi³⁹. L'endettement des villageois et des campagnards envers le marchand général lui permit souvent d'acquérir de la propriété et de spéculer. L'étude de la propriété ne nous permet pas encore de conclure dans ce sens pour Compton.

Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent, marchand général

La figure de Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent, marchand général à Compton depuis 1878, s'impose par sa présence continue et sa participation intense à la vie communautaire. Comme marchand général, il ne semble pas avoir fait fortune mais menait un train de vie plus élevé que la moyenne des villageois. C'était "un monsieur" et il "passait pour la haute classe" disent les doyens du village qui l'ont connu.

À sa mort, Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent laissait l'inventaire du magasin et une propriété voisine de ce dernier⁴⁰. Le magasin Saint-Laurent fut le seul magasin général à échapper à la spéculation pendant toute la période étudiée. C'était une véritable institution, une sorte d'agora de village où les hommes aimaient "placoter" et où se seraient tenues souvent les assemblées du conseil municipal dont il fut le secrétaire-trésorier permanent. C'était là également, à l'étage du magasin toujours, que les "brothers" de l'association "Independent Order of Foresters" dont il était aussi le secrétaire-trésorier se réunissaient régulièrement⁴¹. Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent fut encore secrétaire-trésorier de la Ferme-modèle⁴², de la commission scolaire⁴³, juge de paix⁴⁴, marguillier⁴⁵ et même vice-président de la Protestant School Board⁴⁶.



Figure 37. Intérieur du magasin Saint-Laurent vers 1905. D'un côté et l'autre du comptoir, Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent et son fils Maurice.



Figure 38. Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent vers 1870.

Ces multiples fonctions comportaient rémunérations et lui permettaient d'arrondir le budget familial. Elles lui donnèrent surtout un pouvoir auquel il voulut ajouter celui de député, le seul qui manquait à son prestige. À deux occasions, en 1894 puis en 1904, tenta-t-il vainement de se faire élire à l'Assemblée législative du Québec.

Les villageois en avaient fait leur homme de confiance, rôle qui, traditionnellement, avait été dévolu au curé. Dès leur arrivée à Compton, les Beaucerons unilingues trouvèrent en la personne du marchand général l'interprète loyal de leurs volontés pour l'achat d'une propriété. Fréquemment, par la suite, trouvait-on le marchand Saint-Laurent comme témoin principal des transactions conclues entre villageois et/ou campagnards⁴⁷.

Comparativement au sénateur Cochrane, qui devait son siège sénatorial au pouvoir de son argent, Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent, à nos yeux, serait le seul véritable homme politique du village. C'était, par excellence, celui qui s'occupait des affaires de la cité.

Les rapports sociaux et ethniques

À travers la structure sociale et l'économie de Compton se profile d'une part, l'image un peu statique d'une petite communauté hiérarchisée entretenant en elle-même des rapports économiques et sociaux inégaux et, d'autre part, l'image persistante d'une société en profonde mutation. Nous le sentons bien, la période concernée en est une de transition entre deux unités ou solidarités. La substitution du groupe français au groupe anglais, au début du siècle, signifiait en effet le remplacement de l'habitant, du marchand, de l'artisan, des notables, bref la constitution d'une nouvelle société dans les anciennes structures.

Ces mutations soulevèrent quelques interrogations sur l'interaction entre les deux groupes culturels.

L'émergence d'une petite élite anglaise et transition vers un pouvoir français

Raoul Blanchard avait remarqué, non sans étonnement, le fait que tous les fonctionnaires municipaux de Sherbrooke en 1912 étaient encore anglais alors que la ville était majori-

tairement française depuis 1881. Il attribuait à la courtoisie canadienne-française l'alternance d'un maire anglais avec un maire français dans de nombreux villages à "grosse majorité française"⁴⁸. Compton ne faisait pas exception. En 1914, le maire était toujours anglais et le procès-verbal des séances du conseil municipal a été rédigé en anglais jusqu'en 1917 alors que le village était majoritairement français depuis plus de dix ans.

Ce que Blanchard appelait ironiquement courtoisie ne serait-il pas plutôt, de la part des habitants, la reconnaissance passive du pouvoir économique des édiles municipaux dont l'élection était fondée elle-même sur la propriété? À Compton, en effet, les grands propriétaires et gentlemen-farmers ont toujours eu tendance à dominer dans les conseils de canton et de village. Depuis le milieu du XIX^e siècle, les familles Pomeroy, Cochrane, Smith et, dans une moindre mesure Bliss furent tour à tour représentées à la mairie et dans le conseil du canton. À l'époque de la construction du chemin de fer et de l'industrialisation, de telles familles s'étaient emparées des villes et villages pour en contrôler la politique de taxation et canaliser les revenus vers leur banque, la Eastern Township Bank, et financer leurs projets. A.T. Galt, n'avait-il pas écrit, à ce sujet:

La meilleure façon pour la société (BAL) de ne pas être maltraitée soit par l'Assemblée législative de la province soit par le conseil municipal était d'acquiescer au sein de ces corps représentatifs une influence qui donna du poids à leur opposition ou à leur appui.⁴⁹

En 1893, le village de Compton fut érigé en municipalité. Les frères A.A. et A.L. Pomeroy et H.D. Smith s'y intéressèrent pendant quelques années. A.L. Pomeroy était conseiller en 1895. L'année précédente, il avait été l'un des promoteurs de la ferme-modèle. Après 1900, ils ont tendance à se retirer de toute activité politique. Une nouvelle élite plus locale apparaît, constituée cette fois de marchands, de commerçants et d'entrepreneurs. Parmi eux, on comptait Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent, C.G. Craig, marchand général, W.W. Paige, hôtelier et propriétaire foncier et D. Sanltry, cultivateur et entrepreneur en construction. Graduellement quelques gros cultivateurs canadiens-français entrèrent au conseil et finalement en prirent le contrôle après 1917. Notons entre autres J.-A. Rivard, Philias Doyon, Esdras Mercier, Damase Bu-

reau. Ce glissement du pouvoir des mains des gentlemen-farmers vers celles des marchands, surtout anglais puis, dans un second temps, entre celles de gros cultivateurs canadiens-français coïncidaient exactement avec la fin d'un type particulier d'élevage et le morcellement des grandes exploitations comme celles des Cochrane et des Smith. La spéculation foncière qu'occasionnait le mouvement migratoire, favorisait pour un temps l'émergence au pouvoir des propriétaires moyens comme W.W. Paige. La rédaction en français des procès-verbaux du conseil, à partir d'avril 1917, signifiait l'emprise définitive du pouvoir canadien-français sur le village.

Les deux solidarités

On chercherait en vain l'unité du village pendant cette période transitoire. Les institutions villageoises, loin de favoriser la cohésion

au sein de la communauté globale, créaient deux solidarités parallèles fondées sur la langue et la religion. D'un côté, les anglo-protestants possédaient deux églises, un collège réputé: le King's Hall, des écoles élémentaires, une ferme-modèle et, à quelques milles du village, à Lennoxville, Bishop's University. Apparente vitalité communautaire qui cachait un mal incurable. Depuis des décennies déjà, ce groupe vieillissant ne pouvait plus se survivre. Plus aucun apport étranger ne venait en outre augmenter ses effectifs et les jeunes partaient (voir chapitre I). D'un autre côté, les franco-catholiques, minoritaires avant 1900, ne se reconnaissaient que dans une seule institution, l'église paroissiale qu'ils partageaient avec leurs co-religionnaires irlandais. Une, parfois deux institutrices, leur dispensaient l'enseignement élémentaire. Après 1900, d'autres institutions d'enseignement, l'Académie Saint-Thomas et le couvent des Soeurs de la Présentation vinrent répondre aux

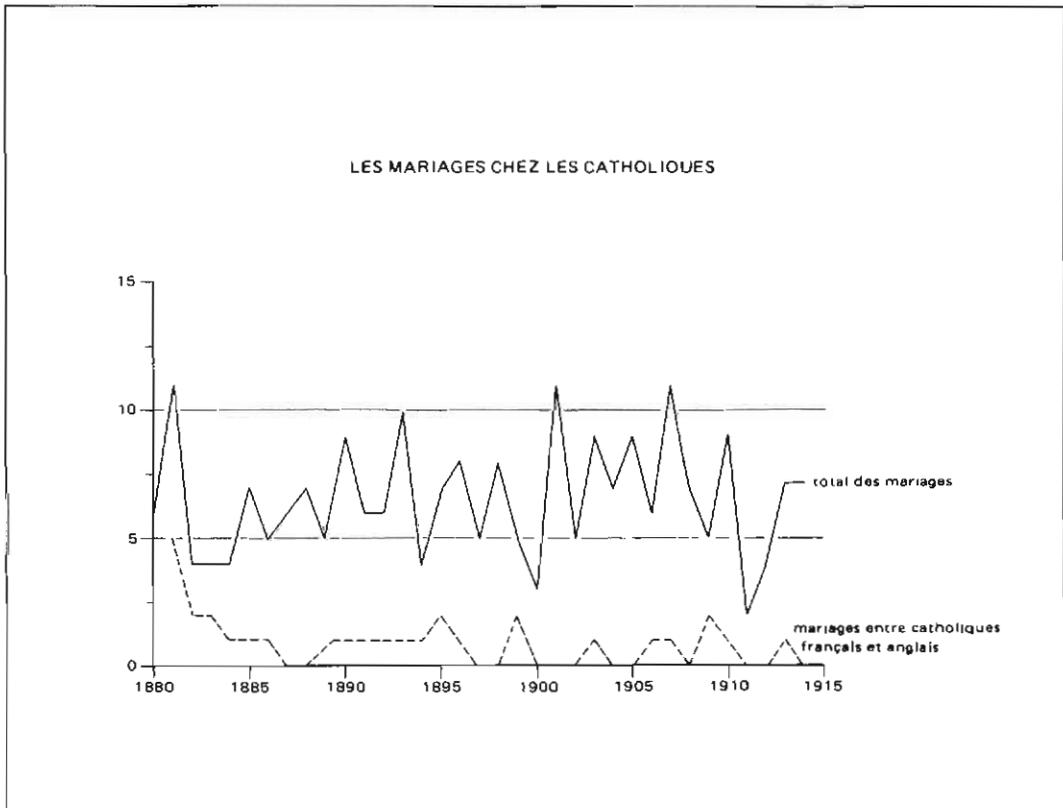


Figure 39

besoins croissants du groupe maintenant majoritaire dans le village. Le Séminaire Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke lui assurait, de plus, l'enseignement secondaire spécialisé comme Bishop's (Lennoxville) le faisait pour les anglophones.

La cohabitation de ces deux groupes à Compton a-t-elle favorisé l'amorce d'échanges culturels ou si l'on veut l'émergence d'un vécu quotidien original? La rareté des mariages mixtes et le caractère exclusif de certaines institutions comme le King's Hall et la ferme-modèle, nous inciteraient à penser plutôt à l'exclusivité des groupes.

Les mariages mixtes

Si, comme nous le croyons, les mariages entre catholiques et protestants et aussi, bien sûr, entre catholiques français et anglais peuvent mesurer le degré relatif de cohésion des groupes ethniques, notre impression de départ serait parfaitement fondée et confirmée par l'examen des registres paroissiaux des trois églises de Compton. Des 128 mariages célébrés chez les méthodistes entre 1875 et 1915 et des 48 mariages célébrés chez les anglicans, seulement quatre mariages dans un cas et deux dans l'autre impliqueraient un conjoint portant un patronyme français⁵⁰. Qu'il nous soit permis, par surcroît, de nous interroger sur la véritable appartenance culturelle de deux d'entre eux Joseph et Joshua Martin qui convolèrent chacun en justes noces avec une méthodiste en 1885 et 1899?

Seuls groupes minoritaires dans le canton et au village, les "Canadiens" et les Irlandais avaient effectué un début de rapprochement: 15 pour cent des mariages (44 ou une moyenne d'un mariage par an) unissaient un individu de chaque groupe (fig. 39). Eux-mêmes minoritaires parmi les catholiques, les Irlandais s'assimilèrent à la longue aux "Canadiens" d'autant plus facilement que l'émigration anglophone vers l'Ouest et les États-Unis rendait impossible toute tentative de regroupement linguistique.

Mariages entre Irlandais et Canadiens français dans une certaine mesure, mariages mixtes exceptionnellement. Pour qu'il en fut autrement, il aurait fallu que les institutions "britanniques" du village s'ouvrissent carrément à la nouvelle réalité ambiante. Or le King's Hall est demeuré comme une espèce d'oasis de souvenir et la ferme-modèle, pour-

tant subventionnée par le gouvernement du Québec, ferma ses portes avec le départ de la population anglophone. L'ouverture ou la fermeture sur le milieu aurait produit le même effet, la disparition du groupe. Curieusement, la communauté anglophone disparut du village et du canton pendant que certains membres de la communauté francophone ne répugnaient pas à faire assimiler leurs enfants. Pour les seules années 1905 et 1906, pas moins de 20 familles avaient obtenu, non sans peine, la permission de l'évêque d'inscrire le ou leurs enfants à l'école protestante⁵¹.

Conclusion: coexistence éphémère

Parler de coexistence de deux sociétés serait possible si elles avaient vécu simultanément une relative stabilité. Or nous avons affaire à deux communautés en situation tout à fait contradictoire; l'une se désintégrant lentement pendant que l'autre, telle une marée montante, occupait progressivement toute la place. Ce mouvement lent de bascule était si imperturbable que nous avons l'impression que les membres de chaque communauté entretenirent des échanges économiques mais ne se rencontrèrent jamais ou si peu.

Chapitre V LA VIE CULTURELLE

À Compton, villageois de langue anglaise et de langue française vivaient séparément et seuls les échanges économiques les rapprochaient. Séparés par la langue, ces villageois l'étaient aussi mais bien davantage par la rivalité séculaire des religions protestante et catholique. Langue et religion, conjuguées si étroitement que protestantisme devint synonyme d'anglais et catholicisme de français, furent aussi deux éléments importants d'intégration à chaque communauté et aussi deux facteurs d'opposition. Opposition constamment attisée dans les Cantons de l'Est par la prose du francophobe et anti-catholique Robert Sellar¹, mais jamais vraiment ouvertement déclarée dans le village sauf à quelques occasions comme lors de l'érection canonique de la paroisse Saint-Thomas en 1891². Chez les catholiques elle amena peut-être une certaine retenue dans les manifestations extérieures du culte.

Tous les comportements engendrés par cette double intégration constituaient la vie culturelle du village. Nous l'aborderons partiellement par le moyen privilégié de la pratique religieuse et de la pratique politique.

La pratique religieuse

Nous pensons un temps pouvoir comparer la pratique religieuse chez les catholiques, les anglicans et les méthodistes. Malheureusement, seule la paroisse catholique a laissé la documentation nécessaire à l'analyse. Ainsi privée de son volet protestant, l'analyse de la pratique religieuse sera forcément partielle, quoique riche d'enseignements sur les facultés d'adaptation des catholiques à un monde pluraliste où les attitudes semblent avoir changé face à une autorité curiale plus facilement contestée.

Aspects de la religion populaire

Absence de signes extérieurs de la dévotion. Croix de chemin, de tempérance, calvaires, chapelles de procession font partie du paysage traditionnel de la campagne québécoise. Qui

n'a pas visité, un jour au cours de ses promenades estivales, ces minuscules et coquettes chapelles sises à l'entrée et à la sortie des vieux villages; qui n'a pas observé la naïveté des christs au coeur saignant et les croix gravées des instruments de la passion aux croisées des chemins ou le long de leur parcours!

On ne trouverait rien de tout cela dans le village de Compton et dans le canton. Tout au plus découvrirait-on, à l'extérieur du village, sur la ferme du fils d'Arthur Groleau, une croix de ciment incrustée d'une niche abritant une statuette de la vierge et, ailleurs en plein champs sur le chemin de Waterville, une croix de bois. Les personnes interrogées là-dessus ne se souviennent pas en avoir vu davantage. Elles ont oublié jusqu'à la raison d'être de ces monuments. Pourtant ces villageois étaient presque tous originaires de la Beauce, lieu privilégié pour le nombre et la variété de telles manifestations du culte.

L'environnement protestant expliquerait, semble-t-il, l'abandon de cette tradition religieuse si vivace ailleurs au Québec. Il ne fallait pas choquer inutilement les susceptibilités protestantes par des signes extérieurs de la dévotion, interprétés parfois comme autant de prises de possession du territoire. La représentation du Christ souffrant entouré des instruments de sa passion, dit-on aussi, leur étaient intolérable. Il faudra attendre 1933 avant que la paroisse, sur l'invitation du curé, n'érige, sur le terrain de l'église, une grotte à la Vierge, mais non un Calvaire.

Faible participation aux associations pieuses. Ce mouvement circonstanciel d'abandon de certaines traditions religieuses populaires en milieu comptonien se serait traduit par ailleurs par une certaine désaffection pour diverses oeuvres pieuses et les confréries. L'abbé Eugène-Edmond Choquette, curé de la paroisse de 1883 à 1896, va plus loin encore. Dans ses rapports annuels à l'évêque, il parle constamment "d'indifférence religieuse" des paroissiens. Son successeur l'abbé Irénée-Alfred Lavallée, curé de 1896 à 1916, arrivait à la même conclusion dans son rapport de 1897. En 1911, à la question expresse de l'évêque sur le zèle des fidèles pour les diverses oeuvres et confréries, il répondra par un "un peu" sec et laconique³.

L'absence des prénoms Joseph et Marie. L'investigation minutieuse des registres paroissiaux de 1875 à 1900 pour fins d'analyse démo-

graphique (voir chapitre I), nous a fait constater, sans l'avoir mesuré cependant, la propension des fidèles comptoniens à ignorer les prénoms Joseph et Marie lors du baptême de leurs enfants. Prise isolément, cette tendance perd un peu de signification. Était-elle typiquement estrienne? Comparée aux habitudes des Beaucerons à la même époque (ce qui malheureusement ne pouvait être fait), elle prendrait une dimension intéressante pour l'analyse du sentiment religieux. Chose certaine, la tradition se pratique toujours de nos jours; elle se pratiquait aussi au XIX^e siècle. Deux ans de recherche pour le compte d'un dictionnaire biographique nous le confirment abondamment.

Comment expliquer cet éloignement de la tradition? Par l'anecdote? Ce serait trop facile. Replacée dans le contexte général du sentiment et de la pratique religieuse, qui étaient fort tièdes, elle prendrait alors une dimension insoupçonnée.

Le paiement de la dîme

Le soutien matériel du curé a toujours été une obligation de conscience à laquelle doit se soumettre de bonne grâce tout catholique pratiquant. C'est la principale raison d'être de la dîme qui s'élevait, à Compton, à 60 cents par 100 dollars d'évaluation. Par négligence, par mauvaise volonté, par indifférence religieuse ou par les trois à la fois, les paroissiens de l'église Saint-Thomas refusèrent ou négligèrent souvent de payer la dîme que le curé voulait prélever sur eux. Durant tout le pastorat de l'abbé Maurice Beaudry (1877-1883) et celui du curé Choquette (1883-1896), jamais le curé ne réussit à percevoir le paiement complet de la dîme⁴. Loin de là, la moitié des paroissiens s'y étaient soustraits en 1877, le tiers en 1886. Aux dires même du curé Choquette, le problème était "insoluble"; il lui semblait "impossible de retirer le montant prélevé pour (son) soutien". Sa situation pécuniaire était à ce point instable qu'il dut obtenir de l'évêque, après 1883, la permission de puiser annuellement 50 \$ à même les fonds de la fabrique⁵. Pour les mêmes raisons probablement, exerçait-il, par surcroît, les fonctions de bedeau et de sacristain: fonctions qui rapportaient, en 1902, un revenu supplémentaire de 100 dollars.

C'est à la suite de la lecture publique de l'avis pour l'érection canonique de la paroisse, faite par Jean-Baptiste-Mofse Saint-Laurent

les dimanches 21 et 28 septembre 1890, que l'opposition à la dîme s'exprima le plus ouvertement⁶. L'érection canonique de la paroisse et par la suite sa reconnaissance civile rendent obligatoire le paiement de la dîme. Cela déplaisait aux francs-tenanciers anglais qui présentèrent une requête en opposition⁷ et à de nombreux francs-tenanciers canadiens-français parmi "les plus influents" qui s'accommodaient très bien du régime existant. L'opposition à l'érection aurait été si grande que le curé Choquette demanda à l'évêque de la suspendre dans une lettre datée du 27 décembre 1890 dont nous reproduisons de larges extraits pour bien faire voir l'esprit d'insubordination qui animait les paroissiens à cette époque:

Maintenant, monseigneur, je poursuis actuellement la visite de la paroisse, et je reviens, ce soir, peu encouragé.

Je ne puis vous dissimuler la tristesse que j'éprouve en constatant, presque à chaque maison, un courant d'idées tout opposées à cette érection, pour le temps présent. Je vois, plus que jamais, que nous allons sacrifier la concorde et l'harmonie déjà existantes entre les divers éléments de cette paroisse, et je tombe à la merci d'une difficulté qui va rendre ma position fort pénible. C'est pourquoi, je vais devoir représenter à Votre Grandeur l'opportunité de suspendre, pour le moment, la procédure de cette érection, pour les raisons suivantes:

Une expérience de huit années à Compton me met en position d'affirmer que la subsistance du prêtre, et par la suite, la direction et le succès des oeuvres de la paroisse dépend plus de la bonne volonté des gens que du fonctionnement de toute loi positive de l'autorité. L'exploitation de cette bonne volonté, par diverses industries, a toujours été ma plus grande ressource ici. Or, cette bonne volonté devient incompatible avec l'effervescence des esprits et l'aigreur que produit l'adoption immédiate de la nouvelle mesure. L'antipathie déclarée de l'élément opposant, qui forme la partie la plus intelligente et la plus influente, va amener inévitablement un certain démembrement et une division des plus fâcheuses.

[...] Enfin d'ici à Pâques, j'ai toute une croisade à faire pour le paiement de la dîme, et j'y renonce forcément, en voyant la marée montante du mécontentement qui vient de s'affirmer même par le refus de toute aumône chez quelques-uns.⁸

Le 9 juin 1891 l'érection canonique était décrétée sans que se soient produits apparemment les troubles tant appréhendés. Jusqu'en 1896, année de son départ de Compton, le curé Choquette éprouvait toujours les mêmes difficultés à percevoir la dîme. Cette année-là, plusieurs paroissiens la payèrent partiellement, s'assurant ainsi qu'elle ne serait pas répartie entre l'église et le curé⁹! Après 1896, date d'intronisation du nouveau curé, l'abbé Irénée-A. Lavallée, on chercherait en vain les remarques alarmistes de son prédécesseur. Au contraire, selon le premier rapport du nouveau curé en 1897, "la dîme (serait même) payée assez bien"¹⁰. Que s'était-il passé? Était-il possible que les paroissiens aient changé si subitement d'attitude sans qu'on les y ait forcés? L'abbé Lavallée dit-il toujours la vérité? Fort de l'appui de la loi, il put peut-être faire ce que le curé Choquette jugeait impossible: percevoir la dîme et récupérer même les arriérés. Non sans mal toutefois si l'on se rapporte aux nombreux cas portés à l'arbitrage de l'évêque¹¹. La tâche du nouveau curé n'aurait-elle pas été facilitée aussi par l'arrivée de nombreux paroissiens moins réfractaires?

Incidemment le refus de payer la dîme diminuait avec l'augmentation de la population catholique. La moitié des paroissiens s'en exemptaient en 1877, le tiers en 1886; en 1897 ils payaient assez bien. On remarquera le même phénomène au sujet de l'observance qui se généralisera parallèlement à la croissance de la population catholique. Tout se passa donc comme si la disparition du pluralisme religieux et linguistique avait fait apparaître un conformisme contraignant dont les Beauce-rons auraient été, en dernière instance, les principaux protagonistes.

La pratique religieuse

La dévotion, la participation aux activités para-religieuses comme les confréries, les contributions matérielles pour le soutien du curé et de l'église sont certes des indices révélateurs de la pratique religieuse. Elles ne sauraient cependant la mesurer avec autant de profondeur que l'assistance à la messe dominicale, la fréquentation des sacrements, la pascalisation qui en seraient véritablement le thermomètre.

L'indifférence religieuse. De façon constante, les curés Beaudry, Choquette et Lavallée dé-

ploraient "l'indifférence religieuse" des paroissiens. Négligence du devoir pascal, non-observance des dimanches et des fêtes, éloignement des sacrements, travail le dimanche, conduite scandaleuse de quelques ivrognes et parfois concubinages, constituaient généralement les désordres rapportés annuellement à l'évêque. Jugements pessimistes peut-être mais qui contenaient leur large part de vérité. Comment interpréter autrement leur permanence, du curé Beaudry au curé Lavallée!

Ces évaluations subjectives, toutes concordantes fussent-elles, demeurent générales. Ajoutées au dénombrement des pascalisants (ou plutôt des non-pascalisants), elles permettent une approche plus exacte de la pratique religieuse à Compton.

Les observants. La première évaluation quantitative explicite de la pratique est fournie par l'abbé Choquette dans son rapport de 1891. "Plus d'un cinquième (des catholiques baptisés) ne sont pas catholiques pratiquants"¹², ce qui équivaut à quelques 150 personnes. S'ajouteraient à celles-ci une cinquantaine d'individus qui n'ont pas pascalisé¹³. En 1899, le curé Lavallée estimait à une dizaine les "familles (qui) ne viennent pas à l'église"¹⁴ et à 20 le nombre de non-pascalisants. Ce sont les deux seules indications chiffrées concernant les pratiquants. Les autres n'étaient relatives qu'à la pascalisation c'est-à-dire aux catholiques qui avaient fait leurs pâques.

Nous aurions affaire ainsi à deux groupes de catholiques: les observants saisonniers et réguliers. Les premiers seraient les catholiques non pratiquants mentionnés à deux reprises dans les rapports pastoraux. Ils se présenteraient à l'église pour marquer les trois grands moments de leur vie à savoir la naissance, le mariage et la mort. Peut-on compter parmi elles les familles qui attendaient que leur enfant ait atteint l'âge d'un an, parfois davantage, avant de le porter sur les fonts baptismaux? Entre 1875 et 1900, 34 enfants furent baptisés entre 3 et 6 mois, 13 entre 7 et 12 mois et 23 après un an¹⁵. De ce groupe, ferait probablement partie un Munroe Demers, char-ron, qui fit baptiser un enfant d'un an en 1895, un deuxième en 1896, un troisième en 1899¹⁶. Entre-temps, en 1898, il avait épousé une demoiselle Booth¹⁷ à l'église anglicane où il sera inhumé dans les années 1930. Certains membres de la famille Lyonnais seraient aussi à placer dans ce groupe; ils firent baptiser en 1875, 1880, 1881, 1892 des enfants dont l'âge

variait d'un an à six ans¹⁸. C'est vraisemblablement aussi le cas d'un certain J.-B. Deschamps, dont la famille dut obtenir après l'intervention de Mgr Larocque de Sherbrooke, la permission d'avoir son service d'enterrement en mars 1902¹⁹.

Les seconds, les observants réguliers, se partageaient, à leur tour, en deux sous-groupes: les pascalisants et messalisants et les pascatins ou messés²⁰. Les pascalisants et messalisants faisaient régulièrement leurs pâques, assistaient assidûment à la messe dominicale et aux offices religieux les jours de fête; les pascatins ne faisaient que leurs pâques. La majorité des paroissiens, somme toute, pascalisaient. Entre 1877 et 1915, la courbe des pascalisants varia entre 70 et 99 pour cent. Dans les années 1885 et 1895, il arrivait que 100 à 130 personnes ne se confessent ni ne communient à Pâques. Après 1895, époque de l'arrivée du curé Lavallée, et après 1900, celle où les catholiques canadiens-français prirent la majorité dans le canton, le taux de non-pascalisants se fixa à un pour cent

(fig. 40). Comment expliquer ce changement d'attitude? Tout simplement, semble-t-il, par l'arrivée à Compton de paroissiens dont la majorité pratiquaient assidûment leur religion. Il tiendrait peut-être aussi à la personnalité du curé Lavallée qui répondait toujours vaguement aux questions de l'évêque de peur peut-être d'attirer l'attention sur la situation réelle de la paroisse. La conduite "peu charitable" du curé fut souvent dénoncée par les paroissiens. Il apparaît que l'évêque leur ait donné raison²¹.

Nous en tenir au seul indice de la pascalisation ne risque-t-il pas de nous entraîner dans de fausses interprétations? La pratique religieuse s'améliora sensiblement. Là-dessus l'indice de pascalisation ne trompe pas. Mais combien restaient-ils de pascatins? En d'autres mots, dans quelle mesure les pascalisants satisfaisaient-ils à la pratique dominicale? Il est bien difficile d'en évaluer la proportion même approximative, les curés ne comptabilisant pas l'assistance à la messe dominicale. Ils continuaient cependant à se

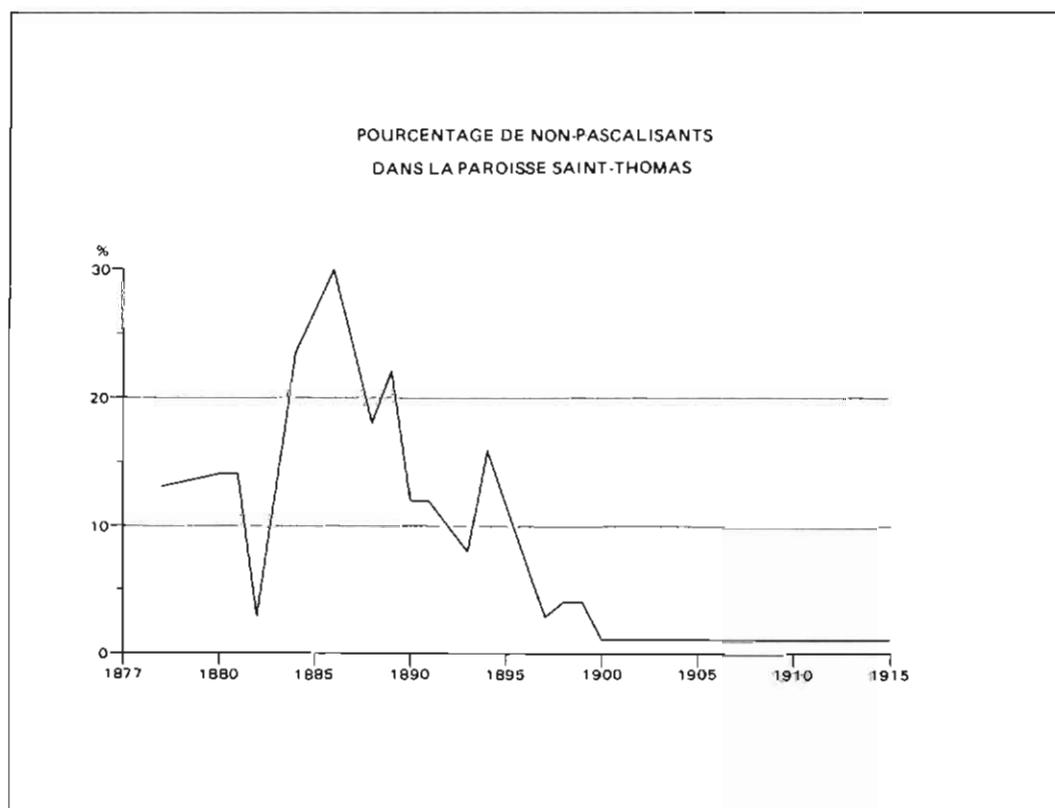


Figure 40

plaindre de ce que "l'observance des dimanches et fêtes laissaient à désirer"²².

Bilan

Au terme de cette brève analyse de la pratique et du sentiment religieux, certains traits de la physionomie du catholique comptonien s'imposent d'eux-mêmes. Transplanté subitement dans un peuplement étranger, il avait abandonné les signes extérieurs traditionnels de sa religion. Minoritaire vivant en milieu protestant, il a eu tendance aussi à prendre certaines distances face à la pratique régulière et, partant, défiait plus facilement le curé dont l'autorité souvent contestée n'égalait jamais celle des curés des anciennes paroisses. Le témoignage du curé Choquette est, là-dessus, très éclairant. Après 1900, au moment même où les catholiques canadiens-français prenaient la majorité, on a l'impression que tout rentra dans l'ordre. La dîme se payait régulièrement et les paroissiens semblaient se soumettre à leurs devoirs religieux.

Les comportements politiques

La vie politique municipale

Étudier la vie politique municipale à partir des comportements serait souhaitable. Malheureusement pour nous, il n'existe, à notre connaissance, aucun rapport d'élection détaillé sur lequel nous appuyer pour proposer quelques hypothèses sérieuses. Donc, le vide autour de la pratique politique municipale mais quelques données sur la composition des conseils qui fera l'essentiel de notre propos.

La lecture des procès-verbaux des séances du conseil²³ nous laisse l'impression que le village fut dominé par un petit groupe d'une dizaine d'individus qui occupèrent, par alternance, les différents postes de maire, conseillers et "fonctionnaires"²⁴. Les noms Daniel Saultry, W.W. Paige, B.F. Hitchcock, L.Q. Bliss, C.G. Craig, J.-A. Dufort et aussi Philias Doyon, Damase Bureau sont les plus souvent rencontrés. Le conseil municipal fut aussi dominé dès sa constitution en juin 1893 jusqu'à la Première Guerre par les anglophones, en particulier par W.W. Paige, grand spéculateur foncier, B.F. Hitchcock et

L.Q. Bliss. Jean-Baptiste-Mofse Saint-Laurent assurait la permanence au secrétariat. La domination anglaise sur le conseil se maintint même après l'accession des Canadiens français à la majorité dans le village. En 1917, la rédaction définitive des procès-verbaux en français marquait vraiment la fin du pouvoir anglais. Cela ne se fit pas sans peine. Un pouvoir menacé est toujours un pouvoir résistant. "Au début", nous confie Désiré Rodrigue, "les Anglais n'aimaient pas que les Canadiens entrent au Conseil. Quand les Canadiens devinrent majoritaires, ils ont dû se plier."²⁵

La vie politique provinciale et fédérale

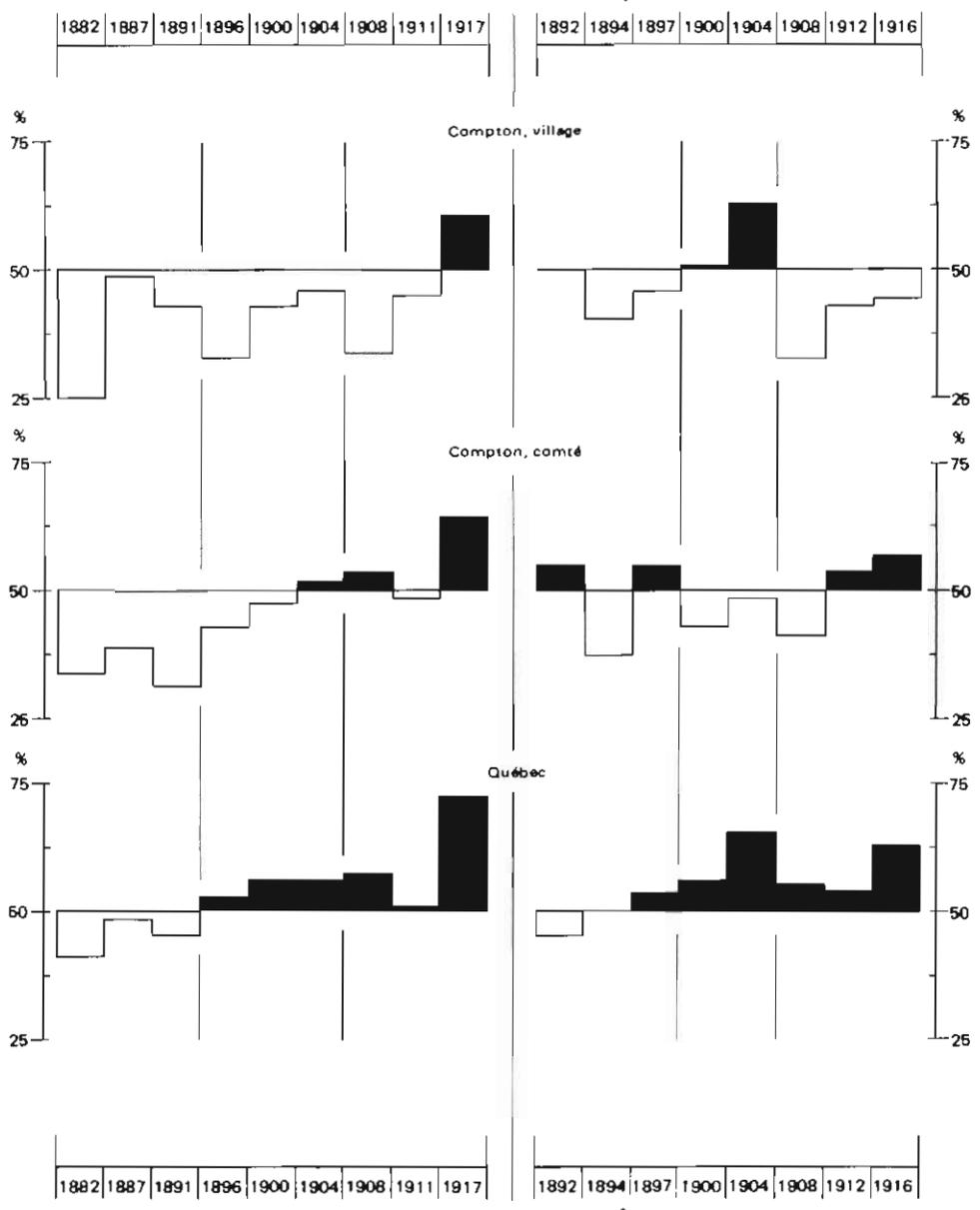
C'est la présence à Compton de Louis Saint-Laurent et de son père Jean-Baptiste-Mofse, à savoir les années 1880 à la Première Guerre, qui ont servi de limite temporelle à notre histoire du village. Ces quelques 40 ans sont, à vrai dire, uniques dans l'histoire de Compton à cause des profonds changements démographiques qui l'ont complètement transformé. Pendant la même période, la vie politique provinciale et fédérale fut aussi fort agitée. À Québec, le parti national d'Honoré Mercier prenait le pouvoir, en 1887, avec le soutien des nationalistes de toute teinte mobilisés autour de l'affaire Riel, devenue symbole des antagonismes anglais et français; à Ottawa, en 1896, Laurier mettait fin au long règne conservateur grâce au renversement d'allégeance du Québec en faveur des Libéraux. Les perspectives de guerre, et avec elles, la question contreversée de la contribution canadienne à l'armée impériale provoquèrent la chute du gouvernement Laurier. Finalement la guerre elle-même et la crise de la conscription dressèrent à nouveau le Canada et le Québec, l'un contre l'autre et laissaient le pays profondément divisé.

Comment les habitants d'un petit village agricole, paisible mais tiraillé lui aussi par les changements, ressentirent-ils tous ces événements politiques qui se déroulaient souvent bien loin d'eux?

Profonde discordance de la vie du village par rapport à la vie politique provinciale et fédérale. Depuis décembre 1878, date où Jean-Baptiste-Mofse Saint-Laurent s'établissait à Compton, jusqu'à la Première Guerre, les votants québécois appuyèrent généralement les représentants du même parti politique à l'Assemblée législative de Québec et à la Chambre

LE VOTE LIBÉRAL FÉDÉRAL
DANS LE VILLAGE, LE COMTÉ ET LE QUÉBEC

LE VOTE LIBÉRAL PROVINCIAL
DANS LE VILLAGE, LE COMTÉ ET LE QUÉBEC



Sources. Rapports du président des élections: Harnelin, Lestart * 1894 élection complémentaire dans Compton

Figure 41

des communes à Ottawa. Leur choix pour un parti provincial a toujours été conforme à leur choix précédent pour le parti frère fédéral. L'élection du parti national de Mercier infirmait cette règle; celle du gouvernement libéral de Marchand en mai 1897, un an après la première victoire de Laurier, la confirmait. Choix primordial pour un parti fédéral mais toujours fait en fonction de l'intérêt québécois dans la mesure où il reflétait le particularisme de la province. La fidélité du Québec à Laurier, abandonné par ses principaux lieutenants des autres provinces pendant la Première Guerre et la crise de la conscription, en fut l'illustration la plus éclatante.

La conformité d'attitude de la plupart des comtés du Québec aux deux niveaux de gouvernement, place le comté et principalement le village de Compton dans une position marginale. Il est difficile de percevoir dans leurs suffrages les changements politiques survenus au Québec et au Canada. Le comté et le village suivent avec un retard de deux puis de cinq élections (fig. 37) le mouvement amorcé par la victoire libérale de Laurier en 1896. Au niveau provincial, la discordance domine (fig. 37). Depuis l'élection complémentaire provinciale de 1894 à l'élection de 1916, le village accorda toujours son suffrage aux conservateurs, sauf à l'élection de 1904 où Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent, fort de l'appui de ses compatriotes nouvellement arrivés, obtint une majorité libérale. Aux élections fédérales, le village vota libéral pour la première fois en 1917. Le comté, par contre, était acquis aux libéraux en 1904, 1908 puis, comme tous les comtés à majorité française du Québec, en 1917.

La vie politique villageoise ne battait pas au rythme du comté, encore moins à celui de la province. En 1896, 49 comtés québécois sur 65 éalisaient un candidat laurieriste; la majorité conservatrice dans le comté, de 36,2 pour cent en 1891 chutait à 13,4 pour cent. Le village, indifférent ou indécis, s'abstint (43,6 pour cent) et favorisait par là l'élection d'un conservateur²⁶. Le village trouvait difficile de s'affranchir de la tutelle des Pope comme l'avait fait le canton en 1904. À l'élection fédérale de 1908, en effet, il donnait encore une grosse majorité à R.H. Pope, candidat conservateur, député de 1891 à 1904 et fils de l'Hon. J.H. Pope, député de Compton de 1871 à 1889. Le village prenait enfin le pas du Québec en 1917, à l'occasion d'une élection dominée par la crise conscriptionniste. Seuls les trois comtés anglais du Québec restèrent

fidèles aux conservateurs. En Ontario, c'était la situation inverse: les conservateurs emportaient 74 des 82 sièges de la province en laissant aux libéraux que les comtés à majorité ou à forte concentration française²⁷.

Cette première victoire libérale dans le village coïncide également, avec six mois d'écart cependant, à la francisation des débats au conseil de la municipalité. Elle marquait la maîtrise définitive des Canadiens français dans le village.

L'abstention. De l'élection fédérale de 1882 à celle de 1917, la participation électorale, faible au XIX^e siècle (50 à 60 pour cent) dans le village et dans le comté, s'accrut lentement au XX^e siècle de telle sorte qu'en 1917, 85 pour cent de tous les électeurs inscrits se présentaient aux urnes (fig. 43). À l'élection de 1896 elle-même, 45 pour cent des électeurs inscrits du village et du comté s'abstinrent de voter. En 1917, une participation de 85 pour cent constituait alors et constitue toujours une performance dans nos démocraties occidentales.

La participation à une élection provinciale n'atteignit jamais de tels sommets. Le taux le plus élevé soit 75 pour cent fut atteint à deux reprises en 1904 et en 1916 dans le village, et qu'une seule fois en 1916 dans le comté. Il faut savoir gré à la candidature libérale de Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent d'avoir fait sortir le vote en 1904 en obtenant que 91 des 122 électeurs inscrits au village s'expriment. Ses efforts furent malheureusement vains dans le comté où 35 pour cent des électeurs préférèrent s'abstenir (fig. 42). En 1916 le gouvernement Gouin tira abondamment parti de l'indignation québécoise suscitée par l'adoption du Règlement XVII en Ontario et de la campagne menée dans les paroisses du Québec pour ramasser des fonds destinés à secourir "les blessés français de l'Ontario"²⁸. La propagande impérialiste et la crainte de la conscription n'étaient pas sans aider non plus la cause des libéraux provinciaux et secoua l'apathie des électeurs.

En règle générale, les électeurs s'intéressaient moins à la politique provinciale dont l'action paraissait secondaire à l'époque. C'est la raison pour laquelle l'abstention fut toujours plus élevée à une élection provinciale (fig. 42). Toutefois la diminution des abstentions observée aux élections fédérales se perçoit ici aussi mais de façon moins manifeste (fig. 43).

L'intérêt accru pour la chose politique et le changement d'allégeance coïncidaient donc en-

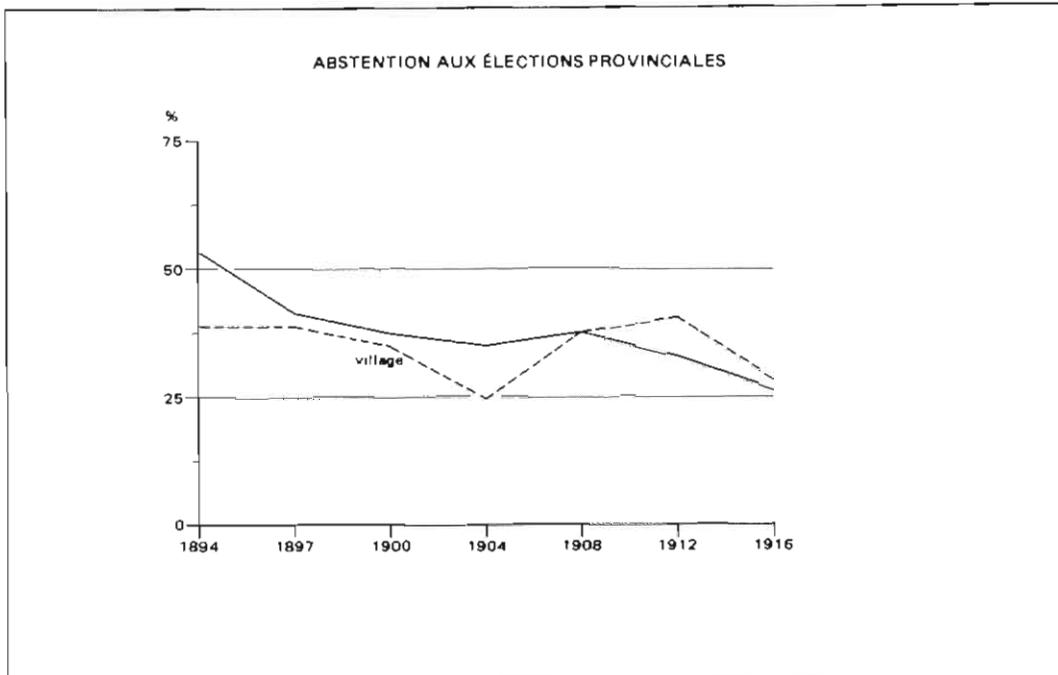


Figure 42

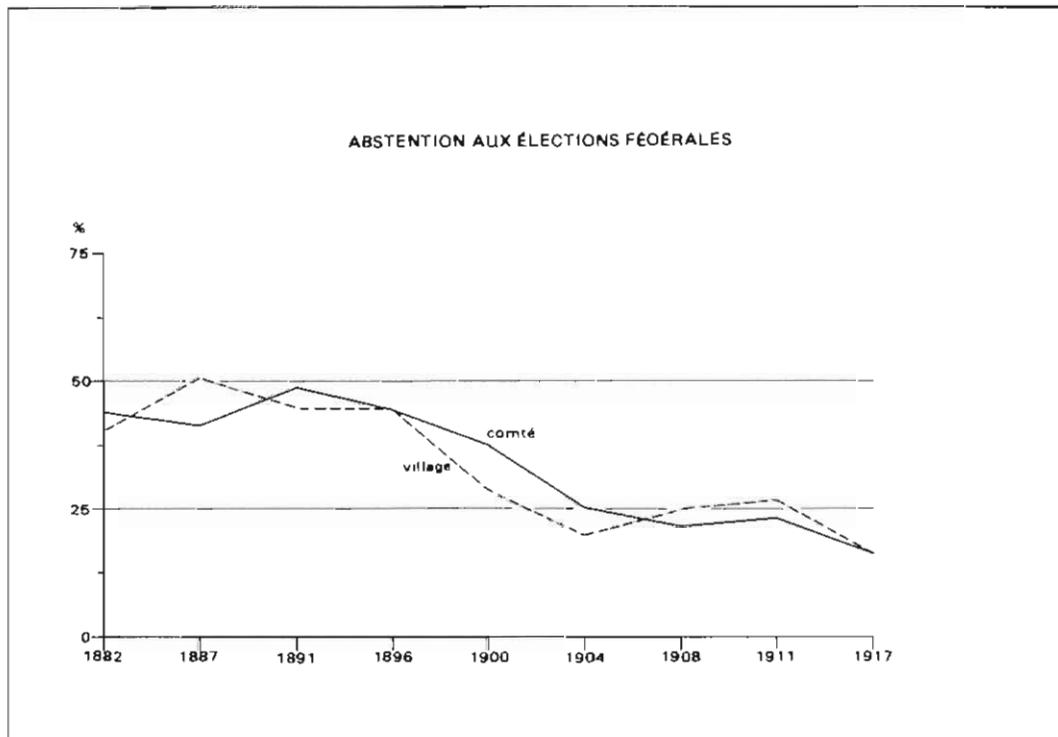


Figure 43

core avec le renversement de la structure démographique dans le village et dans le comté. C'est un fait maintenant constant qu'à Compton tout changement accompagnait ce mouvement migratoire.

Les Associations

Les trois églises et les deux communautés linguistiques du village possédaient un certain nombre d'associations susceptibles idéalement de créer des liens de solidarité entre leurs membres respectifs et d'entretenir leurs sentiments d'appartenance à leur communauté nationale et à leur religion. Compton en avait plusieurs mais les seules qui nous sont connues ont plutôt un caractère exclusif. Le conseil de la fabrique, la loge des forestiers indépendants, la ferme-modèle et le Ladies' College (King's Hall) s'adressaient à un petit groupe d'individus à Compton. La ferme-modèle n'avait accueilli que 104 élèves en dix ans d'existence²⁹ et le King's Hall recrutait ses professeurs en Angleterre et ses étudiantes dans les milieux bourgeois anglophones du Canada³⁰. Au sein de chaque Église, ont existé sans doute des associations pieuses dont nous savons à peu près rien. Avant 1900, les catholiques n'y auraient manifesté que peu d'intérêt. Sous le pastorat du curé Lavallée cependant les choses se seraient améliorées; la confraternité de la milice angélique comptait dans ses rangs 108 enfants en 1906 et en recevait en moyenne une vingtaine par année³¹.

La fabrique

Les marguilliers et leurs fonctions. *Board of trustees* chez les anglicans et les méthodistes, conseil de fabrique chez les catholiques, ces associations avaient plus ou moins la même fonction, celle d'administrer les biens et les revenus de l'église paroissiale. Chez les protestants comme chez les catholiques, les notables occupaient une place plus ou moins prépondérante: Pomeroy, Kendrick chez les méthodistes, le sénateur Cochrane et son fils Jos. A. chez les anglicans, enfin J.-A. Dufort, le docteur Thomas LaRue, J.-B.-M. Saint-Laurent, etc. chez les catholiques.

L'établissement d'un corps de marguilliers suivit immédiatement l'érection canonique de la paroisse Saint-Thomas en juin 1891. Trois

marguilliers furent alors élus par "les francs-tenanciers et les tenants feu et lieu, assemblés sous la présidence du curé (Choquette)"³². De ces trois marguilliers assis au banc d'oeuvre, un seul à la fois, à tour de rôle, était en exercice³³. Chaque année un nouveau marguillier entrait au conseil "à raison de la vacance causée par la sortie de charge du marguillier comptable"³⁴. L'élection se faisait obligatoirement le dernier dimanche de l'année et était annoncée au prône le dimanche précédent³⁵.

Le marguillier en exercice devait tenir les livres et "faire toute la dépense courante de l'église et de la sacristie"³⁶. Aux marguilliers de l'Oeuvre appartenait la charge "de traiter avec le curé des affaires ordinaires" comme la concession des bancs, la police dans et près de l'église³⁷, conjointement avec les paroissiens dont ils étaient les mandataires, à la construction et la réparation de l'église, du presbytère et des dépendances³⁸. Il semble qu'à Compton, le curé s'appropriâ les pouvoirs du marguillier comptable reléguant celui-ci à un titre purement honorifique. C'est lui, en effet, qui tenait les livres et administrait le budget de la fabrique. En 1902, les marguilliers confirmèrent le curé Lavallée dans ses fonctions³⁹. En 1915 celui-ci détenait toujours les cordons de la bourse et faisait entériner par les marguilliers ses décisions comme celle d'acheter avec les deniers de la fabrique pour 97,50 \$ de bons du gouvernement fédéral pour l'emprunt de guerre⁴⁰.

Le conseil de fabrique s'acquitta fort bien de sa tâche. En 1896, il entreprit la construction d'une nouvelle sacristie et de la rénovation de toute l'église afin d'y loger plus de bancs⁴¹. En 1903, le curé Lavallée caressa le projet de construire une nouvelle église au coeur du village. L'évêché de Sherbrooke aurait même fait l'acquisition de la propriété de feu le docteur King à cet effet. L'opposition des paroissiens mit fin à ce projet⁴². Chefs, depuis peu, de la communauté majoritaire, le curé et les marguilliers, ne voulaient-ils pas ainsi poser un geste éclatant d'appropriation du territoire!

Les bancs. La rente des bancs permettait à la fabrique d'acquérir des revenus afin de s'acquitter de ses responsabilités. Contrairement à la dîme, elle n'était pas proportionnelle à la valeur de la propriété mais plutôt à la valeur subjective que lui conférait le fidèle lors de sa mise aux enchères. Avant 1895, les contributions annuelles des quelques 120 à 130 familles

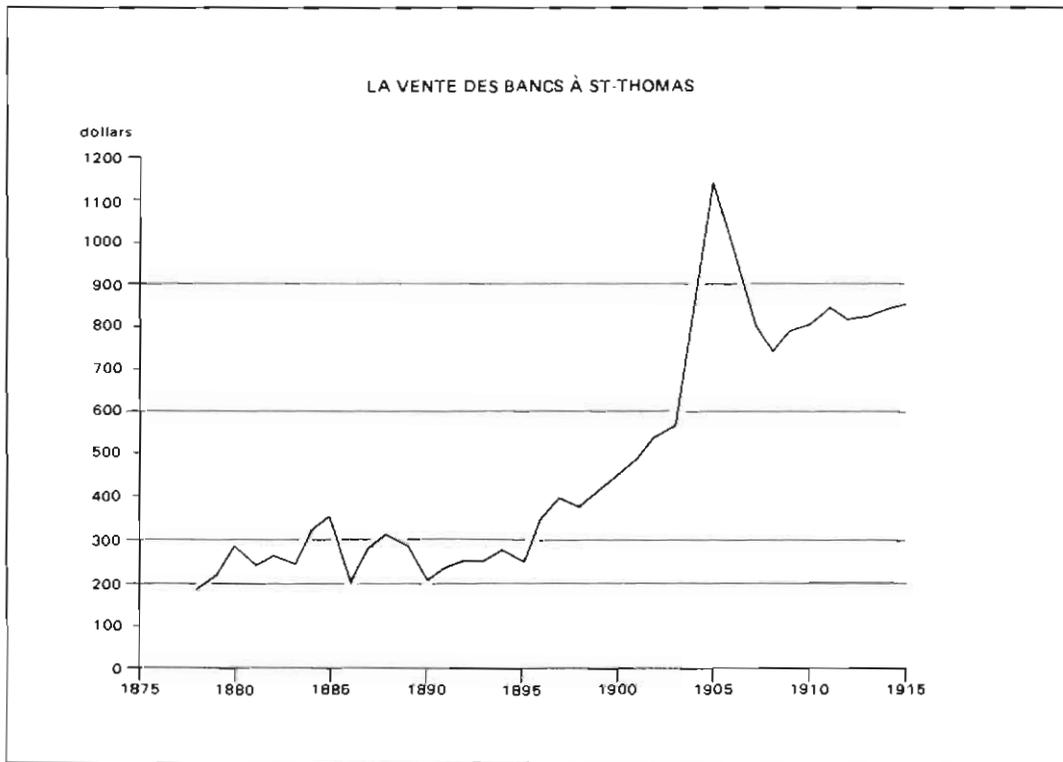


Figure 44

de la paroisse dépassèrent rarement les 280 dollars. Considérant que certains paroissiens payaient jusqu'à cinq dollars et parfois plus pour leur banc (Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent payait le sien 10,25 \$)⁴³, on peut penser que certains individus n'avaient pas leur banc à l'église. En définitive, la rente des bancs augmenta parallèlement à la dîme et à la pratique religieuse. Pourquoi aurait-on payé son banc à l'église quand on payait si mal sa dîme et observait si peu le dimanche!

Après 1895, le revenu de la rente annuelle des bancs se mit à grimper pour atteindre exceptionnellement, en 1905, 1131,05 \$ et se stabiliser ensuite autour des 800 dollars (fig. 44). La venue de nouvelles familles favorisa certes cette hausse. C'était aussi dû au conformisme religieux qui s'installa à Compton après 1900.

L'ordre des forestiers indépendants

Les hasards de la recherche ont voulu que la seule association sur laquelle nous ayons quelques renseignements soit l'Ordre des forestiers indépendants, une société semi-secrète. Introduite à Compton en 1894, elle recruta ses membres, une vingtaine environ⁴⁴, à Compton, Moes' River et Hillhurst. Société de secours mutuelle, l'Ordre faisait bénéficier ses membres, appelés "frères", d'une assurance sur la vie et s'engageait à aider les enfants des frères décédés et à assister les frères malades.

La société mère, *British Foresters*, fut fondée en Angleterre au XVIII^e siècle et essaima tôt en Amérique du Nord. Au cours du XIX^e siècle, l'association américaine rompit avec la société anglaise, devenant ainsi l'Independent Order of Foresters. En 1881, lorsque le docteur J.P. Oronhyatekha, un agnier canadien, prit la direction du mouvement, celui-ci n'avait que 369 membres et agonisait. Oronhyatekha lui donna un essor considérable

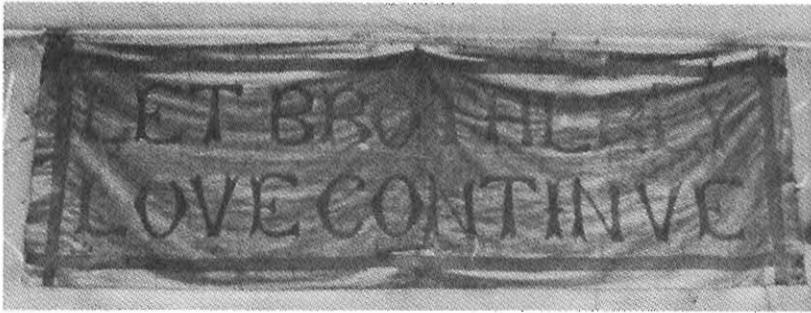


Figure 45. Une des bannières de l'Ordre indépendant des forestiers, avec lettrage doré sur fond blanc, portant l'inscription suivante: "Que l'amour fraternel continue".

si bien qu'en 1900, l'Ordre avait un actif de 2,5 millions de dollars et comptait 170 000 membres recrutés aux États-Unis et au Canada⁴⁵.

L'organisation de l'Ordre était très hiérarchisée. Instance suprême, la Supreme Court de Toronto avait à sa tête un Supreme Chief Ranger qui était le docteur Oronhyatekha lui-même. En 1900, le Québec formait une High Court autonome et avait son siège social à Québec. Un High Chief Ranger présidait cette cour dont relevaient toutes les loges du Québec dont celle de Compton. Le conseil de la loge de Compton se composait d'un Chief Ranger, d'un Vice-Chief Ranger, d'un Recorder Secretary et d'un Financial Secretary. Jean-

Baptiste-Mofse Saint-Laurent fut Recorder Secretary de 1894 à 1907, peut-être plus longtemps⁴⁶.

En 1894, la loge avait déjà 26 membres dont 21 habitaient sur le territoire du village. Certains membres nous sont maintenant familiers: ce sont les frères A.A. et A.L. Pomeroy, W. Paige, M. Demers et Jean-Baptiste-Mofse Saint-Laurent⁴⁷. Les réunions régulières de l'Ordre se tenaient à l'étage du magasin Saint-Laurent où l'on peut toujours voir, accrochées sur les murs gris, trois bannières jaunies sur lesquelles on peut encore lire certains adages proposés à la réflexion des frères tels "l'union fait la force" et "personne ne peut vivre que pour soi" (fig. 45). Un certain mystère entou-

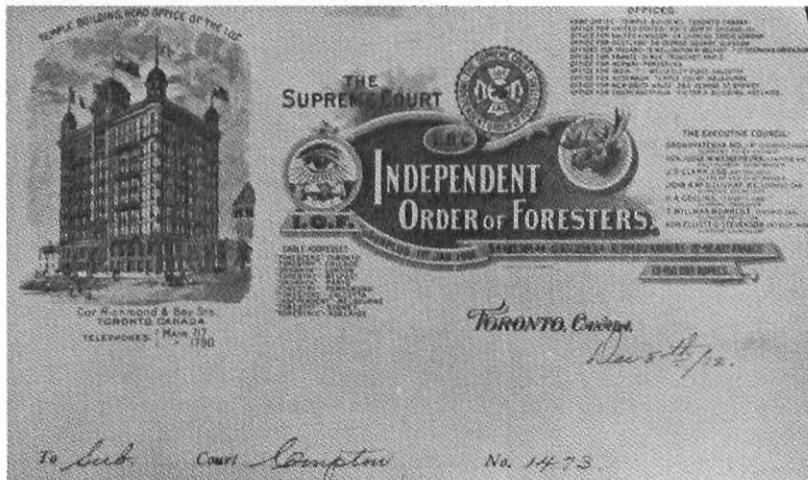


Figure 46. Entête du papier à lettre de l'Ordre indépendant des forestiers.

rait les activités des Forestiers; ceux-ci s'engageaient sous serment à garder le secret et ils se reconnaissaient à un mot de passe qui changeait deux fois l'an⁴⁸. Assis dans une chaise réservée à cette fin, le Chief Ranger présidait les réunions très protocolaires de l'Ordre. Chaque réunion commençait par des hymnes dirigées par le chapelain. On procédait ensuite à l'initiation des nouveaux membres, s'il y avait lieu, à la lecture du rapport des différents comités (assurance et recrutement)⁴⁹ et à l'adoption des résolutions. Une amende de 25 cents était imposée aux membres absents et une autre de 10 cents à ceux qui refusaient de participer à une activité de la loge⁵⁰.

Fondamentalement, l'Ordre des forestiers était une coopérative d'assurance sur la vie ayant son siège social (*Temple Building*) au coin des rues Richmond et Bay à Toronto (fig. 46). Une part importante de son activité était tenue secrète. L'existence de la loge comptonienne semble n'avoir duré guère plus que 13 ans. En décembre 1907, date de la dernière contribution inscrite au livre des comptes, il ne restait que cinq membres⁵¹. Ils étaient 26 en 1894.

Bilan

La transplantation du groupe beauceron dans Compton au début du siècle a peu en commun avec la poussée colonisatrice effectuée dans d'autres régions des Cantons de l'Est et du Québec. Contrairement aux colons, les nouveaux arrivants s'établissaient au sein d'une société déjà constituée sur un territoire déjà transformé. Les Beucerons devaient ainsi fournir un double effort d'adaptation: l'un, aisé, au milieu physique ambiant, l'autre, difficilement appréciable, à la culture anglaise et protestante. S'établir sur une terre productive sur laquelle on avait déjà construit maison et bâtiments fut facile. Y vivre amena le groupe beauceron à prendre certaines distances par rapport à sa culture. Ainsi l'absence de chapelles de procession, de croix de chemin et, partant, de manifestations de ferveur populaire qui s'y rattachaient traditionnellement; ainsi, le relâchement observé dans la pratique religieuse, le refus de payer la dîme qui seraient autant d'éléments d'éloignement face à la tradition et à la religion voir même parfois de rupture. Rupture amorcée aussi au niveau scolaire dans bien des familles où les enfants

étaient inscrits à l'école protestante. C'était la situation en 1900. Or la culture dominante et assimilatrice était en pleine désintégration. Après 1900, la communauté anglaise agonisait et se voyait reléguée au rang de groupe marginal. Le groupe français majoritaire reforgea ses propres facteurs d'intégration et de cohésion sociale. Au point de vue religieux, le conformisme s'installait après 1900; au point de vue politique, le vote de 1917 signifiait le rattachement définitif du village au Québec et la prise de conscience d'une appartenance.

Chapitre VI LOUIS SAINT-LAURENT

La monographie que nous venons de lire s'est efforcée de cerner le village de Compton à une époque bien précise et la plus importante de son histoire. Au tournant du siècle, le village de Compton subit des mutations profondes qui changèrent complètement sa personnalité. Ces années correspondaient au début du séjour de la famille Saint-Laurent à Compton. En 1878, Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent quitte Sherbrooke pour s'installer à Compton; là il y tient un magasin général jusqu'à sa mort en 1915: entre ces deux événements le village se métamorphose.

1882, naissance de Louis Saint-Laurent, premier de sa famille à voir le jour en terre estrienne. Jusqu'en 1896, il vit paisiblement dans une famille où l'on parle anglais à la mère irlandaise unilingue et français au père "canadien". Le plus souvent, on parle anglais dans Compton où encore 70 pour cent de la population est anglophone.

De 1896 à 1902, il effectue ses études classiques au séminaire Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke. Enfin, il part pour Québec en 1902, où il poursuit des études de droit à l'université Laval. C'est le début d'une carrière juridique et politique qui le tiendra éloigné de son village natal où il ne viendra plus que par intermittence.

Il fallait donc compter avec cette donnée objective: Louis Saint-Laurent était très peu comptonien, si peu qu'il ne laissa aucun souvenir aux doyens du village de plus de 80 ans qui auraient pu normalement le connaître ni aucune trace dans la mémoire collective des villageois actuels. Cela s'explique fort bien, car il vivait déjà ailleurs quand les grandes migrations vinrent bouleverser la société villageoise.

Comment appréhender ainsi en même temps le village et Louis Saint-Laurent? Fallait-il n'aborder que le moment historique fort court correspondant à la vie du futur premier ministre au village? Adopter ce parti pris nous eut masqué la réalité même du village dont les transformations n'étaient encore que tendancielles. Nous avons donc opté pour l'autre solution, celle qui nous amenait à suivre le village jusqu'au terme de sa mutation à la fin des années 1910. Louis Saint-Laurent n'y fut d'ailleurs pas tout à fait étranger. Régulièrement put-il en observer le déroulement en

venant à Compton rendre visite à ses parents, présenter sa fiancée Jeanne Renault ou encore participer aux activités politiques de son père. En 1904, en effet, il fit campagne pour ce dernier, candidat libéral de Compton à l'élection provinciale.

L'histoire sociale du village depuis l'achat du magasin général jusqu'à la mort de son père, nous paraît essentielle à la compréhension de l'homme que Louis Saint-Laurent est devenu.

Ainsi, divers événements historiques devraient retenir notre attention. L'histoire de la famille Saint-Laurent depuis la venue à Sherbrooke en 1858 du grand-père de Louis, Louis-Étienne en passant par le mariage de Jean-Baptiste-Moïse à Compton en 1881 jusqu'au départ de Louis pour Québec en 1902, fut liée directement à l'histoire de la pénétration française dans les Cantons de l'Est.

L'année 1850 marquait en effet la fin de l'immigration britannique dans cette région et le début de ce que Raoul Blanchard appelait "le flot français". La construction d'un réseau complexe de chemin de fer et l'industrialisation attira dans cette région une main-d'oeuvre canadienne française en quête de travail qui, autrement, aurait pris le chemin des États-Unis. Louis-Étienne Saint-Laurent fut de ce premier flot. Ruiné par la faillite de son commerce à Trois-Rivières, il part pour Sherbrooke où il ouvre un magasin général auquel il associe son fils Jean-Baptiste-Moïse. Sherbrooke était encore une ville à majorité anglaise, le quart seulement de sa population parlait français. Les Canadiens français constituaient la clientèle principale du magasin Saint-Laurent¹. En 1872, Jean-Baptiste-Moïse Saint-Laurent ouvrait avec un ami sa propre mercerie. L'affaire ne fit pas long feu. Cinq ans plus tard, en pleine crise économique, il déclarait faillite². En 1878, on le retrouve à Compton où il prenait possession du magasin Authier³. Lors de la naissance de Louis Saint-Laurent, le 1^{er} février 1882⁴, les Canadiens français avaient déjà pris la majorité dans les Cantons de l'Est, excepté pour plusieurs cantons du sud-est dont Compton où les anglophones constituaient encore près de 80 pour cent de la population.

La communauté francophone manquait d'organisation. Encore en 1893, il n'y avait pas plus de deux écoles catholiques dans la paroisse dont une dans le village à proximité de l'église. Une quarantaine d'enfants seulement les fréquentaient⁵, les autres allant de préférence à l'école mixte ou protestante. Dorilla Têtu, l'institutrice, femme intelligente et



Figure 47. La famille de Jean-Baptiste-Mofse Saint-Laurent vers 1900.

compétente, n'en dispensait pas moins un enseignement de qualité, si bien que Louis Saint-Laurent passa sans difficulté en 1896 l'examen d'entrée au séminaire de Sherbrooke⁶. Rares étaient les enfants qui, à cette époque, poursuivaient des études secondaires et universitaires. Seuls les riches cultivateurs et les notables pouvaient en défrayer le coût.

Quand le jeune Saint-Laurent quitte Compton pour Sherbrooke en 1893, le village venait à peine d'obtenir sa reconnaissance juridique. Rien de perceptible encore n'annonçait des changements radicaux. En 1894, la municipalité obtenait du gouvernement l'autorisation d'ouvrir à Compton une ferme-modèle pour enfants anglais comme si le village devait demeurer toujours anglophone. Louis Saint-Laurent grandit donc dans un village anglais.

De Sherbrooke puis ensuite de Québec, il fut témoin cependant de la transformation de Compton en village français dans les premières années de ce siècle.

La coexistence de deux cultures à Compton est de l'ordre de la légende. En 1900 les Cantons de l'Est étaient acquis aux Canadiens français depuis quelques décennies déjà. À Compton, cela fut fait en l'espace de quelques années. Les deux cultures n'ont jamais été assez longtemps en présence pour s'influencer fondamentalement l'une l'autre. Elles n'ont fait que se croiser sur la route de l'histoire comme deux voitures voyageant en sens inverse. "Une contagion suppose deux choses," écrit Marc Bloch: "des générations de microbes et, à l'instant où le mal prend, un terrain."⁷ Quand Louis Saint-Laurent revenait à

Compton, autour des années 1910, le village n'était plus le même.

Témoin de l'expansion canadienne-française dans les Cantons de l'Est puis à Compton, Louis Saint-Laurent grandit avec le sentiment qu'aucun danger sérieux ne pouvait venir à bout de la vitalité canadienne-française au Canada.

CONCLUSION

En me proposant d'étudier le milieu où Louis Saint-Laurent vécut de son enfance à l'aube de sa vie d'homme, on se doutait bien que je parlerais beaucoup de Compton et peu du premier ministre. Louis Saint-Laurent est demeuré longtemps, pour les Comptoniens, un personnage inconnu. Il n'a jamais marqué le village de quelque façon que ce soit comme l'a fait son père, Jean-Baptiste-Mofse. Il doit même à la branche comptonienne de sa famille d'y avoir laissé quelques souvenirs. Au contraire, le village de Compton a bien pu influencer Louis Saint-Laurent qui fut témoin personnellement et par famille interposée de ses profondes mutations depuis les années 1896 à la guerre.

Prendre contact avec Compton, c'était donc suivre sa rapide évolution dans tous les aspects particuliers de sa réalité sociale, politique, économique, démographique et religieuse. Nous avons mené cette étude spécialisée à l'aide des sciences sociales et en ayant toujours à l'esprit le souci d'intégrer ces éléments du portrait à la réalité globale. C'est ainsi par exemple, que l'évolution démographique du village serait tout à fait inintelligible si elle était dissociée des mouvements migratoires de la seconde moitié du XIXe siècle à la grandeur des Cantons de l'Est.

S'il fallait qualifier le village vers 1900, les mots changement, mutation, transformation, bouleversement viendraient tout de suite à l'esprit. Compton fut vraiment tout cela et bien plus encore. Sa réalité était fuyante, impressionniste même, se transformant presque instantanément sous nos yeux comme l'aurore ou le crépuscule: au beau matin de 1896, la rumeur villageoise provenant des champs, de la gare, des boutiques d'artisan, etc. avait des accents anglais; au soir de 1911 elle se dissipa en français. Entre ces deux moments, tout se modifiait: les familles anglaises, anglicanes ou catholiques, quittaient le village pour l'Ouest ou les États-Unis pendant que les familles catholiques canadiennes-françaises arrivaient de la Beauce et acquéraient leurs propriétés. Une nouvelle solidarité apparut qui se traduisit sur le plan religieux par une pratique plutôt discrète mais teinté de conformisme et, sur le plan politique, par le rattachement du village à la société québécoise dont il s'était tenu à l'écart jusque-là.

NOTES

Table des sigles

AAS: Archives de l'Archevêché de Sherbrooke
AMC: Archives de la municipalité de Compton
AMS: Archives de la maison Saint-Laurent
AST: Archives de la paroisse Saint-Thomas de Compton
DS: Documents de la session
IOF: Independent Order of Foresters
JAL: Journaux de l'Assemblée législative
PUL: Presses de l'université Laval
PUM: Presses de l'université de Montréal
SABE: Sherbrooke, Archives du Bureau de l'enregistrement
SAJQ: Archives judiciaires de Sherbrooke

Introduction

- 1 Pierre Goubert, Cent mille provinciaux au XVII^e siècle, Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730, Paris, Flammarion, 1968, p. 13.

Première partie Les Cantons de l'Est

La colonisation

- 1 Jean Mercier, L'Estrie, Sherbrooke, Apostolat de la Presse, 1964, p. 59.
- 2 L'évaluation de la population des Cantons de l'Est varie légèrement d'un auteur à un autre. Nous nous en tenons quant à nous, à l'évaluation de R. Blanchard (Le centre du Canada français, province de Québec, Montréal, Beauchemin, 1947) parce qu'il est le seul à délimiter son territoire et à distinguer les Cantons des historiens de ceux des géographes.
- 3 Jean Hamelin et Yves Roby, Histoire économique du Québec, 1851-1896, Montréal, Fides, 1971, p. 63.
- 4 Raoul Blanchard, op. cit., p. 338.
- 5 Trois grandes étapes marquent l'histoire de la colonisation des Cantons de l'Est de 1792 à 1850. Pendant et après la guerre de la Révolution américaine, quatre à cinq mille loyalistes vinrent s'y établir comme squatters sur la frange des frontières; de 1780 à 1831, il furent suivis par un second groupe d'Américains non loyalistes attirés ici par la publicité des Compagnies d'associés. En 1830, date à laquelle les historiens font commencer véritablement l'immigration britannique

- ce qui constitue la troisième étape - les Cantons de l'Est comptent 40 000 habitants dont 20 pour cent sont des Canadiens.

- 6 Maurice Séguin, La nation canadienne et l'agriculture, 1760-1850; essai d'histoire économique, Trois-Rivières, Les Éditions Boréal Express, 1970, p. 202.
- 7 Raoul Blanchard, op. cit., p. 337; Jean I. Hunter, "The French Invasion of the Eastern Townships; a regional study", thèse de maîtrise de sociologie, université McGill, Montréal, 1939, p. 33.
- 8 Appellation populaire et courante de la British American Land Company.
- 9 M. Carrier, J. Martel et R. Pelletier, "Les squatters dans le canton d'Arthabaska, 1835-1866", Revue d'ethnologie du Québec, vol. 1, 1975, Montmagny, p. 83, 87, 96.
- 10 Canada. Assemblée législative. JAL, 1851, Appendice du second rapport sur la colonisation des townships, Q.14, témoignages de Th.-A. Lambert et L. Landry; id., JAL, 1860, Rapport du comité spécial sur la colonisation, Québec, Thompson et cie, 1860, Q.9, curé Marquis.
- 11 Séguin, op. cit., p. 205 à 218.
- 12 Raoul Blanchard, op. cit., p. 337.
- 13 Maurice Carrier, J. Martel et R. Pelletier, op. cit., p. 81.
- 14 Les témoignages entendus devant les comités sont pleins de renseignements là-dessus.
- 15 Fernand Ouellet, Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850; Structures et conjonctures, Montréal, Fides, 1966, p. 358.
- 16 Yolande Lavoie, L'émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930, mesure du phénomène, Montréal, PUM, 1972, p. 49.
- 17 Fernand Ouellet, op. cit., p. 471.
- 18 Antoine Racine et al., Le Canadien émigrant, ou Pourquoi le Canadien français quitte-t-il le Bas-Canada? in Charles Édouard Mailhot, Les Bois-Francs, t. 3, Arthabasca, L'Imprimerie d'Arthabaska Inc., 1921.
- 19 Marcel Hamelin, Les premières années du parlementarisme québécois, 1867-1878, Québec, PUL, 1974, p. 96, 114s.
- 20 Québec (province). Assemblée législative. DS, vol. 6 (1890), Troisième rapport du secrétaire de la province de Québec, p. 4. La compagnie conserva

- 251 507 acres sur 544 236. Cette rétrocession ne mit pas fin aux agissements des commissaires de la compagnie dont Galt. Aussi tard qu'en 1889, le député Pelletier accusait encore la dite compagnie d'exploiter le colon et de spéculer sur les terres de colonisation.
- 21 Dans tous les cantons, en 1871, il y avait 106 400 français et 70 750 britanniques. Les Canadiens français constituaient aussi la majorité dans les cantons de colonisation anglaise où ils étaient 71 590 à côté de 67 191 britanniques; voir Raoul Blanchard, op. cit., p. 348.
- 22 Canada. Assemblée législative. JAL, 1860, Rapport du comité spécial sur la colonisation, p. 6.
- 23 Ibid., p. 27, témoignage du curé Marquis; Québec (province). Assemblée législative. JAL, 1868, Rapport du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, Québec, Côte, 1868.
- 24 Jean Hamelin et Yves Roby, op. cit., p. 53, 167.
- 25 Ibid., p. 172.
- 26 Normand Séguin, dans un récent ouvrage, La conquête du sol au 19^e siècle, Québec, Les Éditions Boréal Express, 1977, arrive à la même conclusion pour le Saguenay où la colonisation serait imputable aux initiatives individuelles. L'action du curé Hébert et de la société de colonisation aurait été un échec complet.
- 27 J.E. Garon, Historique de la colonisation dans la province de Québec de 1855 à 1940, Québec, s. éd. 1940, p. 74; Québec (province). Département des terres de la Couronne. Guide du colon, Québec, Imprimeur de la reine, 1892, p. 20-25.
- 28 Compton. AST, notes du curé Lavallée sur les familles de la paroisse Saint-Thomas de Compton lors de sa visite paroissiale d'octobre à décembre 1916.
- 29 Jean I. Hunter, op. cit.
- Les Cantons de l'Est durant la seconde moitié du XIX^e siècle**
- 1 Pour les Cantons, les chemins Craig, Gosford, Mégantic et le Grand chemin central, voir Marcel Hamelin, op. cit., p. 94.
- 2 Raoul Blanchard, op. cit. p. 280.
- 3 Ibid.
- 4 Stanley-Bréhaut Ryerson, Le capitalisme et la Confédération, aux sources du conflit Canada-Québec, 1760-1873, Montréal, Éditions Parti Pris, 1972, p. 334.
- 5 M. Hamelin, op. cit., p. 126.
- 6 Québec. Ministère des Terres, forêts et pêcheries, Guide du colon, province de Québec, s. éd., 1900, p. 305.
- 7 Raoul Blanchard, op. cit., p. 344s.
- 8 Stanley-Bréhaut Ryerson, op. cit., p. 359s.
- 9 Raoul Blanchard, op. cit., p. 292, 344s.
- 10 Ibid., p. 304.
- 11 Jean Hamelin et Yves Roby, op. cit., p. 338.
- 12 Raoul Blanchard, op. cit., p. 305.
- 13 Le Canadien (Québec), 27 juillet 1889, rapporte que la politique d'embauche de la filature de Coaticook s'adressait à "tous les membres de la famille y compris les petits garçons de douze ans et les petites filles au-dessus de quatorze" cité par Jean Hamelin et Yves Roby, op. cit., p. 387.
- 14 Montreal Herald, 1^{er} avril 1898, enquête de W.L. MacKenzie King, cité par Jean Hamelin et Yves Roby, loc. cit.
- 15 Raoul Blanchard, op. cit., p. 249.
- 16 Jean Hamelin et Yves Roby, op. cit., p. 97.
- 17 Raoul Blanchard, op. cit., p. 249s.
- 18 Jean I. Hunter, op. cit., p. 39.
- 19 Raoul Blanchard, op. cit., p. 348; Jean I. Hunter, op. cit., p. 39.
- 20 Robert Sellar, The tragedy of Quebec, the expulsion of its protestant farmers, réimpr. de l'éd. de 1916, Toronto, University of Toronto Press, 1974, p. 199.
- 21 Raoul Blanchard, op. cit., p. 348.
- 22 Robert Sellar, op. cit., p. XXII.
- 23 Ibid., p. 197.
- 24 Ibid., p. XXIII; Jean I. Hunter, op. cit., p. 41.
- 25 Raoul Blanchard, op. cit.
- 26 Robert Sellar, op. cit.
- 27 Ibid., p. 217.
- 28 J.-A. Poisson, "Mouvement de la population française dans les Cantons de l'Est", Le Canada français, vol. 1 (1888), p. 201.
- 29 Raoul Blanchard, op. cit., p. 354.
- 30 Jean I. Hunter, op. cit., p. 151ss.

Deuxième partie Le village

Introduction

- 1 L.S. Channell, History of Compton County and Sketches of the Eastern Townships, Cookshire, 1896, p. 166, 170.
- 2 Les Cantons de l'Est, conseils et renseignements à l'adresse de ceux qui veulent s'y établir, Sherbrooke, Le Pionnier, 1891, p. 11.
- 3 J.-B. Chartier, La colonisation dans les Cantons de l'Est, St-Hyacinthe, Courrier de St-Hyacinthe, 1871, p. 7.

La population

- 1 En quelques rares années, la courbe des naissances chez les méthodistes semblent l'emporter sur celle des décès. En certains cas, tous les membres d'une même famille sont baptisés. Cela arriva en 1882, 1885, 1910.
- 2 Québec (diocèse). Church of England in Canada. Report of the incorporated Church Society of the diocese of Quebec for the year ending 31st December, Québec, 1901, p. 50.
- 3 Ibid.
- 4 Ibid., C.H. Parker, 1885, p. 76s.
- 5 Ibid., 1896, p. 49s.
- 6 Ibid., 1903, p. 51.
- 7 Ibid.
- 8 Ibid., J.S. Brewer, 1961. Les statistiques de la paroisse méthodiste sont introuvables. L'extinction du groupe dut être ici encore assez rapide si l'on se réfère au vieillissement de la communauté qui était fort accentué.
- 9 Ibid., 1913, p. 46.
- 10 Sherbrooke. AAS, rapports annuels de la paroisse Saint-Thomas de Compton.
- 11 Compton. AST, notes du curé Lavallée sur les familles de la paroisse Saint-Thomas de Compton lors de sa visite paroissiale d'octobre à décembre 1916.
- 12 Entrevues avec Stanislas Carrier, Désiré Rodrigue, Nelson Veilleux.
- 13 AAS, op. cit., 1914.
- 14 AST, registre des baptêmes, mariages et sépultures.
- 15 Gérard Bouchard, Un village immobile; Sennely-en-Sologne au XVIII^e siècle, Paris, Plon, 1972, p. 66-67; Nicolas Sanchez-Albornoz, "La modernisation démographique de l'Espagne: le cycle vital annuel, 1863-1900", Les Annales, économies, sociétés, civilisations, vol. 24 (nov.-déc. 1969), Paris p. 1407-1421.

L'environnement villageois

- 1 Compton. AMS, registres de la Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Insurance Company, ferme A.P. Farwell 1899-1904, plan au sol, police n° 63916.

La propriété

- 1 Canada. Archives publiques. Collection nationale des cartes et plans, "map of the District of St. Francis, Canada East..." O.W. Gray, H2/307- 1863.
- 2 Compton. Archives de la municipalité du village de Compton, Evaluation Roll of the municipality of the village of Compton, évaluation de 1906.
- 3 SABE, B-82-536, n° 21615.
- 4 Robert Sellar, op. cit.
- 5 Québec (diocèse). Church of England in Canada. Report of the incorporated Church Society of the diocese of Quebec for the year ending 31th December, Québec, 1903, C.H. Parker, p. 52.

Structure sociale et vie économique

- 1 Soustrayant les 19 rentiers de la population active, le rapport de chaque catégorie socio-professionnelle et de la population active serait le même en valeur absolue et proportionnelle: 21 artisans représenteraient 21 pour cent de la population active.
- 2 L.S. Channell, op. cit., p. 175-177.
- 3 L.S. Channell, op. cit., p. 172s.
- 4 A.T. Galt, député de Sherbrooke à Ottawa, père de la Confédération, commissaire de la British American Land Company, directeur du Grand Tronc, etc.
- 5 Marcel Hamelin, op. cit., p. 99s.
- 6 L.S. Channell, op. cit., p. 173s.
- 7 Ibid., p. 48.
- 8 Compton. AMC, Evaluation Roll of the municipality of the village of Compton, Évaluation de 1906.
- 9 L.S. Channell, op. cit., p. 183; J.-C. Chapais, "Notes historiques sur les écoles d'agriculture dans Québec", Revue Canadienne (Montréal), nouv. sér., vol. 17 (1916), p. 529.
- 10 Jean I. Hunter, op. cit., figure 48, p. 126.
- 11 Sherbrooke. AAS, rapports annuels du curé de Compton, 1901-1915.
- 12 Entrevue avec Lee Pomeroy, août 1976, à Compton.
- 13 L.S. Channell, op. cit., p. 170.
- 14 Ibid., p. 166.
- 15 Ibid., p. 48-173, 175s.
- 16 Entrevue avec Désiré Rodrigue, septembre 1976 à Drummondville.

- 17 Entrevue avec Lee Pomeroy, août 1976 à Compton.
- 18 Entrevue avec Désiré Rodrigue.
- 19 Illustrated Atlas of the Eastern Townships and South Western Quebec, Toronto, H. Belden and Co., 1881.
- 20 Compton. AMS, registre de la Stanstead & Sherbrooke Mutual Life Insurance Company, police n° 68723.
- 21 Entrevue avec Désiré Rodrigue.
- 22 Canada. Bureau fédéral de la statistique. Recensements du Canada, 1891, 1911, 1921.
- 23 AST, notes du curé Lavallée; AMC, Evaluation Roll, 1896.
- 24 AMS, registre d'assurance, police n° 83296.
- 25 AAS, rapport annuel du curé Choquette, 1896.
- 26 J.-C. Chapais, op. cit., p. 528.
- 27 Québec. Assemblée législative. DS (28 juillet 1896), rapport de John M. Le Moyne, directeur de la ferme-modèle de Compton.
- 28 Sherbrooke Daily Record, 16 novembre 1901.
- 29 Canada. Bureau fédéral de la statistique, Recensement du Canada, 1891, Ottawa, Imprimeur de la reine, 1893.
- 30 Ibid.
- 31 Le rôle d'évaluation de 1918 ne donne pas les professions. Nous avons reconnu 12 anciens artisans de 1906. De nouveaux artisans ont dû surgir entre 1906 et 1918.
- 32 AMS, registre d'assurance, croquis au sol.
- 33 Ibid., police n° 75591.
- 34 APC, Collection nationale des cartes et plans. "Map of the District of St. Francis, Canada East..." O.W. Gray, H2/307-1863.
- 35 Ibid.
- 36 AMS, inventaire du magasin Saint-Laurent, 1880. Approximation obtenue à partir de l'origine des débiteurs du magasin.
- 37 Jean I. Hunter, op. cit., p. 151s.
- 38 AMS, inventaire du magasin Saint-Laurent, 1880; AMS, registre d'assurance, Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Insurance Company, polices nos 81381, 82259, 56065.
- 39 Ibid., inventaire du magasin Saint-Laurent, livres de comptes.
- 40 La maison et le magasin appartenaient à madame Saint-Laurent.
- 41 AMS, Minutes of Independent Order of Foresters, Court Compton.
- 42 Québec (province). Assemblée législative. DS, dépenses, vol. 2, 1888-1910, p. 181.
- 43 Entrevue avec Soeur Kathleen Saint-Laurent, août 1976 à Sherbrooke.
- 44 AMC, procès-verbal du conseil municipal, vol. 2, 3 février 1902.
- 45 AST, délibérations du conseil de la fabrique, 1907, 1908, 1909.
- 46 Sherbrooke. Archives du Bureau de l'enregistrement, B-59-143, n° 241.
- 47 Ibid.
- 48 Raoul Blanchard, op. cit., p. 354.
- 49 Stanley-Bréhault Ryerson, op. cit., p. 336.
- 50 Sherbrooke. Archives judiciaires du Québec, registres d'état civil des paroisses méthodiste et anglicane de Compton, 1875-1915.
- Chez les méthodistes
- 1881 - Frank Allen et Sophrina Maria Marcotte;
- 1885 - Joseph Martin et Isabelle Plumley;
- 1886 - Mme Mayhem et M. l'Espérance;
- 1899 - Joshua Martin et Florne McLean;
- Chez les anglicans
- 1877 - Georges-Henry Renault et Charlie W. Rea;
- 1888 - M. Demers et Mlle Booth.
- 51 AAS, archives XVIII, Saint-Thomas de Compton, vol. 3, correspondance.
- La vie culturelle**
- 1 Robert Sellar, op. cit. Le sous-titre de l'ouvrage fait justement référence à la religion comme élément de définition.
- 2 AAS, archives XVIII, Saint-Thomas de Compton, vol. 3, correspondance, J.-E. Choquette à Mgr Antoine Racine, le 27 décembre 1890.
- 3 Ibid., rapport annuel du curé de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, 1875-1915.
- 4 Ibid., M. Beaudry, 1877 à 1890; J.-E. Choquette 1886, 1888, 1889, 1893, 1894.
- 5 AST, délibérations du conseil de fabrique, 2^e assemblée, 1^{er} décembre 1902, p. 7.
- 6 AAS, archives XVIII, Saint-Thomas de Compton, vol. 7, histoire.
- 7 Ibid.
- 8 Ibid., 3, correspondance, J.E. Choquette à Mgr Antoine Racine, le 27 décembre 1890.

- 9 Ibid., rapport annuel, 1896.
 10 Ibid., 1897.
 11 Ibid., D. Dîme.
 12 Ibid., rapport annuel du curé Choquette, 1891. La remarque du curé se lit ainsi: "La population, ci-haut donné comprend tous les catholiques baptisés (744). Selon que constaté au recensement de l'année (cette année comme la précédente). Plus d'un cinquième ne sont pas catholiques pratiquants."
 13 Ibid.
 14 Ibid., rapport annuel du curé Lavallée, 1899.
 15 AST, registres paroissiaux, 1875-1900.
 16 Ibid.
 17 SAJQ, registre d'état civil, paroisse St. James de Compton, 1898.
 18 AST, registres paroissiaux.
 19 AAS, XVIII, 3, correspondance, Mgr Larocque au curé Lavallée, le 25 mars 1902.
 20 Gabriel Le Bras, voir ses principaux ouvrages sur la sociologie religieuse, en particulier son dernier ouvrage synthèse intitulé L'Église et le village (Paris, Flammarion, 1976).
 21 AAS, XVIII, 3, correspondance, Mgr Larocque au curé Lavallée, le 25 mars 1902.
 22 AAS, rapport annuel du curé Lavallée, 1900-1901.
 23 AMC, minutes du conseil de la municipalité du village de Compton, vol. 2 (1900-1915). Le vol. 1 (1893-1900) est disparu.
 24 Nous entendons ici, les évaluateurs, vérificateurs, inspecteur, gardien d'enclos, etc.
 25 Entrevue avec Désiré Rodrigue, septembre 1976 à Drummondville.
 26 Québec (province). Assemblée législative. Rapports du président de l'élection, 1892 à 1916; Canada. Chambre des Communes. Rapports sur les élections, 1881-1917.
 27 John C. Courtney éd., Voting in Canada, Scarborough, Ont., Prentice-Hall, 1967, p. 26.
 28 Jean Hamelin, Marcel Hamelin et Jacques Letarte, "Les élections provinciales dans le Québec", Cahiers de géographie de Québec, vol. 7 (octobre 1959-mars 1960), Québec, p. 35.
 29 J.-C. Chapais, op. cit., p. 529.
 30 Sherbrooke Daily Record, 16 novembre 1901.
 31 AAS, rapport annuel du curé Lavallée.
 32 AST, délibérations du conseil de la fabrique, p. 1.
 33 Ibid., p. 2.
 34 Mgr Désautels, Manuel des curés pour le bon gouvernement temporel des paroisses et des fabriques dans le Bas-Canada, etc., avec un chapitre sur la dîme, Montréal, John Lovell, 1864, p. 37.
 35 AST, délibérations du conseil de la fabrique, p. 1.
 36 Mgr Désautels, op. cit., p. 42.
 37 Ibid., p. 46.
 38 Ibid., p. 48.
 39 AST, délibérations du conseil de la fabrique, p. 5.
 40 Ibid., 36^e assemblée, 28 novembre 1915.
 41 Ibid.
 42 Compton. Notes manuscrites sur l'histoire de Compton appartenant à Mlle Estelle Bureau, p. 30.
 43 AST, livres des bancs.
 44 I.O.F., Minute book, 12 février 1894.
 45 La Presse (Montréal), 29 janvier 1901.
 46 AMS, I.O.F., Minute book.
 47 Ibid.
 48 Ibid., documents relatifs à l'I.O.F.
 49 Ibid., I.O.F., Minute book, 9 avril, 26 février 1894.
 50 Ibid., 10 mars 1894.
 51 Ibid., I.O.F., Financial Secretary's Cash Book, 1894-1901.

Louis Saint-Laurent

- 1 Compton. AMS, livres de comptes.
- 2 Dale C. Thomson, Louis Saint-Laurent, canadien, Montréal, Le Cercle du Livre de France, 1968, p. 22.
- 3 Les frères Authier tenaient le magasin, propriété véritable de T.-T. Blais, marchand de Sherbrooke, in Marthe Lacombe, Dossier préliminaire de recherche sur la maison Saint-Laurent (Québec, Parcs Canada, manuscrit classé, janvier 1978).
- 4 Compton. AST, registres des naissances, mariages et sépultures.
- 5 AST, rapports annuels du curé 1875-1916.
- 6 Dale C. Thomson, op. cit., p. 32s.
- 7 Marc Bloch, Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, 4^e éd., Paris, Librairie Armand Colin, 1961, p. 9.

Provenance des illustrations

1. Raoul Blanchard, Le centre du Canada français, province de Québec, Montréal, Beauchemin, 1947, p. 352.
2. Ibid., p. 281.
3. Ibid., p. 352-358.
4. Carte de A. Cloutier, P. Paradis et M. Villeneuve.
5. Les mêmes d'après une carte d' O.W. Gray, "Map of the district of St. Francis, Canada East...1863", H2/307-1863, conservée aux Archives publiques du Canada, dans la Collection nationale des cartes et plans.
6. Québec (province). Archives du ministère des Terres et Forêts.
7. Photo de Marcel Bellavance.
8. C.E. Savary.
9. La Société d'histoire et du musée du comté de Compton.
10. Ibid.
15. D'après une carte "Official plan of the village of Compton" conservée aux Archives du ministère des Terres et Forêts à Québec.
16. Ibid.
17. Ibid.
18. Ibid.
19. Archives publiques Canada.
20. L.S. Channell, History of Compton County, Cookshire, s.éd., 1896.
21. Ibid.
22. Ibid.
23. Compton. Archives de la maison Saint-Laurent.
24. Société historique des Cantons de l'Est.
25. Famille Gerald Haseltine.
26. Archives de King's Hall.
27. Mary et Marc Saint-Laurent.
28. Dessin de Marcel Bellavance.
29. Carte de A. Cloutier, P. Paradis et M. Villeneuve d'après une carte d' O.W. Gray, "Maps of the district of St. Francis, Canada East...1863", H2/307-1863, conservée aux Archives publiques du Canada, dans la Collection nationale des cartes et plans.
30. Ibid.
31. Ibid.
32. Musée Beaulne, Coaticook.
36. Famille Gerald Haseltine.
37. Archives publiques Canada, C 10192.
38. Archives publiques Canada, C 9811.
41. Ce graphique est d'après les renseignements contenus dans les Rapports sur les élections générales pour la Chambre des Communes de 1882 à 1917 à Ottawa par l'imprimeur de la reine; l'auteur a aussi puisé des renseignements dans un article intitulé "Les élections provinciales dans le Québec", tiré de Cahiers de géographie du Québec, vol. 7 (oct. 1959-mars 1960), publié à Québec.
45. Photo de Marcel Bellavance.
46. Archives de la maison Saint-Laurent à Compton.
47. Archives publiques Canada, C 18780.

BIBLIOGRAPHIE

Adam, Léonidas

"L'histoire religieuse des Cantons de l'Est", Revue Canadienne, nouv. sér., vol. 26 (1921), p. 19-34, Montréal.

Ancien Colon, Un

La colonisation bien faite par les ouvriers et les travailleurs, Québec, P. Larose, 1897.

Annuaire du Séminaire Saint-Charles-Borromée

Vol. 21 (1896); vol. 22 (1897); vol. 23 (1898); vol. 24 (1899), Sherbrooke.

Blanchard, Raoul

Le centre du Canada français, province de Québec, Montréal, Beauchemin, 1947.

Bloch, Marc

Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, 4^e éd., Paris, Armand Colin, 1961.

Bonin, Serge

Initiation à la graphique, Paris, Épi, 1975.

Bouchard, Gérard

Le village immobile; Sennely-en-Sologne au XVIII^e siècle, Paris, Plon, 1972.

Buies, Arthur

La province de Québec, Québec, ministère de l'Agriculture, 1910.

Le Canada (Montréal)

17 oct., 22 nov. 1904.

Canada. Archives publiques.

Collection nationale des cartes et plans, H2/307-1863, "Map of the district of St. Francis, Canada East...", O.W. Gray.

Canada (province). Assemblée législative.

Premier et second rapport du comité spécial chargé de s'enquérir des causes qui empêchent ou retardent l'établissement des townships de l'Est, dans Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada, 1851, Québec.

---. Appendice du second rapport sur la colonisation des townships dans Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada, 1851, app. 5.

---. Rapport du comité spécial pour s'enquérir des causes de l'émigration du Canada aux

États-Unis d'Amérique ou ailleurs, dans Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada, 1857, Québec, Thompson et Cie, 1857.

---. Rapport du comité spécial sur la colonisation dans Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada, 1860, app. 5, Québec, Thompson et Cie, 1860.

---. Rapports du président de l'élection, 1892-1916.

Canada (province). Board of Registration and Statistics.

Recensement des Canadas, 1851-1852, Québec, John Lovell, 1853.

---. Recensement des Canadas, 1860-1861, Québec, Imprimeur de la reine, 1863.

Canada. Bureau fédéral de la statistique.

Recensement du Canada, 1870-1871, Ottawa, I.B. Taylor, 1873.

---. Recensement du Canada, 1880-1881, Ottawa, MacLean, Roger & Co., 1882.

---. Recensement du Canada, 1890-1891, Ottawa, S.E. Dawson, Imprimeur de la reine, 1893.

---. Recensement du Canada, 1901, Ottawa, S.E. Dawson, Imprimeur de la reine, 1902.

---. Recensement du Canada, 1911, Ottawa, L. Taché, Imprimeur du roi, 1913.

---. Recensement du Canada, 1921, Ottawa, F.A. Acland, Imprimeur du roi, 1925.

Canada. Chambre des Communes.

Rapport sur la ... élection générale pour la Chambre des Communes du Canada, Ottawa, Imprimeur de la reine, 1883-1917.

Les Cantons de l'Est, conseils et renseignements à l'adresse de ceux qui veulent s'y établir

Sherbrooke, Le Pionnier, 1891.

Caron, Ivanhée

"La colonisation du Canada sous le régime anglais, 1815-1822", Annuaire statistique, 1921, p. 503-559, Québec.

---. "La colonisation de la province de Québec sous le régime anglais, 1760-1915", Annuaire du Québec, 1915, p. 267-271, Québec.

Carrier, M., J. Martel et R. Pelletier

"Les squatters dans le canton d'Arthabaska, 1835-1866", Revue d'ethnologie du Québec, n° 1 (1975), Montmagny.

Bishop's University (Lennoxville)

John Basset Memorial Library. Catalogue of the Eastern Townships Historical Collection, 1965.

Channell, L.S.

History of Compton County and Sketches of the Eastern Townships, district of St. Francis and Sherbrooke county. Two hundred illustrations of buildings and leading citizens in the country, including biography of the late Hon. John Henry Pope, by Hon. C.H. MacKintosh, Cookshire, L.S. Channell 1896.

Chapais, J.-C.

"Notes historiques sur les écoles d'agriculture dans Québec", Revue canadienne, nouv. sér., vol. 17 (1916), Montréal.

Chartier, J.-B.

La colonisation dans les Cantons de l'Est, Saint-Hyacinthe, Courrier de Saint-Hyacinthe, 1871.

Chicoyne, J.-A.

"Notes historiques sur les paroisses du diocèse de Sherbrooke", Annuaire du Séminaire Saint-Charles-Borromée, vol. 23 (1898), 24 (1899), Sherbrooke.

La Compagnie de colonisation et de crédit des Cantons de l'Est, Notice sur son but et son organisation, Sherbrooke, Le Pionnier, 1884.

Compton. Archives de la maison Saint-Laurent.

Application Register, Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Insurance Company, polices de 1890 à 1908.

Documents relatifs à l' "Independent Order of Foresters", inventaire du magasin de J.-B.-M. Saint-Laurent, Compton, février 1880.

I(ndependent) O(rder) (of) F(oresters), Financial Secretary's Cash Book, 1894-1907; Financial Secretary's Ledger, 1894-1909; Minute book, 12 février 1894 - 28 déc. 1907.

Mutual Fire Insurance Co., for Stanstead and Sherbrooke Counties, polices de 1885 à 1890.

Compton. Archives de la municipalité.

"Collection Roll of the municipality of the Township of Compton", 1890.

Minutes du conseil de la municipalité de village de Compton, vol. 2 (1900-1915).

"Records of the proceedings of the principal council of the municipality of the Township of Compton", vol. 2 (1873-1894).

"Valuation Roll, municipality of the village of Compton", 1906, 1914, 1918.

Compton. Archives de la paroisse Saint-Thomas.

Délibérations du conseil de la fabrique.

Index général des baptêmes, mariages, sépultures de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, 1855-1914.

Livre des bancs.

Notes du curé Lavallée sur les familles de la paroisse Saint-Thomas de Compton lors de sa visite paroissiale d'octobre à décembre 1916.

Registre de documents à conserver pour la fabrique de Saint-Thomas de Compton.

Courtney, John C., éd.

Voting in Canada, Scarborough, Ont., Prentice-Hall, 1967.

Mgr Désautels

Manuel des curés pour le bon gouvernement temporel des paroisses et des fabriques dans le Bas-Canada, etc., avec un chapitre sur la dîme, Montréal, John Lovell, 1864.

Deschamps, Clément E.

Municipalités et paroisses dans la province de Québec, Québec, Léger Brousseau, 1896.

Desjardins, Joseph

Guide parlementaire historique de la province de Québec, 1792 à 1902, Québec, s. éd. 1902.

Drapeau, Stanislas

Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada, depuis dix ans (1851 à 1861), Québec, Léger Brousseau, 1863.

Dresser, John A.

"The Eastern Townships of Quebec; A study In Human Geography", Proceedings and Transactions of the Royal Society of Canada, 3^e série, vol. 29, sect. 2 (1935), p. 89-100, Ottawa.

Falardeau, J.-C.

Paroisses de France et de Nouvelle-France au XVII^e siècle, Québec, université Laval, 1948, coll. Cahiers de l'École des Sciences sociales.

Faucher, Albert

Québec en Amérique au XIX^e siècle, essai sur les caractères économiques de la Laurentie, Montréal, Fides, 1970.

Garon, J.-E.

Historique de la colonisation dans la province

de Québec de 1825 à 1940, Québec, s.éd., 1940.

Gendron, J.-H.

Canada, les Cantons de l'Est, conseils et renseignements à l'adresse de ceux qui veulent s'y établir, Sherbrooke, Le Pionnier, 1891.

Goubert, Pierre

Cent mille provinciaux au XVII^e siècle, Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730, Paris, Flammarion, 1968, p. 13.

Gravel, Albert

Les Cantons de l'Est, Sherbrooke, s. éd., 1939.

Guillaume, Pierre et J.-P. Poussou

Démographie historique, Paris, Armand Colin, 1970.

Hamelin, Jean, Marcel Hamelin et John Huot

Aperçu de la vie politique canadienne au XIX^e siècle, Québec, s. éd., 1965.

Hamelin, Jean, Marcel Hamelin et Jacques Letarte

"Les élections provinciales dans le Québec", Cahiers de géographie de Québec, vol. 7, (oct. 1959 - mars 1960), Québec.

Hamelin, Jean et Yves Roby

Histoire économique du Québec, 1851-1896, Montréal, Fides, 1971.

Hamelin, Marcel

Les premières années du parlementarisme québécois, 1867-1878, Québec, Presses de l'université Laval, 1974.

L'Histoire sociale, sources et méthodes. Colloque de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, 15-16 mai 1965

Paris, Presses universitaires de France, 1967.

Hunter, Jean I.

"The French Invasion of the Eastern Townships, a regional study", thèse de maîtrise de sociologie, université McGill, Montréal, 1939.

Illustrated Atlas of the Eastern Townships and South Western Quebec

Toronto, H. Belden and Co., 1881.

Lacombe, Marthe

"Dossier préliminaire de recherche sur la maison Saint-Laurent", manuscrit classé, Parcs Canada, région du Québec, janvier 1978.

Lavoie, Yolande

L'émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930, mesure du phénomène, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 1972.

LeBras, Gabriel

Études de sociologie religieuse, Paris, Presses universitaires de France, 1955-1956, 2 vol.

---. Introduction à l'histoire de la pratique religieuse en France, Paris, Presses universitaires de France, 1942-1945, 2 vol.

---. L'église et le village, Paris, Flammarion, 1976.

Letarte, Jacques

Atlas d'histoire économique et sociale du Québec, 1851-1901, Montréal, Fides, 1971.

Létourneau, Firmin

Histoire de l'agriculture au Canada français, Montréal, s. éd. 1950.

Lighthall, W.D.

"English Settlement in Quebec", in Canada and its provinces, a history of the Canadian people and their institutions by one hundred associates, Adam Shortt et Arthur G. Doughty, éd., Toronto, The Publishers Association of Canada, 1914, vol. 15, partie 1, p. 121-126.

Québec (province). Assemblée législative.

"Liste des lots enregistrés au nom de la Compagnie des terres de l'Amérique britannique du nord, dans les livres du bureau du registraire de la province" in DS, Troisième rapport du secrétaire de la province de Québec pour l'exercice 1888-1889", vol. 6 (1870).

Magnan, Hormidas

Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec, Arthabaska, L'imprimerie Arthabaska, 1925.

Mercier, Jean

L'Estrie, Sherbrooke, Apostolat de la Presse, 1964.

Miner, Horace

St. Denis: A French-Canadian Parish, Chicago, University of Chicago Press, 1939.

Ouellet, Fernand

Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850; Structures et conjonctures, Montréal, Fides, 1966.

Ouimet, Raphael, éd.

Biographies canadiennes-françaises, Montréal, s. éd. 1931.

Pelletier, M.

"La colonisation et les propriétaires non-résidents", Débats de la législature de la province de Québec, vol. II (1889), Québec.

Poisson, J.-A.

"Mouvement de la population française dans les Cantons de l'Est", Le Canada français, vol. I (1888), p. 182-204, Québec.

La Presse (Montréal)

29 janvier 1901.

Le Progrès de l'Est (Sherbrooke)

4 octobre, 15, 18, 19 novembre 1905.

Le Progrès du Golfe (Rimouski)

"Convention des forestiers indépendants du Québec à Rimouski", p. 51, 30 septembre 1906.

Le Progrès de Sherbrooke

27 janvier 1905.

Québec. Archives du ministère des Terres et Forêts.

Cadastre du village de Compton, 1896.

Official Plan of the village of Compton, county of Compton, 1896.

Québec. Assemblée législative.

Rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, 1868 dans Journaux de l'Assemblée législative du Québec, 1867-1868, Québec, Côté, 1868.

---. Rapport sur la septième élection générale des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, Québec, C.-F. Langlois, Imprimeur de la reine, 1890.

---. Rapport sur la huitième élection générale pour l'Assemblée législative de la province de Québec, Québec, C.-F. Langlois, 1892.

---. Rapport sur la neuvième élection générale et les élections partielles des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, Québec, 1897.

---. Rapport sur la dixième élection générale 1900, Québec, 1901.

---. Rapport sur la onzième élection générale, 1904, des députés de l'Assemblée législative de la province de Québec, Québec, 1905.

---. Rapport sur la douzième élection générale, 1908, Québec, 1909.

---. Rapport sur la treizième élection générale, 1912, Québec, L.-V. Filteau, Imprimeur du roi, 1912.

---. Rapport sur la quatorzième élection générale, 1916, Québec, E.-E. Cinq-Mars, Imprimeur du roi, 1916.

Québec. Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics.

"Tableau des agences de la Couronne, indiquant les noms, résidences des agents locaux, les voies de communications de Québec", in DS, vol. 1 (1869), doc. 1, append. 16.

Québec. Ministère de la Colonisation et des Mines.

La colonisation dans les Cantons de l'Est, publié par ordre du gouvernement de la province de Québec, St-Hyacinthe, s. éd., 1871.

Québec. Ministère des Terres de la Couronne.

Guide du colon, province de Québec 1880, Lévis, Mercier & Cie, 1880.

---. Guide du colon, province de Québec 1892, Québec, s. éd., 1892.

Québec. Ministère des Terres, Forêts et Pêcheries.

Guide du colon, province de Québec, Québec, s. éd., 1900.

Racine, Antoine et al.

"Le Canadien émigrant, ou Pourquoi le Canadien français quitte-t-il le Bas-Canada?" in Mailhot, Charles-Edouard, Les Bois-Francs, Arthabaska, L'Imprimerie d'Arthabaska, Inc., 1921, 4 vol., t. 3, p. 13-58.

Les régions de la colonisation de la province de Québec; le Sud-est de Québec et les Cantons de l'Est

Québec, s. éd., 1920.

Québec (diocèse). Church of England in Canada.

Report of the incorporated Church Society of the diocese of Quebec for the year ending 31st December, Québec, s. éd., 1842-1908.

Ross, Aileen D.

"French and English Canadian Contacts and Institutional Change", Canadian Journal of Economics and Political Science, vol. 20, n° 3 (août 1954), p. 281-295, Toronto.

---. "The cultural effect of population change in the Eastern Townships", Canadian Journal of Economics and Political Sciences, vol. 9, n° 1 (nov. 1943), p. 447-463, Toronto.

Rumilly, Robert

Histoire de la province de Québec, Montréal, Valiquette/Fides, 1940, 40 vol. parus, t. VI: "Les Nationaux."

---. Pages d'histoire politique, Montréal, Fides, 1949.

Ryerson, Stanley Bréhaut

Le Capitalisme et la Confédération aux sources du conflit Canada-Québec, 1760-1873, Montréal, Éditions Parti Pris, 1972.

Saint-Amant, Joseph Charles

Un coin des Cantons de l'Est, histoire de l'envahissement pacifique mais irrésistible d'une race, Drummondville, La Parole, 1932.

Sanchez-Albornoz, Nicolas

"La modernisation démographique de l'Espagne: Le cycle vital annuel, 1863-1900", Les Annales, économies, sociétés, civilisations, vol. 24 (nov.-déc. 1969), p. 1047-1421, Paris.

Scarrow, Howard A.

Canada Votes; a Handbook of Federal and Provincial Election Data, New Orleans, Hauser Press, 1962.

Séguin, Maurice

La nation canadienne et l'agriculture, 1760-1850; essai d'histoire économique. Trois-Rivières, Les Éditions Boréal Express, 1970.

Séguin, Normand

La conquête du sol au 19^e siècle, Québec, Les Éditions Boréal Express, 1977.

Sellar, Robert

The tragedy of Quebec, the expulsion of its protestant farmers, réimpr. de l'éd. de 1916, Toronto, University of Toronto Press, 1974.

Sherbrooke. Archives de l'Archevêché.

Archives XVIII, St-Thomas de Compton, A: assemblées de fabrique; D: dîmes; L: décrets; I: affaires scolaires; 3: correspondance, 3B: bancs; 6: délibération; 7: histoire.

Chemise de Mgr Desjardins, Patrick Quinn, A.-L. Dufresne.

Rapports pastoraux des curés de la paroisse Saint-Thomas de Compton, 1877 à 1902.

Sherbrooke. Archives judiciaires.

Registres d'état civil de la paroisse anglicane de Compton.

Registres d'état civil de la paroisse méthodiste de Compton.

Sherbrooke. Archives du Bureau de l'enregistrement.

Index sur le village de Compton; E-1-142 à 461; série B50 à B95.

Sherbrooke Daily Record

16 novembre 1901; 1, 8, 9, 19, 23, 24, 26 nov. 1904; 27 janv. 1905.

Thomson, Dale C.

Louis Saint-Laurent, canadien, trad. F. Dufau-Labeyrie, Montréal, Le Cercle du Livre de France, 1968.

Thorburn, Hugh G. éd.

Party Politics in Canada, Toronto, Prentice-Hall of Canada, 1963.

L'Union des Cantons de l'Est (Arthabaska)

18 nov. 1904.

Vekeman, G.

Voyages au Canada, la province de Québec, Sherbrooke, Le Pionnier, 1882.

---. Le Canada ou Notes d'un colon, Sherbrooke, Société typographique des Cantons de l'Est, 1884.

Canada

